

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE
FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU 500, BOUL. RENÉ-
LÉVESQUE OUEST À MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 18 MARS 2013

VOLUME 72

ODETTE GAGNON et ROSA FANIZZI
Sténographes officielles

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS
215, rue St-Jacques, Bureau 1020
Montréal (Québec) H2Y 1M6

COMPARUTIONS

POUR LA COMMISSION :

Me DENIS GALLANT,
Me ÉLIZABETH FERLAND
Me CLAUDE ROY

INTERVENANTS :

Me BENOIT BOUCHER pour Procureur général du Québec
Me PHILIPPE BERTHELET pour la Ville de Montréal
M. YURI TREMBLAY pour l'Union des municipalités du Québec
Me DANIEL ROCHEFORT pour l'Association de la construction du Québec
Me CAROLINE ISABELLE pour Ville de Laval
Me MICHEL DORVAL pour l'Union Montréal
Me DENIS HOULE pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec
Me SIMON LAPLANTE pour l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec
Me ANDRÉ DUGAS pour le Parti libéral du Québec
Me GASTON GAUTHIER pour le Barreau du Québec
Me ANNICK PAQUETTE pour l'Ordre des ingénieurs du Québec
Me JULIE-MAUDE GREFFE pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales
Me MICHEL JOLIN pour monsieur Pierre Lavallée

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES PIÈCES	4
PRÉLIMINAIRES	7
YVES CADOTTE	11
INTERROGÉ PAR Me DENIS GALLANT	11
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DANIEL ROCHEFORT	126
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ANDRÉ DUGAS	134
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me MICHEL DORVAL	137
PIERRE LAVALLÉE	160
INTERROGÉ PAR Me CLAUDINE ROY	160

LISTE DES PIÈCES

	PAGE
52P-562 : Réponse écrite aux engagements 52E-26 et 52E-27	15
52P-563 : Lettre d'offre du Groupement SNC- Lavalin/Gaz Métro Plus/Suez environnement du 28 septembre 2008 et lettre de réponse de la Ville de Montréal à Yves Cadotte du 5 octobre 2007 concernant le Projet ICI optimisation du réseau-V/dossier 873590, en liasse	73
52P-564 : Tableau sur le nombre et la valeur des contrats octroyés à la firme SNC- Lavalin Inc., ses filiales et ses consortiums par la Ville de Montréal entre 2002-2011	158
53P-565 : Tableau des contrats de BPR à Montréal et les comptes bancaires de Pierre Lavallée	218

53P-566: Données du Directeur général des
 élections du Québec (DGE) concernant
 les dons faits par Pierre Lavallée et
 sa conjointe aux partis politiques provinciaux.

254

53P-567 : Tableau sur les contributions faites
 aux deux partis qui ont formé un
 gouvernement de 1996 à 2011, par des
 personnes à l'emploi de BPR et par
 certains de leurs proches

263

53P-568 : Graphique des contributions faites aux
 deux partis qui ont formé un
 gouvernement de 1996 à 2011, par des
 personnes à l'emploi de BPR et par
 certains de leurs proches

263

53P-569 : Données du Directeur général des
 élections du Québec (DGE) concernant
 les dons faits par Pierre Lavallée aux
 partis politiques municipaux

264

53P-570 : Graphique de la valeur estimée des
contrats obtenus par BPR Inc. avec le
MTQ de 1997 à 2012 pour des contrats
de conception de plans et devis et de
surveillance de travaux

273

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce dix-huitième (18ième)
2 jour du mois de mars,

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Bon matin à tous.

8 Me DENIS GALLANT :

9 Bon matin.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Est-ce que les avocats peuvent bien s'identifier,
12 s'il vous plaît.

13 Me DENIS GALLANT :

14 Alors, Denis Gallant pour la Commission.

15 Me ÉLIZABETH FERLAND :

16 Élizabeth Ferland pour la Commission.

17 Me BENOIT BOUCHER :

18 Bonjour à vous. Benoit Boucher pour le Procureur
19 général du Québec.

20 Me PHILIPPE BERTHELET :

21 Philippe Berthelet pour la Ville de Montréal.

22 M. YURI TREMBLAY :

23 Bonjour. Yuri Tremblay, Union des municipalités du
24 Québec.

25

1 Me DANIEL ROCHEFORT :

2 Daniel Rochefort pour l'Association de la
3 Construction du Québec.

4 Me CAROLINE ISABELLE :

5 Bonjour. Caroline Isabelle pour Ville de Laval.

6 Me MICHEL DORVAL :

7 Bon matin. Michel Dorval pour Union Montréal.

8 Me DENIS HOULE :

9 Bonjour. Denis Houle et Simon Laplante pour
10 l'Association des constructeurs de routes et grands
11 travaux du Québec.

12 Me ANDRÉ DUGAS :

13 Bonjour. André Dugas pour le Parti libéral du
14 Québec.

15 Me GASTON GAUTHIER :

16 Bonjour. Gaston Gauthier, Barreau du Québec.

17 Me ANNICK PAQUETTE :

18 Bonjour. Annick Paquette pour l'Ordre des
19 ingénieurs du Québec.

20 Me JULIE-MAUDE GREFFE :

21 Bon matin. Julie-Maude Greffe pour le Directeur des
22 poursuites criminelles et pénales.

23 (9:32:55)

24 Me DENIS GALLANT :

25 Alors, bon matin. Je vais compléter

1 l'interrogatoire de monsieur Cadotte. Peut-être
2 juste pour aviser mes collègues, je pense en avoir
3 à peu près pour une heure. Alors, et ce que je vais
4 faire, c'est que je vais commencer avec les
5 engagements qu'on a soumis à monsieur Cadotte jeudi
6 dernier. Alors, je peux... je peux tout de suite
7 d'ores et déjà vous dire que l'engagement 52E-23,
8 qui est l'engagement de monsieur Yves Cadotte de
9 vérifier chez SNC-Lavalin si quelques directives
10 ont été données ou envoyées aux contributeurs de
11 cesser toute contribution aux partis politiques.

12 Écoutez, j'ai eu des discussions avec le
13 procureur de SNC-Lavalin hier. Il y a d'autres
14 discussions qui vont se poursuivre. Monsieur
15 Cadotte ne serait pas le bon témoin là pour
16 répondre à ça. Alors, pour l'instant, je vais
17 retirer cet engagement-là. On communique là avec
18 les avocats de SNC-Lavalin. D'accord.

19 Dans un deuxième temps, l'engagement de
20 monsieur Cadotte de vérifier s'il a reçu des bonus
21 suite aux contributions politiques de sa conjointe,
22 qui était l'engagement 52E-24, j'ai discuté avec
23 monsieur Cadotte ce matin. Monsieur Cadotte est
24 prêt à répondre à cet...

25

1 M. YVES CADOTTE :

2 Effectivement, ma conjointe a contribué
3 exceptionnellement durant quelques années et j'ai
4 reçu un bonis de l'entreprise moi-même en deux
5 mille six (2006) et deux mille sept (2007).

6 Me DENIS GALLANT :

7 Ah! Il n'est pas assermenté.

8 LA GREFFIÈRE :

9 Si vous voulez vous lever debout pour être
10 assermenté.

11

12

13

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce dix-huitième (18ième)
2 jour du mois de mars,

3

4 A COMPARU :

5

6 YVES CADOTTE,

7

8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9

10 INTERROGÉ PAR Me DENIS GALLANT :

11 Q. **[1]** Alors, répétez tout ce que vous avez dit,
12 maintenant sous serment.

13 R. Oui, oui. Donc, effectivement ma conjointe a
14 contribué à quelques reprises durant quelques
15 années et j'ai reçu un bonis de l'entreprise moi-
16 même en deux mille six (2006) et deux mille sept
17 (2007).

18 Q. **[2]** Parfait.

19 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

20 Q. **[3]** Donc, on comprend que vous avez reçu un bonis
21 pour compenser la contribution faite par votre
22 conjointe. Est-ce que c'est ça que vous dites?

23 R. C'est... je répète un peu, ça s'est fait dans la
24 même optique que celle que j'ai expliquée lors de
25 mon témoignage jeudi dernier.

1 Q. **[4]** Donc, la réponse est « oui »?

2 R. Oui, c'est ça?

3 Q. **[5]** Parfait. Il y avait un engagement, mais je
4 pense que vous y avez répondu, peut-être juste
5 sujette à vérification...

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Si vous me permettez, juste une chose.

8 Me DENIS GALLANT :

9 Oui. Allez-y donc.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Q. **[6]** Vendredi passé, vous avez dit que c'est vous
12 qui aviez reçu le bonis, c'est-à-dire donc à
13 hauteur de douze mille dollars (12 000 \$) et pour
14 les deux. Ce n'était pas un bonis qui était donné à
15 votre conjointe...

16 R. Non.

17 Q. **[7]** ... un montant qui était donné à votre
18 conjointe et un montant à vous. C'est vous qui
19 récupérez les sommes pour les deux.

20 R. Oui, mais dans mon cas personnel, moi, je n'ai pas
21 contribué. Donc, c'était un bonis à hauteur de
22 trois mille dollars (3 000 \$) net.

23 Q. **[8]** Six mille (6 000 \$)?

24 R. Brut. Oui.

25 Q. **[9]** O.K. Merci.

1 Me DENIS GALLANT :

2 Q. [10] Parfait.

3 R. Oui.

4 Q. [11] C'est ça parce que vous l'aviez précisé que,
5 vous personnellement, Yves Cadotte, n'avait pas
6 fait de contribution.

7 R. Exactement.

8 Q. [12] C'est votre conjointe là qui...

9 R. Qui a fait une contribution.

10 Q. [13] ... qui a fait une contribution via un chèque.

11 R. Oui.

12 Q. [14] Parfait. L'autre engagement qui était le 52E-
13 25, engagement de monsieur Cadotte de vérifier dans
14 quel compte a été imputé la somme de soixante-
15 quinze mille (75 000 \$). Je pense que vous aviez
16 donné une réponse, sujette à validation.

17 R. Oui, oui. Bien, j'avais donné la réponse et
18 effectivement j'ai vérifié là pour être certain,
19 mais la réponse était correcte, donc c'est ça. Sur
20 la facture, il y avait un numéro qui était inscrit
21 là qui était le 000912-4712-21AA. Puis chez SNC-
22 Lavalin, c'est un numéro de charge qui correspond à
23 des frais généraux pour la division en question de
24 l'époque qui s'appelait « Ingénierie générale
25 Québec », donc c'étaient des frais généraux de la

1 direction. Et donc, cette dépense-là n'a pas été
2 attribuée ou rechargée à un projet d'aucune
3 manière.

4 Q. **[15]** Ça va, Monsieur Lachance? Les deux derniers
5 engagements vont être traités en même temps, à
6 savoir 52E-26 et 52E-027, à la demande de monsieur
7 Lachance. C'était l'engagement de monsieur Cadotte
8 de vérifier si le vérificateur interne a vérifié
9 l'existence de fausses factures chez SNC-Lavalin et
10 l'engagement de monsieur Cadotte de vérifier si le
11 comité de vérification va réfléchir à l'opportunité
12 de faire cette vérification dans l'avenir.

13 Et nous avons, ce que je vais faire c'est
14 que nous avons une réponse écrite qui vient de chez
15 SNC-Lavalin, monsieur Cadotte en a pris
16 connaissance, il va la résumer.

17 R. Oui.

18 Q. **[16]** Mais je vais la déposer, donc, c'est réponse
19 du groupe SNC-Lavalin inc. aux engagements 52E-26
20 et 52E-27 souscrits par monsieur Yves Cadotte le
21 quatorze (14) mars deux mille treize (2013). Je
22 l'ai eu ce matin, on a fait des copies papier pour
23 tout le monde, je vais la déposer officiellement.
24 Les commissaires ont déjà les copies, madame la
25 greffière. Alors, nous allons la coter maintenant

1 sous..., réponse aux engagements.

2 LA GREFFIÈRE :

3 52P-562.

4 Me DENIS GALLANT :

5 Q. [17] Parfait.

6

7 52P-562 : Réponse écrite aux engagements 52E-26
8 et 52E-27

9

10 Q. [18] Alors, moi j'en ai déjà pris connaissance,
11 alors, peut-être juste nous dire à peu près *?

12 R. Oui, oui. Bien c'est ça dans la réponse on explique
13 un peu le rôle, la fonction du comité audit au
14 groupe SNC-Lavalin inc. et on confirme exactement
15 qu'il est déjà prévu en deux mille treize (2013)
16 entre autres de faire la revue de certains contrats
17 de service et de consultation, soit dans le cadre
18 de l'audit ou d'enquêtes internes. Donc, cet
19 aspect-là est déjà prévu cette année. Donc, ça
20 correspond un peu à l'engagement, le dernier
21 engagement.

22 Et concernant le premier engagement qui
23 consistait à vérifier s'il y avait un travail de
24 vérification qui avait été fait concernant la
25 facture, bien cet aspect-là a été porté à

1 l'attention de la compagnie assez récemment. Par
2 contre, dans le document on confirme qu'il y a des
3 vérifications qui vont être faites conformément aux
4 activités du groupe d'audit interne prochainement.
5 Plus il y a plus de détails qui est donné dans la
6 réponse.

7 (09:39:01)

8 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

9 Q. [19] C'est ça, il y a plus de détails, mais je
10 trouve ça très, très vague comme réponse que
11 notamment la description de mandat de comité
12 d'audit, ça c'est assez général et ça ne répond pas
13 vraiment à l'engagement qui était de savoir si
14 clairement SNC-Lavalin a l'intention de faire des
15 travaux de vérification interne sur de la fausse
16 facturation.

17 Qu'on nous réponde qu'on va faire certains
18 travaux sur certains contrats de consultation, ce
19 n'est pas répondre clairement à la question qui est
20 de savoir : « Allez-vous faire un travail
21 précisément de vérification sur l'existence de
22 fausses facturations chez SNC-Lavalin? ».

23 C'est ça qui était notre demande, mais là
24 présentement on nous dit, puis c'est normal qu'un
25 vérificateur interne fasse certains travaux de

1 vérification sur certains contrats. À la grosseur
2 que vous avez, je ne suis pas étonné qu'il en fait.
3 Ça serait étonnant qu'il n'en fasse pas.

4 Mais ma question est beaucoup plus précise
5 que ça, c'est : « Allez-vous faire des travaux de
6 vérification interne sur de la fausse
7 facturation? » C'est ça qui...

8 R. Je pense que c'est mentionné, si on lit le deuxième
9 paragraphe : « Nous confirmons...

10 Q. **[20]** Ça confirme que...

11 R. ... que des vérifications concernant cette facture
12 seront faites conformément au document ».

13 Q. **[21]** Mais moi je ne parle pas juste de cette
14 facture-là, je parle sur l'existence de d'autres
15 factures, de d'autres fausses factures chez SNC,
16 c'est ça ma question?

17 R. Je pense que c'est implicite dans la réponse que...

18 Q. **[22]** On aura, on va retravailler avec les
19 procureurs et puis votre firme pour qu'on ait une
20 réponse plus précise à la question que j'ai posée
21 que qu'est-ce qu'on a aujourd'hui.

22 Me DENIS GALLANT :

23 C'est bien compris, Monsieur le commissaire.

24 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

25 Parfait.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [23] Oui, mais disons qu'on a le témoin qui nous
3 dit que ça va être fait. Alors, je comprends qu'il
4 va y avoir des vérifications internes qui vont être
5 faites concernant toute autre facture?

6 R. Oui, oui, c'est ça.

7 Q. [24] Toute autre fausse facture, c'est ce que vous
8 nous dites?

9 R. Oui.

10 Q. [25] Alors c'est...

11 R. Dans le cadre de..., parce que...

12 Q. [26] Pas seulement dans le cadre de la facture
13 Moreau, là?

14 R. Mais je veux juste quand même, je pense que la
15 réponse ici, bon, concerne le Groupe SNC-Lavalin,
16 c'est certain que SNC-Lavalin c'est une très grande
17 entreprise avec plusieurs, quand on parle de
18 facturation chez SNC-Lavalin, je veux dire, ça
19 s'étend, c'est quelque chose de très grande
20 envergure qui touche à plusieurs, plusieurs
21 territoires, plusieurs projets, tout ça.

22 Mais je pense que cet événement-là ici qui
23 a été dévoilé va certainement faire en sorte qu'il
24 va y avoir des vérifications qui vont être faites.

25 Q. [27] Disons qu'on pourrait, ça pourrait

1 certainement être fait en lien avec le financement
2 des partis politiques?

3 R. Oui, oui, oui. Donc, de façon plus circonscrite
4 quand même, mais relié au sujet qu'on a abordé la
5 semaine passée.

6 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

7 Q. **[28]** On peut comprendre qu'on ne vise pas la
8 planète entière, ce que nous on cherche c'est de la
9 fausse facturation au Québec. Donc, et là, la
10 réponse que j'ai écrite du moins est trop vague?

11 R. Hum, hum.

12 Q. **[29]** Surtout m'inquiète un peu, elle donne un peu
13 l'impression que le comité de vérification ça ne
14 l'intéresse pas ou du moins c'est en termes très,
15 très, en termes très, très généraux.

16 R. Je ne pense pas qu'il faut...

17 Q. **[30]** Il faudrait avoir une réponse plus précise.

18 R. Parfait.

19 Q. **[31]** Est-ce que oui ou non chez SNC-Lavalin les
20 gens vont faire un travail de vérification sur
21 l'existence de fausses facturations au Québec?

22 R. Parfait. Mais je ne pense pas qu'il faut présumer
23 que le comité d'audit traite ça à la légère.

24 Q. **[32]** Non, non, ça j'en suis convaincu, puis c'est
25 juste que c'est trop, c'est trop vague comme

1 réponse pour comprendre vraiment l'intention
2 derrière, derrière cet écrit?

3 R. O.K.

4 Me DENIS GALLANT :

5 Q. **[33]** Je vais, je vais sortir de la Ville de
6 Montréal parce que je pense que j'ai pas mal fait
7 le tour avec vous jeudi dernier. Je vais peut-être
8 juste vous parler du fameux contrat des compteurs
9 d'eau...

10 R. Hum, hum.

11 Q. **[34]** ... auquel SNC-Lavalin s'était qualifié, mais
12 avant d'y arriver parce que je vais terminer avec
13 ça, Monsieur Cadotte, je vais vous demander la même
14 chose pour certaines autres municipalités. S'il y
15 avait comme à Montréal, du financement de partis
16 politiques municipaux auquel SNC-Lavalin a
17 contribué et en échange de contrats de services
18 professionnels.

19 Alors, j'aimerais savoir dans quelles
20 autres villes, je le sais à titre de préambule, que
21 SNC-Lavalin bon ce ne sont pas les municipalités
22 qui sont les gros joueurs, mais par contre vous
23 êtes là. Mais je vais me limiter à certaines
24 villes. Notamment, est-ce que SNC-Lavalin est
25 présent à Longueuil?

1 R. Oui.

2 Q. **[35]** Et est-ce qu'à Longueuil on a pu assister à un
3 partage des contrats et à un financement des partis
4 politiques analogue à celui de Montréal?

5 R. Il y a, effectivement il y a eu des activités de
6 financement politique. Et aussi, durant une
7 certaine période, il y a eu, disons un système
8 particulier pour l'octroi des contrats. Mais qui
9 était quand même assez similaire à celui de
10 Montréal, je dirais.

11 Q. **[36]** Oui? Alors, c'est-à-dire, est-ce que des
12 montants d'argent précis ont été sollicités? Est-ce
13 que vous êtes la bonne personne pour nous en parler
14 ou un peu savoir comment ça fonctionnait?

15 R. Je dois avouer que j'ai un peu de difficulté à me
16 remémorer les montants d'argent précisément, mais
17 je sais qu'il y a eu certains montants,
18 effectivement, qui ont été versés à la campagne de
19 deux mille cinq (2005), notamment.

20 Q. **[37]** O.K. Et qui, est-ce que vous avez des dons
21 d'organismes en mémoire qui ont sollicités
22 Lavalin? Est-ce que c'était la même chose? C'est-à-
23 dire, vous nous avez dit, pour les partis
24 politiques provinciaux et pour le municipal, à
25 savoir monsieur Trépanier, c'est eux qui vous

1 sollicitaient. Est-ce qu'on parle de la même
2 chose...

3 R. Oui.

4 Q. **[38]** ... à la Ville de Longueuil?

5 R. Je dirais que oui. On parle de la même chose, oui.

6 Q. **[39]** O.K. Et...

7 (09:44:43)

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Q. **[40]** De quelle chose?

10 R. Bien, qu'on était sollicité par...

11 Q. **[41]** Oui. Qui vous sollicitait?

12 R. Par des organisateurs.

13 Q. **[42]** Et je comprends qu'en deux mille cinq (2005),
14 c'était le maire Olivier qui était en poste?

15 R. Quand il y a eu l'élection, à mon souvenir,
16 monsieur Olivier a quitté à un moment donné ses
17 fonctions. Donc, je pense que c'est monsieur Gladu
18 qui a été élu en deux mille cinq (2005). Mais avant
19 deux mille cinq (2005), effectivement, c'était
20 monsieur Olivier, là.

21 Q. **[43]** O.K. Et qui vous sollicitait?

22 R. Avant deux mille cinq (2005), je dirais que c'était
23 le... le responsable du financement était monsieur
24 André Létourneau.

25

1 Me DENIS GALLANT :

2 Q. **[44]** Et est-ce qu'on peut également dire sans se
3 tromper que, comme on est au municipal, comme il
4 existe, là, à savoir vingt-cinq mille (25 000 \$) et
5 moins ce sont des contrats de gré à gré, de vingt-
6 cinq mille (25 000 \$) à cent mille (100 000 \$) ce
7 sont des appels d'offres sur invitation, donc on
8 invite les firmes, et en haut de cent mille
9 (100 000 \$), et ça depuis deux mille deux (2002)
10 c'est le processus d'appel d'offres. Donc, ce que
11 je comprends de vos réponses, c'est que SNC-Lavalin
12 était une des firmes présentes à Longueuil?

13 R. Oui. On était une des firmes.

14 Q. **[45]** Elle était là avec qui, à votre souvenir?

15 R. Disons qu'on n'était pas la plus importante dans
16 notre cas. Il y avait quatre autres firmes à ma
17 mémoire qui étaient présentes. Donc, il y avait
18 Dessau, il y avait SM, il y avait Genivar, il y
19 avait CIMA et il y avait nous.

20 Q. **[46]** O.K. Et ce que je comprends, c'est qu'il y
21 avait un partage des contrats qui se faisait, là,
22 en relation avec la contribution aux partis
23 politiques?

24 R. On recevait, puis c'était un peu de façon... en
25 analogie avec ce qui se faisait à Montréal, donc on

1 recevait des directives de la part des gens pour
2 nous dire, oui, effectivement, vous allez être
3 considéré pour tel ou tel contrat.

4 Q. [47] Parfait.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Q. [48] Moi je voudrais revenir, simplement, vous avez
7 dit qu'avant deux mille cinq (2005) c'était le
8 maire Olivier, après c'était le maire Gladu, et
9 vous avez dit que c'était André Létourneau qui vous
10 sollicitait. Est-ce qu'André Létourneau sollicitait
11 pour les deux maires?

12 R. Non. Après il y a eu une autre personne qui est
13 arrivée, qui s'appelait monsieur Serge Sévigny.
14 Après.

15 Q. [49] Ça, c'était pour monsieur Gladu?

16 R. Oui, c'est ça.

17 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

18 Q. [50] Vous dites que dans les faits, là, le modèle
19 Trépanier a existé également à Longueuil. Donc, on
20 vous disait : « Vous donnez de l'argent et en
21 échange vous serez considéré, et on va truquer les
22 appels d'offres pour que vous gagniez en fonction
23 de ce qu'on vous avait dit », c'est ça?

24 R. Bien, il nous disait, effectivement, à Longueuil,
25 de la façon que ça fonctionnait, c'est que, je

1 pense, peut-être... Là, je vais résumer de façon
2 générale, mais une fois par année il y avait un
3 certain nombre de contrats qui étaient en appel
4 d'offres, en fait. Je ne me souviens pas si c'était
5 plusieurs appels d'offres ou un appel d'offres avec
6 plusieurs sous-contrats, si on veut, mais donc,
7 c'était regroupé une fois par année, et disons
8 qu'il y avait sept contrats, par exemple, bien SNC-
9 Lavalin pouvait avoir un de ces contrats-là. Puis
10 là, il nous disait, il nous donnait comme
11 indication : « Bon, bien, vous allez... vous
12 devriez avoir le contrat B », disons, qui était un
13 du groupe.

14 Q. **[51]** Et on lançait les appels d'offres, et vous
15 gagniez le contrat B, comme on vous avait annoncé
16 d'avance, c'est ça?

17 R. Bien, c'était ce qui était prévu.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Q. **[52]** Puis quand il vous disait : « Vous allez
20 gagner tel contrat », il vous disait ça à l'avance?

21 R. Oui.

22 Q. **[53]** Avant les appels d'offres?

23 M.RENAUD LACHANCE, commissaire :

24 Q. **[54]** Et là, est-ce qu'après avoir gagné le contrat,
25 SNC-Lavalin donnait un montant d'argent?

1 R. Non.

2 Q. [55] Il donnait l'argent avant?

3 R. Non. Ce n'était pas relié... Quand j'ai parlé de
4 contribution, c'était relié à la campagne
5 électorale, c'était relié au financement qui nous
6 était demandé un peu dans le même sens que j'ai
7 discuté lors de la dernière audience. Mais
8 concernant les contrats ou concernant une certaine
9 relations avec le contrat, c'est non, la réponse
10 est non.

11 Q. [56] O.K. Mais vis-à-vis de la campagne, lorsque
12 vous dites, on vous demandait de l'argent, donc...
13 et encore là, c'était de l'argent comptant que vous
14 versiez?

15 R. C'est ce que j'ai mentionné tout à l'heure, oui.

16 Q. [57] C'est de l'argent comptant. Donc, il y a
17 d'autres sources d'argent comptant qu'on cherche
18 chez SNC-Lavalin, là? La dernière fois, il y avait
19 le cent vingt-cinq mille (125 000 \$) qui vous aviez
20 payé en argent comptant. Vous ne connaissiez pas la
21 source. Là, cette fois-ci, de l'argent comptant qui
22 a été versé à Longueuil, est-ce que vous connaissez
23 de quelle façon on l'obtenait?

24 R. J'ai répondu la dernière fois, puis là, c'est la
25 même réponse aujourd'hui. La dernière fois, on a

1 parlé des contributions qui étaient faites à Union
2 Montréal dans le cadre des cocktails, puis tout ça,
3 bien, c'est la même chose pour Longueuil.
4 Effectivement, je n'ai pas eu connaissance de la
5 provenance de cet argent-là qui a servi durant la
6 campagne électorale pour le financement.

7 Q. [58] Et la dernière fois, vous nous avez dit que
8 les gens qui pourraient connaître la source de
9 l'argent comptant, c'était monsieur Anctil et un
10 monsieur Morin, c'est ça que vous avez dit?

11 R. Oui.

12 Q. [59] Et dans le cas de Longueuil, est-ce que c'est
13 encore monsieur Anctil et monsieur Morin, qui, dans
14 les faits, trouvaient l'argent comptant?

15 R. C'est... je dirais que c'est plus monsieur Morin.

16 Q. [60] Plus monsieur Morin cette fois-ci?

17 R. Oui.

18 Q. [61] Là, vous ne comprenez pas pourquoi...

19 R. Bien, plus monsieur Morin cette fois-ci... je peux
20 peut-être vous expliquer un petit peu pourquoi
21 c'est... c'est que monsieur Morin a été vice-
22 président directeur jusqu'en deux mille cinq
23 (2005), deux mille quatre (2004), en fait, ça a été
24 annoncé à la fin deux mille quatre (2004) qu'il y a
25 le changement et monsieur Anctil est devenu vice-

1 président directeur, a entré en fonction au début
2 deux mille cinq (2005) puis monsieur Morin a
3 continué à travailler - il avait pris sa retraite à
4 cette époque-là - donc, il a continué à travailler
5 pour monsieur Anctil. Peut-être pas à temps plein,
6 mais il a continué à travailler pendant un certain
7 nombre d'années pour monsieur Anctil.

8 Q. **[62]** Là, vous comprenez un peu ma demande
9 pourquoi... pourquoi je crois que chez SNC-Lavalin,
10 on devrait chercher de la fausse facturation parce
11 que là, vous nous annoncez, ce matin, qu'il y a un
12 autre besoin en argent comptant pour le dossier de
13 Longueuil, donc on a cent vingt-sept mille
14 (127 000 \$) à Montréal, on a je ne sais pas combien
15 à Longueuil, donc à quelque part, on devrait, il me
16 semble, s'inquiéter un peu de comment on trouvait
17 cet argent comptant là. Ce n'est pas juste une
18 facture, mais pour les contributions c'est un
19 chèque, là, un vrai chèque a été fait. Mais l'idée,
20 c'est de savoir d'où vient cet argent comptant là,
21 c'est ça qui est un peu étonnant.

22 (09:48:11)

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. **[63]** Si vous me permettez aussi, vous venez de nous
25 dire que monsieur Morin, bien qu'il ait pris sa

1 retraite, donc, en deux mille cinq (2005), monsieur
2 Anctil continuait de s'occuper... c'est-à-dire
3 monsieur voyons...

4 R. Morin.

5 Q. **[64]** ... attendez un instant... c'est ça, c'est
6 monsieur Morin, il a continué de travailler pour
7 monsieur Anctil, c'est exact?

8 R. Oui.

9 Q. **[65]** Alors comme il était à sa retraite, on
10 comprend que l'un des travaux de monsieur Morin,
11 était fort probablement de s'occuper du
12 financement?

13 R. Il était... il participait à certaines activités
14 reliées au financement.

15 Q. **[66]** O.K.

16 R. Oui.

17 Q. **[67]** Et est-ce que c'est vous qui alliez porter
18 l'argent à Longueuil, comme vous le faisiez à
19 Montréal?

20 R. Je l'ai fait, effectivement, lors de cet événement-
21 là, en deux mille cinq (2005).

22 Q. **[68]** En deux mille cinq (2005)? L'aviez-vous fait
23 avant ou l'avez-vous fait après?

24 R. Je l'ai fait aussi en deux mille neuf (2009), à
25 l'élection.

1 Me DENIS GALLANT :

2 Q. [69] Donc, ce qu'on comprend, c'est qu'il y a des
3 contributions qui ont été données pour les
4 élections de deux mille un (2001), deux mille cinq
5 (2005), deux mille neuf (2009)?

6 R. Deux mille un (2001), c'est difficile pour moi de
7 répondre à cette question-là parce que je n'ai pas
8 été mêlé, à l'époque, à ça, ça fait que je ne
9 voudrais pas m'avancer sur cette question-là.

10 Q. [70] O.K., vous avez donné deux mille cinq (2005),
11 argent comptant, est-ce que deux mille neuf (2009),
12 on parle du même modus, à savoir également de
13 l'argent comptant donné pour l'élection deux mille
14 neuf (2009)?

15 R. Oui. Par contre, en deux mille neuf (2009), je dois
16 dire que mon souvenir, encore là, c'est... mais
17 c'était... c'est un montant qui était beaucoup
18 moindre, là, en deux mille neuf (2009).

19 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

20 Q. [71] Le total du montant de deux mille cinq (2005)
21 et de deux mille neuf (2009)?

22 R. Pardon?

23 Q. [72] En deux mille cinq (2005), c'était combien
24 d'argent?

25 R. Je dirais quelques dizaines de milliers de dollars,

1 là, ça serait ça que je dirais...

2 Q. [73] De quelques dizaines...

3 R. Oui.

4 Q. [74] ... c'est vingt (20), trente (30), quarante
5 (40)?

6 R. Peut-être dans ces coins-là.

7 Q. [75] Peut-être dans ces coins-là?

8 R. Bien...

9 Q. [76] Pouvez-vous être un peu plus précis?

10 R. Mon souvenir, je dois avouer, là, j'ai... je...
11 c'est difficile, pour moi, de dire c'était tant, je
12 n'ai pas de souvenir du montant précisément.

13 Q. [77] Ça, c'est un montant que vous avez donc donné
14 à monsieur André Létourneau ou monsieur Sévigny?

15 R. Encore là, ce n'est pas tout à fait clair parce que
16 je mentionnais qu'il y a eu un changement, là, au
17 point de vue de la direction du parti municipal à
18 l'époque, donc ce n'est pas tout à fait clair dans
19 mon esprit, là, avec ce changement-là, à qui a été
20 fait le versement, là.

21 Q. [78] Mais c'est vous qui l'avez fait, le versement?

22 R. Oui.

23 Q. [79] Bien, là, vous ne vous rappelez pas la
24 personne que vous avez rencontrée en deux mille
25 cinq (2005)?

1 R. Je pense que c'est monsieur Létourneau.

2 Q. **[80]** Puis en deux mille neuf (2009)?

3 R. Monsieur Sévigny.

4 Q. **[81]** O.K.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Q. **[82]** Et quand vous parlez de l'ordre de grandeur de
7 cet argent-là, est-ce que ça peut être cinquante
8 mille (50 000 \$) en deux mille cinq (2005)?

9 R. Comme je vous dis, c'est... c'est peut-être trente
10 (30), qua... mais je ne veux pas me prononcer, là,
11 je n'ai pas...

12 Q. **[83]** Est-ce que c'est parce que vous en apportiez
13 souvent?

14 R. Non, non.

15 Q. **[84]** O.K. Et en deux mille neuf (2009), vous dites
16 que c'était moins important. Alors, en deux mille
17 neuf (2009), ce serait combien?

18 R. Je dirais peut-être dix (10), quinze mille
19 (15 000 \$), de mémoire, là. C'est plus dans cet
20 ordre de grandeur là.

21 Q. **[85]** O.K. Est-ce que vous en donniez aussi... vous
22 participiez aussi à des activités de financement de
23 d'autres municipalités?

24 R. Je dirais que les deux principales municipalités,
25 c'était Montréal et Longueuil, pour SNC-Lavalin,

1 là, dans la région de Montréal. Il n'y a pas
2 d'autres municipalités où on était impliqué et où
3 il y avait un système de partage de contrats et de
4 financement à la hauteur de ce que j'ai...

5 Q. **[86]** Peut-être pas à la hauteur, mais si on parle
6 de plus petites municipalités, qui ont peut-être
7 des moins grands besoins au point de vue de
8 financement de partis, est-ce que vous avez
9 participé à des, par exemple, des élections clé en
10 main...

11 R. Non.

12 Q. **[87]** ... dans d'autres municipalités?

13 R. Non. On n'a pas participé à des élections clé en
14 main, où finalement ce que vous évoquez d'élections
15 clé en main, je pense que c'est un regroupement
16 peut-être avec d'autres bureaux de professionnels
17 ou avec de firmes de communications, la réponse est
18 non. On n'a jamais participé à des élections clé en
19 main.

20 Q. **[88]** O.K. Mais est-ce que vous avez participé à du
21 financement de d'autres municipalités?

22 R. Je dois dire qu'il est arrivé qu'on reçoive des
23 demandes pour du financement. Par contre, on
24 parle...

25 Q. **[89]** D'où?

1 R. Bien, je n'ai pas de..., c'est difficile pour moi
2 d'y répondre.

3 Q. [90] Mais c'est parce que si vous dites que je dois
4 vous dire qu'on a reçu d'autres demandes, c'est
5 parce que vous avez certainement quelque chose en
6 tête?

7 R. J'ai certains souvenirs de, de municipalités, mais
8 c'est, c'est assez imprécis je dois dire, est-ce
9 que c'est en deux mille cinq (2005), est-ce que
10 c'est en deux mille quatre (2004).

11 Q. [91] Ce n'est pas grave, quelles municipalités?

12 R. Je me souviens qu'on a eu des demandes, quelques
13 municipalités sur la Rive-Sud, peut-être Candiac,
14 autrement c'est difficile pour moi de...

15 (09:56:32)

16 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

17 Q. [92] Vous avez dit la semaine passée que votre
18 système de remboursement de contributions
19 politiques que vous offriez, vous l'avez
20 également..., vous avez également été sollicité à
21 Québec et à Lévis, puis vous avez fait appel à vos
22 cadres comme...

23 R. Oui.

24 Q. [93] ... là, le système de bonis également dans ces
25 deux villes-là aussi?

1 R. Oui.

2 Q. [94] Je comprends bien ce que vous dites, puis vous
3 l'avez dit également la semaine dernière, c'est
4 qu'on vous demande en deux mille cinq (2005), en
5 deux mille neuf (2009) à Longueuil de donner un
6 certain montant d'argent comptant pour la campagne
7 électorale, mais après ça on arrange l'attribution
8 des contrats, mais là vous ne versez pas de sommes,
9 trois pour cent (3 %), comme, comme on a entendu
10 parler ici, vous n'avez pas ça?

11 R. Je le répète, puis je pense que c'est important de
12 le dire, on n'a pas versé aucune somme d'argent
13 dans aucun cas qui était relié à un contrat. Donc,
14 effectivement on n'a pas participé au trois pour
15 cent (3 %) à Montréal puis à Longueuil il ne nous
16 était pas demandé de contribuer d'une manière
17 supplémentaire durant le mandat disons comme tel.

18 Q. [95] Donc, qu'est-ce que, ce que monsieur Lalonde
19 nous a dit c'est que dans les faits les gens, les
20 firmes, les petites donnaient cent mille
21 (100 000 \$), les grosses donnaient deux cent mille
22 (200 000 \$), mais monsieur Lalonde disait quand
23 même qu'après ça certaines firmes continuaient à
24 donner un trois pour cent (3 %) pour avoir les
25 contrats?

1 R. À Montréal.

2 Q. [96] À Montréal?

3 R. Oui.

4 Q. [97] Vous vous n'avez pas fait ça?

5 R. Non.

6 Q. [98] Donc, vous avez donné une fois un deux cent
7 mille (200 000 \$)?

8 R. Oui.

9 Q. [99] Pour la valeur de deux cent mille (200 000 \$)?

10 R. Oui.

11 Q. [100] Mais vous n'avez jamais donné de trois pour
12 cent (3 %)?

13 R. Non.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Q. [101] Mais vous avez donné soixante-quinze (75),
16 ah, non, le soixante-quinze mille (75 000 \$) était
17 partie du deux cent mille (200 000 \$), o.k.

18 R. Mais on contribuait comme je l'ai expliqué quand
19 même, il y avait les cocktails et tout ça, mais
20 effectivement ce n'était pas, on ne contribuait
21 d'aucune manière à un trois pour cent (3 %) qui a
22 été évoqué.

23 Q. [102] Et quand vous avez nommé également la ville
24 de Québec, alors c'était pour le financement aussi
25 du parti politique?

1 R. Oui.

2 Q. **[103]** Et qui était en poste, à ce moment-là?

3 R. Ça pour Québec, pour toute la région de Québec, je
4 suis un peu loin, éloigné de ça pour être franc.
5 Donc, là, je ne pourrais pas vous répondre avec,
6 qui était l'interlocuteur ou tout ça, je n'étais
7 pas en contact, ce n'était pas moi qui étais en
8 contact avec des gens.

9 Q. **[104]** Mais qui était le maire, à ce moment-là,
10 lorsque vous étiez sollicité?

11 R. Qui était le maire?

12 Q. **[105]** En quelle année?

13 R. Je sais qu'il y a eu..., c'est une bonne question,
14 j'essaie de me remémorer, c'était probablement
15 avant, là, j'essaie de voir au niveau de la mairie,
16 il y a eu madame, mais c'était possiblement avant
17 ça, mais je m'avance, là, sans..., sans...

18 Q. **[106]** O.K.

19 R. ... sans le savoir.

20 Q. **[107]** O.K.

21 R. J'aimerais mieux ne pas me prononcer dans ça...

22 Q. **[108]** Non, alors, je ne veux pas vous demander...

23 R. Non, c'est ça.

24 Q. **[109]** ... de choses que vous ne savez pas?

25 R. Non, non, non. Ça serait hasardeux de répondre à la

1 question.

2 Q. **[110]** Non, alors, nous n'irons pas.

3 R. O.K.

4 Q. **[111]** Merci.

5 Me DENIS GALLANT :

6 Q. **[112]** Moi je vais...

7 R. Désolé.

8 Q. **[113]** ... je vais revenir quand même à une question
9 de madame Charbonneau, c'est-à-dire le trois pour
10 cent (3 %), ça vous l'avez bien indiqué que vous
11 avez payé deux cent mille (200 000 \$), vous payez à
12 la hauteur entre quinze et vingt-cinq mille dollars
13 (15 000-25 000 \$)...

14 R. C'est ce que j'ai dit.

15 Q. **[114]** ... bon an mal an, annuellement. Étiez-vous,
16 est-ce qu'on vous a fait une demande et est-ce
17 qu'il y a eu un refus de payer le trois pour cent
18 (3 %)? C'est ça qui n'est pas clair de votre
19 réponse. Est-ce que monsieur Trépanier ou une autre
20 personne a déjà évoqué le paiement par SNC-Lavalin
21 d'un montant de trois pour cent (3 %)?

22 R. Moi je n'ai jamais reçu cette demande-là
23 personnellement, puis je n'en ai jamais entendu
24 parler non plus par quelqu'un d'autre chez SNC-
25 Lavalin.

1 Q. **[115]** O.K. Est-ce que vous en avez entendu parler
2 par d'autres firmes de génie-conseil, notamment
3 monsieur Lalonde ou d'autres personnes?

4 R. Non, cette question-là moi j'en ai entendu parler
5 quand ça a commencé à sortir dans les médias peut-
6 être en deux mille neuf (2009), deux mille dix
7 (2010), où il a été évoqué le rôle de monsieur
8 Trépanier puis le fait qu'il y avait un montant de
9 trois pour cent (3 %) qui était fourni par
10 certaines firmes. Donc, c'est à peu près, c'est à
11 cette période-là que j'ai entendu parler de ce
12 montant de trois pour cent (3 %).

13 Q. **[116]** D'autre villes, est-ce que SNC-Lavalin a déjà
14 tenté une percée à Laval, par exemple?

15 R. Quand il y a eu le changement à la Loi en deux
16 mille un (2001) ou en deux mille deux (2002), en
17 fait cette loi-là qui concernait les contrats
18 municipaux instaurait les appels d'offres dans
19 chacune des municipalités et à cette époque-là,
20 peut-être quelques mois plus tard, on a dit bon on
21 va essayer de soumissionner ou de déposer des
22 offres de services à Laval.

23 Et on l'a essayé aussi dans quelques autres
24 villes de la couronne-nord pour voir si on était
25 capable de se positionner, puis d'obtenir des

1 contrats dans ces villes-là. Et le résultat a été
2 que, finalement dans les exemples dont je me
3 souviens, finalement on a été, on a reçu une note
4 inférieure à soixante-dix pour cent (70 %). C'est
5 la note de passage. Donc, finalement, on n'a pas
6 réussi à... notre enveloppe de prix n'a pas été
7 ouverte dans ce cas-là, et donc on n'a pas réussi à
8 se qualifier dans ces villes-là.

9 Q. **[117]** Est-ce que vous considérez que les appels de
10 qualification favorisaient dans ces villes-là,
11 notamment à Laval, favorisaient les firmes déjà en
12 place? Est-ce que c'est ça que vous nous dites?

13 R. En tout cas, ce que je peux dire, je ne me souviens
14 pas exactement de la teneur des propositions à
15 l'époque, mais c'est certain que pour SNC-Lavalin
16 d'obtenir une note inférieure à soixante-dix pour
17 cent (70 %), c'était assez surprenant quand même.
18 C'est certain qu'on n'avait jamais travaillé dans
19 ces villes-là, par contre, donc ils pouvaient y
20 avoir des critères de connaissance du territoire,
21 tout ça, qui ne nous favorisait pas dans ce cas-là.
22 Mais je me souviens d'un cas, entre autres, un
23 appel d'offres qu'on avait soumissionné, je pense
24 que c'était à Terrebonne, et ça concernait un
25 viaduc. Puis c'est certain qu'on considérait qu'on

1 avait les qualifications pour y répondre. Et
2 finalement, on a eu en bas de la note de passage,
3 donc on a eu en bas de soixante-dix pour cent
4 (70 %). Donc, dans ces cas-là, notre soumission est
5 comme automatiquement rejetée, on n'est pas
6 considéré dans l'évaluation des offres qui ont été
7 reçues.

8 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

9 Q. **[118]** Est-ce que vous pouvez avoir été éliminé
10 également un peu par la... par la sélection des
11 membres du comité de sélection? Ou bien uniquement
12 que par les critères en tant que tels qui étaient
13 dans l'appel d'offres?

14 R. Ça c'est difficile pour moi d'y répondre, parce que
15 les comités de sélection, pour nous, c'est... on ne
16 connaît pas nécessairement les membres du comité de
17 sélection. Puis dans ces villes-là, on n'avait pas
18 d'historique non plus, donc c'est sûr qu'on
19 envoyait notre proposition. Mais de là à dire
20 que... quelles sont les causes de ça ou comment ça
21 a pu se produire, je ne pourrais pas y répondre.

22 Q. **[119]** Est-ce que vous avez fait la démarche pour
23 savoir, pour essayer d'améliorer une prochaine
24 proposition, une prochaine soumission, pour voir
25 pourquoi vous avez été pas qualifié, puis pour une

1 prochaine fois faire mieux dans votre demande de
2 soumission?

3 R. En tout cas, le cas que je me souviens bien,
4 c'était celui du viaduc de Terrebonne, parce que là
5 les gens de nos équipes nous disaient : « Aïe, ça
6 n'a pas de bon sens, on travaille pour le ministère
7 des Transports... » Donc, je me souviens, mon
8 souvenir de cet événement-là, c'est qu'on a fait
9 une demande, justement, à la ville, pour essayer de
10 comprendre pourquoi, puis avoir un peu plus
11 d'information sur notre évaluation. Et finalement,
12 la réponse avait été très, très laconique, et
13 finalement on ne pouvait pas vraiment obtenir
14 d'information. Mon souvenir c'était que c'était
15 basé sur la Loi d'accès à l'information, et que les
16 informations n'étaient pas disponibles.

17 Q. **[120]** Donc, on ne voulait pas vous répondre, c'est
18 ça, on ne voulait même pas vous rencontrer?

19 R. Donc, le message était quand même...

20 Q. **[121]** Avez-vous été sollicité pour du financement
21 de parti politique à Terrebonne?

22 R. Non.

23 Q. **[122]** Non?

24 (10:04:11)

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. **[123]** Ou à Laval?

3 R. Non.

4 Me DENIS GALLANT :

5 Q. **[124]** Autre municipalité digne de mention?

6 R. Je pense que vraiment, pour SNC-Lavalin, les deux
7 principales dans la région c'était vraiment
8 Montréal et Longueuil. C'était vraiment nos deux
9 clients principaux. Puis je pense, dans les deux
10 cas, c'était des clients aussi dont... où on était
11 présent historiquement. On a un bureau à Longueuil
12 aussi, donc on a toujours travaillé pour la Ville
13 de Longueuil pendant plusieurs années. Donc, on
14 était présent sur le territoire.

15 Q. **[125]** Parfait. Je vais revenir à Montréal. Peut-
16 être juste avant d'aller sur l'appel de
17 qualification pour le contrat des compteurs d'eau,
18 je ne vous ai pas posé la question jeudi, mais est-
19 ce que... vous avez fait du financement pour le
20 central, vous avez eu des contrats pour le central,
21 est-ce que vous aviez eu une certaine présence dans
22 les arrondissements?

23 R. On n'était pas très présent dans les
24 arrondissements, effectivement. On a travaillé dans
25 certains arrondissements, mais assez peu présent.

1 Q. **[126]** Est-ce que vous avez déjà eu à faire du
2 financement dans des arrondissements comme
3 Pierrefonds ou Ville Saint-Laurent?

4 R. On a, j'ai participé à quelques événements, des
5 cocktails de financement auxquels je me souviens,
6 dans ces arrondissements-là, effectivement.

7 Q. **[127]** Parfait. Et est-ce qu'on parle de
8 financements qui ne passeront pas par monsieur
9 Trépanier? Est-ce qu'il y avait une différence,
10 selon vous?

11 R. Je pense que ça passe... Non, dans les cas que je
12 me souviens, là, je regarde dans les deux cas,
13 c'était effectivement des sollicitations qu'on
14 avait par l'arrondissement, ou par les
15 représentants de l'arrondissement. Ça ne passait
16 pas nécessairement pas monsieur Trépanier.

17 Q. **[128]** Et est-ce qu'à ce moment-là, quand on passe
18 par des solliciteurs des arrondissements, est-ce
19 qu'on donne des chèques ou plutôt on donne de
20 l'argent comptant?

21 R. C'était des chèques. Dans les cas qu'on parle,
22 c'était des chèques, effectivement.

23 Q. **[129]** Donc, ce qui fait en sorte qu'un de vos
24 cadres supérieurs ou un cadre va être sollicité
25 pour donner un chèque, donc un résident de

1 Montréal?

2 R. Oui.

3 Q. **[130]** Et il y aura toujours la même chose, un ou
4 des bonis qui vont être remis durant l'année?

5 R. Oui.

6 Q. **[131]** Ça va. Je vais maintenant aborder la question
7 du contrat sur les compteurs d'eau qui aura été
8 annulés, là, par la Ville de Montréal. Mais peut-
9 être juste nous dire si SNC-Lavalin a pris part à
10 l'appel de qualification, et peut-être juste nous
11 expliquer de façon sommaire et détaillée comment
12 SNC va... quelle aura été la contribution de SNC au
13 niveau des appels de qualification?

14 R. Oui. Au niveau de l'appel de qualification et de
15 proposition?

16 Q. **[132]** Et de l'appel de proposition.

17 R. O.K. les deux? Dans les deux...

18 Q. **[133]** Allez-y, là...

19 R. Oui.

20 Q. **[134]** Allez-y et j'aurai peut-être des questions
21 plus précises à vous poser.

22 R. Donc, peut-être d'entrée de jeu, dans le cadre de
23 ce dossier-là, on comprend que c'était un dossier
24 majeur pour la Ville de Montréal. C'était le
25 dossier le plus important. Et moi...

1 Q. **[135]** Vous le comprenez comment? Déjà, je vous
2 interromps, vous avez compris ça comment, là,
3 qu'est-ce qui... est-ce que ça a été annoncé? Est-
4 ce qu'il y a eu des... est-ce que vous avez eu des
5 discussions avec certaines personnes en disant:
6 « Ça, là, ce contrat-là, on y tient à coeur à la
7 Ville de Montréal »? Peut-être juste nous dire, là,
8 l'historique de ça.

9 R. Bien, c'était un contrat... nous, au début de la
10 décennie, on avait fait une analyse des besoins, si
11 on veut, de la Ville de Montréal et la question des
12 compteurs d'eau pour les industries et les
13 commerces et les institutions avait été évoquée, à
14 l'époque, donc, la Ville voulait aller de l'avant.
15 Donc, c'est un projet, là, ce n'est pas... c'est un
16 projet qui était dans l'air, si on veut, donc, qui
17 avait été... ce n'était pas... c'est un projet qui
18 avait été étudié et donc qui a été lancé
19 officiellement en deux mille six (2006), là,
20 l'appel de qualification a été lancé en juin deux
21 mille six (2006).

22 Q. **[136]** Puis c'était quoi le besoin? Qu'est-ce qu'on
23 voulait faire, là, peut-être juste nous résumer
24 c'était quoi le fameux contrat des compteurs d'eau.

25 R. Oui, il y avait deux volets principaux à ce

1 contrat-là. Il y avait un premier volet qui était
2 les compteurs. Donc, c'était d'installer, si je me
3 souviens bien, trente mille (30 000) compteurs dans
4 les ICI, donc c'était les... ICI, c'est les
5 industries, les commerces et les institutions.
6 Donc, c'est les principaux consommateurs d'eau.
7 Donc, il y avait ce premier volet-là.

8 Et l'autre volet, c'était plus pour le
9 suivi, l'optimisation des réseaux d'eau potable.
10 Donc, c'était l'installation d'appareils de mesure
11 et de contrôle, si on veut, un peu partout dans la
12 Ville, pour mesurer et réguler le réseau de
13 distribution d'eau potable. Donc, il y avait
14 vraiment ces deux volets qui faisaient partie du
15 projet. Et donc, je continue?

16 Q. **[137]** Oui, continuez.

17 R. Bon, bien, l'histoire... peut-être d'entrée de jeu,
18 malgré le fait qu'il y avait le système qu'on
19 connaît... moi, personnellement, je fonctionnais
20 toujours, je me disais: « S'il y a un appel
21 d'offres qui sort, c'est certain que... », puis
22 j'ai cette attitude-là dans tous les autres appels
23 d'offres, pour tous les autres clients, c'est
24 certain qu'on se prépare puis on veut réussir, puis
25 on veut aller chercher le contrat, donc, ce

1 contrat-là, je l'ai abordé de cette façon-là.

2 Et donc, effectivement, l'appel de
3 qualification, on a pris connaissance du fait qu'il
4 y avait les deux volets, tout ça, et on s'est
5 associé... parce qu'il y avait plusieurs expertises
6 qui étaient requises. On parlait d'un contrat d'une
7 durée de vingt-cinq (25) ans, on parlait de faire
8 l'installation, de la fourniture des équipements,
9 mais aussi de les exploiter et il y avait un volet
10 financement, aussi, qui était prévu. Donc, on
11 parlait d'un contrat majeur qui concernait, je
12 dirais, plusieurs disciplines et plusieurs
13 fonctions. Donc, dans ce cadre-là, pour avoir une
14 équipe qui serait suffisamment solide pour couvrir
15 tous les aspects, tous les champs qui étaient
16 requis, on a fait une alliance avec deux autres
17 firmes, Gaz Métro Plus et Suez Environnement. Donc,
18 on a formé un groupement ensemble, un consortium ou
19 un groupement pour répondre à l'appel de
20 qualification.

21 Et donc, cet appel de qualification là, ça,
22 ça avait été lancé à la fin juin deux mille six
23 (2006) et au mois de septembre deux mille six
24 (2006), on a soumis notre dossier de qualification
25 et éventuellement, on a été retenu parmi les trois

1 soumissionnaires pour passer à l'étape suivante,
2 qui est l'appel de proposition.

3 Q. **[138]** Pouvez-vous nous dire, dans un premier temps,
4 quand vous dites c'est un contrat qui est
5 important, qui va être échelonné, qui est
6 multidisciplinaire, qui va être échelonné sur une
7 longue période de temps, vous chiffreriez à
8 combien, à ce moment-là?

9 R. Le contrat, vous voulez dire?

10 Q. **[139]** Le contrat?

11 R. Bien le contrat, nous, à l'époque, le montant qu'on
12 entendait parler, c'était cent cinquante millions
13 (150 M\$). C'était le montant qui avait été véhiculé
14 dans le... quand l'appel de qualification a été
15 lancé, c'était le montant qui avait été véhiculé
16 par la Ville et nous, puis, malheureusement, aussi,
17 je veux expliquer un petit peu la suite des
18 événements, mais jusqu'à la fin, moi, je ne peux
19 pas dire quel a été... quel aurait été le prix du
20 groupement. Mais nous, à cette période-là, à tout
21 le moins, on fonctionnait toujours dans l'optique
22 où c'était un contrat de cent cinquante millions
23 (150 M\$).

24 Q. **[140]** O.K., parfait. Et peut-être juste nous dire
25 quel... qui va... quelle firme ou quel groupement

1 de firmes vont demander à se faire qualifier...

2 R. Oui.

3 Q. **[141]** ... et quel va être le résultat de l'appel de
4 qualification.

5 R. À ma connaissance, il y avait quatre firmes ou
6 quatre groupements qui avaient été... qui avaient
7 déposé des qualifications. Donc, il y avait un
8 groupement qui s'appelait GÉNIEau, mais qui
9 comprenant Dessau et Louisbourg ou Simard Beaudry,
10 là, mais là... une compagnie de ce groupe-là. Donc,
11 ça, c'était le premier groupe. Après, il y avait un
12 autre groupe qui était Catania et SM, il y avait
13 Véolia et il y avait notre groupement, donc, SNC-
14 Lavalin, Gaz Métro Plus, Suez Environnement.

15 Q. **[142]** Parfait. Et vous avez dit que vous avez
16 été... votre groupement a été qualifié?

17 R. Oui.

18 Q. **[143]** Qui a été qualifié et qui n'a pas été
19 qualifié?

20 R. Le seul qui n'a pas été qualifié, je pense que ça
21 avait été annoncé dans les documents de
22 qualification, qu'il y aurait trois firmes qui
23 seraient retenues, donc, le seul qui n'a pas été
24 qualifié, c'est le Groupe Véolia.

25 Q. **[144]** Parfait. Donc, vous êtes qualifié, peut-être

1 juste me répéter la date, là, que vous apprenez que
2 vous êtes qualifié?

3 R. On a appris qu'on était qualifié, probablement, là,
4 je n'ai pas la date précise, mais c'est au mois
5 d'octobre deux mille six (2006).

6 Q. **[145]** En deux mille six (2006)?

7 R. Oui, oui, en deux mille six (2006).

8 Q. **[146]** À l'automne deux mille six (2006)?

9 R. Oui, oui.

10 Q. **[147]** Parfait. Une fois cette étape-là franchie, il
11 va se passer quoi? Je vous laisse aller.

12 R. Bien là, nous, bon, c'est sûr qu'on était qualifié,
13 donc on se préparait un peu pour l'appel d'offres,
14 mais sans savoir vraiment plus que ce qu'on avait
15 vu dans l'appel de qualification. Donc, il y a un
16 appel de propositions qui a été lancé, mais ça,
17 c'est arrivé le dix-huit (18) avril finalement. Ça
18 a été quand même beaucoup plus tard, ce qui est
19 quand même particulier.

20 Parce que la Ville... la Ville nous avait
21 annoncé, lors de la qualification, que l'appel de
22 propositions serait lancé peut-être en décembre -
23 c'est mon souvenir, décembre ou janvier - et là
24 finalement l'appel de propositions a été financé...
25 lancé le dix-huit (18) avril deux mille sept

1 (2007).

2 Q. **[148]** O.K.

3 R. O.K. Donc, en recevant les documents, nous, ce
4 qu'on fait, bien, c'est ça. C'est qu'on prend
5 connaissance des documents, les équipes se mettent
6 en place. On a fait des rencontres avec nos
7 partenaires. Le projet comme tel n'était pas
8 présenté comme un partenariat public-privé, mais si
9 on regarde ce qui était demandé, c'était pas mal...
10 ça correspondait quand même pas mal aux
11 composantes, si on veut, d'un projet en partenariat
12 public-privé.

13 Q. **[149]** C'étaient quoi les indicateurs qui vous
14 faisaient...

15 R. Oui. Bien, c'est qu'il y a de l'ingénierie, il y a
16 de la construction, il y a de l'exploitation
17 pendant vingt-cinq (25) ans, puis il y avait une
18 part de financement. Donc, ça regroupe là, ça
19 ressemble à un partenariat public-privé. À la même
20 époque, on faisait... on avait travaillé sur les
21 dossiers de l'Autoroute 25, de l'Autoroute 30 avec
22 le ministère des Transports, donc il y avait... il
23 y avait des projets aussi au Québec en partenariat
24 public-privé qui étaient en cours de réalisation.
25 Donc, on regardait ce qui était demandé. C'est sûr

1 que ce n'était pas le même type de projet, mais ce
2 qui était... ce qui était évoqué comme structure,
3 si on veut, de projet, ça ressemblait à un
4 partenariat public-privé.

5 Q. **[150]** Parfait.

6 R. Donc, vous avez... on va... le mois d'avril deux
7 mille sept (2007), ça va être...

8 R. Oui.

9 Q. **[151]** ... le lancement de l'appel d'offres de
10 propositions et on va donner... est-ce qu'on va
11 donner un délai pour soumettre les...

12 R. Bien, le délai à l'époque était prévu... dans les
13 documents du dix-huit (18) avril, on parlait de
14 déposer les offres le vingt (20) juin, donc...

15 Q. **[152]** Est-ce que c'était réaliste ça pour un projet
16 de cette ampleur-là?

17 R. Je dirais que, nous, nous... puis on a lancé cette
18 information-là aussi à la Ville à l'époque. Nous,
19 dans des projets de ce type-là, on parle plutôt
20 d'un délai de... normalement, pour être
21 confortable, c'est quatre mois que ça prend. Donc ,
22 ici, si on regarde ça, c'est mai, juin, on parle de
23 deux mois plutôt que quatre mois, donc c'est un
24 délai quand même je dirais court.

25 Q. **[153]** O.K.

1 R. Oui. Et on a donc commencé à regarder le document
2 d'appel de propositions avec nos partenaires et
3 tout ça pour s'apercevoir que, pour nous, à tout le
4 moins, il y avait plusieurs lacunes dans le projet,
5 à notre opinion.

6 Q. **[154]** De quel ordre?

7 R. Je dirais qu'il y avait... il y avait des lacunes
8 dans plusieurs des composantes du projet, à notre
9 sens toujours. Il y avait des lacunes au niveau du
10 partage de risques parce que quand on parle de
11 partenariat public-privé, il y a toujours un
12 partage de risques entre le... l'entrepreneur privé
13 et la contrepartie publique, donc il y avait des
14 problèmes, selon nous, au niveau du partage de
15 risques. Il y avait des problèmes aussi au niveau
16 du contrat.

17 Juste, à l'époque, je parlais tout à
18 l'heure qu'on était impliqué dans d'autres projets
19 de partenariat. Les contrats sont assez volumineux
20 parce qu'il y a toutes sortes d'éventualités à
21 prendre en compte, il y a des partenaires, il y a
22 des intervenants dans ce type de projet-là. Il y a
23 des financiers, les banques ont des exigences aussi
24 quand elles prêtent de l'argent.

25 Donc, nos gens à l'internet chez SNC-

1 Lavalin qui sont habitués de travailler dans ce
2 type de projets-là, ont trouvé qu'au niveau
3 contractuel, le document était très mince parce
4 qu'on parlait d'un document d'une vingtaine de
5 pages au niveau du contrat.

6 Et aussi, au niveau technique, je dirais
7 qu'on avait plusieurs suggestions à faire pour
8 améliorer le projet puis faire en sorte que ce
9 serait plus optimisé disons. Donc, ça concernait
10 pas mal ces éléments puis qui étaient, je dirais,
11 pour notre groupement, c'étaient... c'étaient des
12 éléments là qui feraient en sorte que s'il n'y
13 avait pas de changement, on n'irait pas de l'avant
14 avec le projet là, c'était trop important, trop
15 majeur pour pouvoir continuer.

16 (10:17:12)

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Q. [155] Je comprends que les suggestions... Vous
19 dites qu'il y avait trois éléments importants, et
20 le troisième, c'étaient les suggestions qu'il
21 fallait faire pour améliorer le projet. Est-ce que
22 vous aviez eu des réponses quant aux suggestions
23 que vous vouliez faire?

24 R. Bon. Ce qui est arrivé, c'est que, par la suite, il
25 y avait quand même des rencontres de prévues avec

1 le client pour échanger. On pouvait poser des
2 questions.

3 Me DENIS GALLANT :

4 Q. **[156]** Est-ce que... la cliente est la Ville de
5 Montréal.

6 R. Oui.

7 Q. **[157]** Est-ce que la Ville de Montréal avait mandaté
8 une firme de génie-conseil pour justement s'occuper
9 de tout ce processus-là d'appel de qualification et
10 d'appel de propositions?

11 R. Oui, oui. Il y avait une firme qui avait été
12 mandatée...

13 Q. **[158]** Qui était qui?

14 R. ... qui était BPR. Oui.

15 Q. **[159]** C'était BPR.

16 R. Oui. Exactement, qui était impliquée.

17 Q. **[160]** Et quand vous faites des rencontres avec la
18 Ville, la cliente qui est la Ville de Montréal,
19 est-ce qu'il y avait également des rencontres avec
20 BPR?

21 R. Moi, j'ai assisté à une rencontre, c'était celle
22 qui vient un petit peu un mois après le lancement
23 de l'appel de propositions, donc c'était le vingt-
24 trois (23) mai deux mille sept (2007), et
25 effectivement à cette rencontre-là, il avait

1 plusieurs personnes qui étaient présentes et il y
2 avait des représentants de BPR qui étaient là, mais
3 il y avait aussi des avocats, il y avait... c'est
4 une rencontre là. De notre côté aussi, on était
5 peut-être une dizaine de personnes et, du côté de
6 la Ville, il y avait au moins une dizaine de
7 personnes aussi. C'est une réunion où il y avait
8 plusieurs participants.

9 Donc, c'est à cette réunion-là finalement
10 qu'on est arrivé puis qu'on a dit à la Ville :
11 « Bien, nous, on considère qu'il y a quand même
12 beaucoup d'éléments qui doivent être revus et
13 améliorés, sinon... » on n'a pas dit ça comme ça,
14 par contre là, mais on faisait attention à nos mots
15 puis tout ça. Mais, c'était clair qu'il y avait des
16 changements majeurs à apporter au projet pour que
17 ça puisse être « financable » entre autres.

18 Q. [161] Et est-ce que vous avez entendu de vos
19 collègues qui s'étaient également qualifiés,
20 notamment le Groupe Dessau, Simard Beaudry ou le
21 Groupe SM Catania, est-ce qu'également ces gens-là,
22 à votre souvenir, faisaient état des lacunes que le
23 projet pouvait...

24 R. Je ne peux pas, je ne peux pas, moi c'est sûr que
25 je ne discutais pas de ça avec nos concurrents. Je

1 ne peux pas vraiment répondre est-ce que les autres
2 ont soulevé les mêmes lacunes, je ne pourrais pas
3 vraiment répondre à ça. Je ne le sais pas. Il
4 faudrait poser la question...

5 Q. **[162]** Mais vous quant..., quant à SNC-Lavalin et
6 votre regroupement vous les avez détectées assez
7 vite?

8 R. Oui, exactement. Et donc, ça a quand même amené, je
9 pense, une certaine réflexion à la Ville, puis,
10 puis ce qui a fait en sorte qu'en bout de ligne la
11 date du vingt (20) juin qui était prévue pour le
12 dépôt des propositions, à un moment donné a été
13 repoussée au vingt (20) août. Ça, ça a été le, le
14 huit (8) juin on a reçu un addenda qui nous disait
15 la date est repoussée le vingt (20) août, au vingt
16 (20) août. Puis un mois plus tard, le cinq (5)
17 juillet, on a reçu un autre addenda qui nous disait
18 que le projet était repoussé, le report du dépôt
19 des propositions était repoussé à une date
20 indéterminée. Ça c'est le cinq (5) juillet deux
21 mille sept (2007). Donc, donc, là, on n'avait plus
22 de date.

23 Et nous, nous ce qu'il faut comprendre chez
24 nous, c'est que compte tenu de tous les
25 commentaires que je viens de faire puis tous les

1 gens qui étaient impliqués dans ça, je vais vous
2 avouer qu'il y avait un scepticisme par rapport à
3 ce projet-là, à cette époque-là.

4 Q. **[163]** Parce que...

5 R. Mais, mais on avait soumis nos, nos demandes à la
6 Ville puis la Ville pouvait en prendre compte, puis
7 bon la Ville continuait à émettre certains addendas
8 puis à répondre à des questions aussi.

9 Q. **[164]** Jusqu'au mois de juillet où il n'y a plus de
10 son, plus d'image, jusqu'à une date ultérieure,
11 est-ce que, est-ce que SNC, est-ce que ça a
12 engendré de grandes dépenses pour le groupement
13 dont vous faisiez partie?

14 R. Bien au total on estime à peu près pour SNC-Lavalin
15 tout le processus a probablement engendré des
16 dépenses de l'ordre de deux cent mille dollars
17 (200 000 \$), puis ça ça exclut les dépenses de Gaz
18 Métro et de notre partenaire sur les
19 environnements. Donc, on peut penser, Gaz Métro
20 était très impliqué dans, Gaz Métro Plus était très
21 impliqué dans le projet, entre autres, au niveau
22 des compteurs, donc, ils ont vraiment travaillé à
23 l'élaboration de la proposition. Et donc, on peut
24 penser que les coûts, si on regarde au niveau du
25 regroupement étaient...

1 Q. [165] À tout le moins comme les vôtres?

2 R. Pardon?

3 Q. [166] À tout le moins pour Gaz Métro...

4 R. Je dirais que oui.

5 Q. [167] ... à tout le moins comme les vôtres?

6 R. Oui, oui, je dirais que oui.

7 Q. [168] Il est raisonnable de penser ça?

8 R. Donc, plusieurs centaines de milliers de dollars,
9 disons ça comme ça.

10 Q. [169] O.K.

11 R. Pour tout le processus.

12 Q. [170] Parfait. Alors, continuez, à un moment donné
13 il va y avoir, le projet finalement va refaire
14 surface à un moment donné?

15 R. Oui. Donc, nous, nous c'est certain que le fait
16 qu'il y ait un report d'une date, qui est le report
17 de la date à une date indéterminée, au début
18 juillet ça a été, ça a été quand même comme une
19 douche d'eau froide, là, parce que déjà il y avait
20 un scepticisme, puis là c'est rendu à une date
21 indéterminée. Donc, pour nous c'est certain qu'on a
22 ralenti la cadence à cette époque-là, parce que là
23 le projet devenait très incertain à notre sens.

24 (10:22:08)

25 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

1 Q. [171] Vous dites scepticisme, mais scepticisme au
2 sens que le projet est mal ficelé ou scepticisme au
3 sens que vous commencez à vous douter que le
4 soumissionnaire gagnant est déjà décidé d'avance?

5 R. Bien, c'est sûr qu'on regardait, on regardait les
6 soumissionnaires, puis tout ça, o.k., on pouvait se
7 poser des questions sur cet aspect-là. Mais je
8 pense que le, le, il y avait aussi l'aspect du
9 projet lui-même, là. C'est certain que nous on va
10 soumissionner, surtout un projet de cette ampleur-
11 là.

12 On a des processus internes de comité de
13 risque. En fait chez SNC-Lavalin, quand on parle de
14 projets de plus de cinquante millions (50 M\$), il y
15 a deux comités qui doivent être saisis de la
16 proposition pour qu'elle soit acceptée par le
17 conseil. Donc, il faut, il faut qu'on entre dans un
18 projet qui est, qui est selon nous, dans lequel on
19 peut assumer, qu'on est d'accord d'assumer ces
20 risques-là et qu'on est d'accord évidemment avec le
21 prix en conséquence. Donc, c'est..., c'est...,
22 donc, quand je parle de scepticisme c'est aussi sur
23 ces aspects-là, c'était des, des conditions de base
24 pour un contrat dans lequel on accepterait
25 d'oeuvrer.

1 Q. [172] Mais ça ça se passe dans des années ou au
2 même moment avec monsieur Trépanier l'attribution
3 de certains contrats est arrangée, est truquée?

4 R. Oui.

5 Q. [173] Pour ce contrat-là qui est un contrat
6 d'importance, vous dites bon dans certains contrats
7 je sais que c'est truqué, est-ce que vous posez la
8 question dans celui-ci, notamment à monsieur
9 Trépanier : « Écoute, Bernard, est-ce que c'est,
10 est-ce que c'est pipé le processus ou ça ne l'est
11 pas? »

12 R. Moi personnellement, je n'ai jamais posé cette
13 question-là, je ne voulais pas, j'ai dit tant, il
14 n'y a pas personne qui nous a abordé sur cette
15 question-là, on va de l'avant avec le projet. C'est
16 un projet d'importance, c'est dans notre
17 territoire, on fonce puis on essaie d'obtenir le
18 projet puis je pense qu'en bout de ligne on pourra
19 peut-être y revenir aussi tout à l'heure, mais dans
20 notre esprit le prix était important. Donc, c'est
21 certain qu'on se disait, bon, bien si on est
22 capable d'avoir une soumission compétitive, la
23 Ville n'aura pas le choix de nous prendre en
24 considération. Donc, c'est un peu ça qu'on se
25 disait.

1 Me DENIS GALLANT :

2 Q. [174] Puis vous étiez avec des joueurs...

3 R. Par contre...

4 Q. [175] Puis vous étiez avec d'autres joueurs qui eux
5 ne faisaient pas partie du système de collusion du
6 tout, là?

7 R. Exact. C'est ça, il y avait Gaz Métro Plus, c'est
8 ça, puis Suez Environnement c'est une compagnie
9 française, donc le siège social est en France. Et
10 Gaz Métro Plus, comme vous le savez, fait partie de
11 la famille Gaz Métro, donc est un fournisseur de
12 service. Donc nous, on avait des partenaires qui
13 étaient du domaine autre que l'ingénierie, là.
14 Donc, on était dans un appel d'offres qui était
15 complètement différent des autres types d'appel
16 d'offres.

17 (10:24:48)

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Q. [176] Et quelle pouvait être l'apport de vos deux
20 autres partenaires?

21 R. On était... Nous et Gaz Métro on était à égales
22 proportions, puis Suez avait une proportion plus
23 faible. Je dois vous avouer, là, c'était peut-être
24 quarante (40), quarante (40), vingt (20) ou quelque
25 chose comme ça. Ou peut-être quarante-cinq (45),

1 quarante-cinq (45), dix (10), là, c'est... Mais
2 c'est certain que nous et Gaz Métro, on était égal.

3 Q. [177] Moi je parle de l'apport technique. Parce que
4 Gaz Métro, c'est quand même du gaz.

5 R. Oui, mais eux, à l'époque, avaient la filiale Gaz
6 Métro Plus. Ça c'est important de le préciser. Gaz
7 Métro Plus était vraiment spécialisé dans le
8 secteur de l'eau. Il y avait des filiales qui
9 faisaient du diagnostic, il y avait des équipes à
10 l'époque qui faisaient de l'opération, aussi, de la
11 maintenance de certains équipements dans les
12 villes. Donc, ils étaient vraiment impliqués dans
13 le secteur de l'eau. Donc ça, c'était la
14 contribution de Gaz Métro. Donc, ils avaient
15 vraiment, je dirais, un apport important dans le
16 dossier. C'est pour ça qu'ils étaient... c'est pour
17 ça qu'on était à égales proportions dans notre
18 groupement.

19 Me DENIS GALLANT :

20 Q. [178] Puis aller chercher un joueur comme Suez,
21 c'était, au point de vue technique?

22 R. Bien, Suez aussi, en France, ont une grande
23 expérience de l'exploitation des systèmes. Ils ont
24 évidemment aussi une profondeur technique, mais ils
25 ont une connaissance de l'exploitation des

1 systèmes. Puis comme je l'expliquais tout à
2 l'heure, le dossier était un dossier qui se
3 déroulait sur vingt-cinq (25) ans, puis il y avait
4 un aspect d'opération, maintenance. Donc, ça venait
5 aussi nous renforcer, si on veut, au niveau de la
6 force de notre groupement.

7 Q. **[179]** Puis quand vous parlez du volet financement,
8 c'est comment va s'autofinancer ce projet-là et qui
9 va avoir la gérance de rentabiliser le projet?

10 R. Oui.

11 Q. **[180]** C'est ça?

12 R. Oui, oui.

13 Q. **[181]** O.K. Parfait. Alors, bien continuez, là, sur
14 la ligne de temps.

15 R. Donc, c'est ça, donc le cinq (5) juillet, c'est un
16 report à une date indéterminée, ce qui est assez,
17 je dirais ce qui est assez particulier dans un
18 appel d'offres, parce que c'est assez rare qu'on
19 voit que l'appel d'offres... Souvent, il y a des...
20 Des délais, ça ce n'est pas rare, je dirais,
21 surtout dans les appels d'offres de cette ampleur-
22 là. Mais de dire que c'est reporté à une date
23 indéterminée ça envoie un signal selon moi assez
24 négatif, quand même. Puis c'est un peu comme ça que
25 nous on l'a interprété, en disant, bon, bien, on va

1 attendre de voir quelles vont être les nouvelles
2 bases du projet, puis après ça, bien, on reprendra
3 le collier quand on aura les documents, puis on
4 procédera à notre soumission.

5 Donc, c'est seulement... au mois d'août, je
6 dirais, on a quand même commencé à avoir des
7 éléments d'information, que ça semblait que le
8 projet était pour repartir, tout ça, mais sans
9 autres informations. Et c'est le onze (11)
10 septembre qu'on a été convoqués à une réunion à la
11 Ville où ils nous ont dit qu'ils retournaient, ils
12 relançaient le processus d'appel d'offres, et les
13 documents seraient émis dans quelques jours. Donc,
14 on parle du quatorze (14) septembre. Donc, je pense
15 que c'était un vendredi, le vendredi quatorze (14)
16 septembre on a reçu les nouveaux documents, donc
17 les documents complets pour l'appel d'offres, qui
18 ont été rendus disponibles.

19 Q. **[182]** Parfait. Donc...

20 R. Je peux continuer?

21 Q. **[183]** Oui, oui, continuez.

22 R. O.K. Donc, c'est certain que nous, à partir du
23 quatorze (14) septembre, bien là, il y a eu une
24 période où on a pris connaissance des documents. On
25 avait toujours nos partenaires qui étaient Gaz

1 Métro Plus, Suez Environnement. Il y avait eu des
2 changements, puis là je ne peux pas nécessairement
3 rentrer dans tous le détail, parce qu'il y avait
4 quand même eu des changements, il y avait eu une
5 évolution du dossier. Entre autres, à mon souvenir,
6 la période des compteurs d'eau était passée de
7 vingt-cinq (25) à quinze (15) ans pour ce volet-là,
8 pour l'exploitation. Il y avait aussi, du point de
9 vue financement, la Ville avait retiré cet aspect-
10 là, donc on se retrouvait dans un contrat qui était
11 plus... où il y avait de l'ingénierie, de la
12 construction et de l'exploitation, mais sans une
13 partie financière trop importante. Il y avait quand
14 même un financement, mais à mon souvenir c'était
15 pour le... c'était plus un financement intérimaire,
16 là. Donc, l'aspect... ce qu'on peut retenir de ça,
17 c'est que le dossier avait quand même été... avait
18 évolué et on a pris... bien, on a pris quand même
19 quelques jours pour prendre connaissance du dossier
20 puis évaluer, voir, si notre conclusion était
21 toujours... notre évaluation était toujours là même
22 face au projet.

23 On a eu aussi une autre rencontre avec la
24 Ville pour discuter des nouvelles modalités, donc,
25 ça, ça s'est passé le vingt-cinq (25) septembre,

1 mais c'est vrai, j'ai oublié de mentionner quand
2 même un point important, là, c'est que le quatorze
3 (14) septembre ou peut-être quelques jours avant,
4 on a su que la date de dépôt des propositions était
5 le dix (10) octobre. Donc là, finalement...

6 Q. **[184]** Au lieu de deux mois... trois semaines...

7 R. ... c'était trois semaines plus tard.

8 Q. **[185]** ... plus tard.

9 R. Trois semaines plus tard. Donc, ça, c'était quand
10 même un élément, je veux dire, très, très
11 contraignant pour nous, à tout le moins. Donc, on a
12 rencontré la Ville, on a fait des analyses et
13 finalement, la décision, ça a été de dire, malgré
14 le fait qu'il y avait quand même encore certains
15 points qui nous causaient soucis, disons, mais on
16 s'est dit: « Regarde, là, le dossier a suffisamment
17 évolué, on est dans un projet qui nous est quand
18 même plus acceptable, on va de l'avant ».

19 Mais c'est certain que dans ce cadre-là,
20 nous, on avait besoin d'un délai parce que trois
21 semaines, c'était, à mon sens, c'était
22 déraisonnable une si courte période pour soumettre
23 un dossier d'une telle envergure, d'autant plus
24 que, comme je le mentionnais, pour nous, une
25 contrainte qu'on avait, de notre côté, c'était que

1 chacune de nos compagnies étaient publiques et dans
2 nos compagnies, on a des... un processus de
3 révision des propositions qui demande un certain
4 nombre de jours d'analyse, de réunions et de
5 délais-là, l'analyse des recommandations, tout ça,
6 donc, juste ce processus-là est quand même...
7 consomme du temps un peu puis il faut, évidemment,
8 qu'on s'entende entre les partenaires avant de
9 pouvoir soumettre une proposition qui va être
10 étudiée par l'ensemble des trois partenaires.
11 Donc...

12 Q. **[186]** Donc, trois semaines, c'était irréaliste?

13 R. Pour nous, c'était irréaliste, c'est-à-dire, pour
14 nous, c'était déraisonnable. C'était irréaliste. On
15 n'était pas capable de répondre à...

16 Q. **[187]** Alors, vous allez faire quoi?

17 R. Bon...

18 Q. **[188]** Est-ce que vous allez revenir à la Ville,
19 leur disant: « On a besoin d'un délai
20 supplémentaire »?

21 R. Oui. C'est ça qu'on a dit puis on a envoyé une
22 lettre, c'est moi-même qui l'avais signée à
23 l'époque, là, on a envoyé cette lettre-là au
24 responsable de l'approvisionnement qui était
25 identifié dans le dossier...

1 Q. **[189]** On a cette lettre-là. Madame Blanchet, s'il
2 vous plaît, l'onglet 5. Le temps que ça apparaisse
3 à l'écran, peut-être juste nous parler du contenu
4 de la lettre... bien, on l'a ici, là, donc, lettre
5 du vingt-huit (28) septembre deux mille sept
6 (2007), adressée à la Ville de Montréal, on a
7 enlevé les renseignements nominatifs, mais peut-
8 être aller jusqu'à la fin, elle est signée par
9 vous.

10 R. Oui.

11 Q. **[190]** Donc, c'est vous qui avez le mandat de
12 demander un délai supplémentaire à la Ville?

13 R. Oui.

14 Q. **[191]** Peut-être juste expliquer le contexte, là.

15 R. Donc, ça, c'est arrivé, c'était le vendredi, vingt-
16 huit (28) septembre, puis là, le temps comptait
17 parce que le dix (10) octobre, finalement, c'était
18 un mercredi, il y avait le congé de l'Action de
19 Grâce, aussi avant ça, donc, là, c'est comme s'il
20 nous restait une semaine et quelques jours. Donc,
21 finalement, ce qu'on avait évoqué dans la lettre,
22 on confirmait qu'on vou... on voulait vraiment
23 montrer à la Ville qu'on voulait soumissionner,
24 O.K., donc, c'est pour ça qu'on a parlé de
25 l'intention ferme de remettre une offre à la Ville.

1 Je pense qu'il fallait que ce soit clair, malgré le
2 fait qu'on avait évoqué des points à améliorer, il
3 y avait quand même eu une évolution dans le dossier
4 d'appels d'offres, puis nous, on était... on avait
5 une intention ferme de soumissionner et, par
6 contre, un peu pour les raisons que je viens de
7 souligner, entre autres, les autorisations ou les
8 processus à l'interne qu'on a dans nos entreprises
9 pour pouvoir soumettre une offre, bien, on
10 demandait un report de la date, d'autant plus que
11 la date avait déjà été reportée à plusieurs
12 reprises puis là, on demandait une prolongation au
13 sept (7) novembre, donc, qui était moins d'un mois
14 plus tard, dans un sens. Ça fait qu'on se disait,
15 bon, compte tenu des délais, normalement, il me
16 semble qu'on devrait... notre offre n'était pas...
17 ou notre demande n'était pas... si on avait dit, je
18 ne sais pas, en janvier prochain, là, ça aurait
19 peut-être été plus... moins raisonnable, mais dans
20 ce cas-là, on jugeait...

21 Q. [192] C'était réaliste quand vous écriviez votre
22 lettre, c'était réaliste de dire: « On va faire
23 tous les efforts nécessaires...

24 R. Oui.

25 Q. [193] ... avec nos partenaires...

1 R. Oui.

2 Q. **[194]** ... pour arriver à ficeler une proposition et
3 la présenter », là...

4 R. Parce que finalement, ça nous donnait un mois et
5 une semaine, dans un sens, puis nous, on a envoyé
6 la lettre puis on continuait à travailler, là, dans
7 cette période-là. Puis là, ça nous donnait
8 suffisamment de temps pour, effectivement, ficeler
9 l'offre, la présenter à nos comités de risques et
10 déposer l'offre.

11 Q. **[195]** Il va y avoir une réponse de la Ville?

12 R. Oui, là, la réponse est venue une semaine plus
13 tard, donc le vendredi, cinq (5) octobre, donc,
14 juste à la veille du congé de l'Action de Grâce, à
15 l'époque là, donc...

16 Q. **[196]** Donc, on va aller au prochain document,
17 Madame Blanchette...

18 R. Oui.

19 Q. **[197]** ... qui est dans le même onglet, c'est la
20 prochaine page. Alors, c'est une lettre qui vous
21 est adressé par la Ville de Montréal en date du
22 cinq (5) octobre deux mille sept (2007). Et je vais
23 déposer et la lettre de monsieur Cadotte du vingt-
24 huit (28) septembre deux mille sept (2007) et la
25 réponse de la Ville de Montréal en date du cinq (5)

1 octobre deux mille sept (2007), en liasse sous la
2 cote...

3 LA GREFFIÈRE :
4 52P-563.

5 Me DENIS GALLANT :

6 Q. **[198]** ... 563. Et je vais vous laisser poursuivre
7 quant à la réponse que vous avez reçue, Monsieur
8 Cadotte.

9
10 52P-563 : Lettre d'offre du Groupement SNC-
11 Lavalin/Gaz Métro Plus/Suez
12 environnement du 28 septembre 2008 et
13 lettre de réponse de la Ville de
14 Montréal à Yves Cadotte du 5 octobre
15 2007 concernant le Projet ICI
16 optimisation du réseau-V/dossier
17 873590, en liasse

18
19
20 R. Donc, finalement, c'est ça, la réponse, le Service
21 des approvisionnements nous confirmait que
22 malheureusement la date ne pouvait pas... ils
23 refusaient notre demande de report de date pour des
24 raisons d'urgence du dossier, des échéanciers à
25 rencontrer dans le cadre du dossier.

1 Q. [199] O.K. Outre les lettres, j'imagine quand on
2 fait du... on connaît des gens à la Ville, on a
3 déjà... on est, dans le fond, contributeur
4 également, vous nous avez expliqué ça de long et en
5 large jeudi et ce matin. Est-ce qu'il va y avoir
6 des téléphones? Est-ce que de votre côté vous allez
7 faire des démarches pour dire « écoutez, je ne
8 prends pas... je ne prends pas ça comme réponse
9 définitive, puis j'aimerais ça » parce
10 qu'effectivement, vous l'avez dit, c'est un projet
11 qui était, avec les modifications-là, très
12 intéressant là pour SNC.

13 R. Oui. On avait même aussi au printemps déjà fait
14 part à divers intervenants, puis c'était... Parce
15 que dans ces... la Ville de Montréal, vous parlez
16 « contributeur », mais la Ville de Montréal, c'est
17 un client...

18 Q. [200] Oui.

19 R. ... puis on a des contacts à tous les niveaux de la
20 Ville de Montréal. Et on avait déjà fait part en
21 juin ou en mai, mai, juin, de... disons de notre
22 position face à l'appel d'offres à cette époque-là.
23 Et donc quand effectivement on est arrivé avec
24 notre demande de reporter la date de quelques
25 semaines, effectivement là on s'est dit « il faut

1 qu'on aille sensibiliser les gens, c'est trop
2 important, on a absolument besoin de ce délai-là,
3 donc c'est trop important, puis il faut... il ne
4 faut pas seulement envoyer une lettre au service de
5 l'approvisionnement, il faut... il faut contacter
6 les différentes personnes qui pourraient
7 intervenir ».

8 Moi-même, j'ai rencontré donc la même
9 journée là, le vingt-huit (28) septembre, donc
10 c'était un vendredi, comme j'ai mentionné tout à
11 l'heure, le matin j'ai rencontré monsieur Sammy
12 Forcillo qui était le responsable des
13 infrastructures au comité exécutif, à mon souvenir.
14 Et donc c'était... je l'ai rencontré, puis il a
15 accepté de me recevoir là. C'était un rendez-vous
16 de dernière minute. Et je lui ai expliqué
17 l'importance d'avoir ce délai-là, pour les mêmes
18 raisons que je viens d'expliquer ici.

19 Et je dirais que mon souvenir de cette
20 rencontre-là, c'est que monsieur Forcillo m'a dit :
21 « Bien, ça... » il avait une certaine ouverture, je
22 dirais. Il ne m'a pas dit « oui », il était pour...
23 il était pour avoir un rapport, mais je pense qu'il
24 comprenait un peu mes arguments. Par contre, il
25 m'avait mentionné qu'il devait en parler avec

1 monsieur Zampino.

2 Donc, puis il y a eu d'autres démarches
3 aussi qui ont été faites par d'autres personnes
4 chez SNC-Lavalin. À mon souvenir, il y a une
5 démarche qui a été faite au cabinet du maire, puis
6 il y a une démarche aussi qui a été faite auprès de
7 monsieur Zampino. Ces démarches-là n'ont pas...

8 (10:37:37)

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. **[201]** Qui a fait les démarches?

11 R. À mon souvenir, auprès du cabinet du maire, c'était
12 monsieur Pierre Anctil, puis auprès de monsieur
13 Zampino, c'était monsieur Morin, Normand Morin.
14 Tout ça, ça s'est déroulé le vendredi là, il y
15 avait une urgence à faire valoir notre point de
16 vue.

17 Me DENIS GALLANT :

18 Q. **[202]** Donc, avant la lettre de retour là.

19 R. Oui, oui. C'était la journée qu'on a envoyé notre
20 lettre.

21 Q. **[203]** Donc, le vingt-huit (28).

22 R. Parce que c'était vraiment important de
23 sensibiliser les gens sur notre demande.

24 Q. **[204]** Parfait. Donc, et ce que vous comprenez,
25 c'est que finalement il n'y a pas eu de réponse

1 positive et vous avez reçu la lettre du cinq (5)
2 octobre.

3 R. Exactement, c'est ça qui... Et là le cinq (5)
4 octobre, je parle... moi personnellement, je n'ai
5 pas fait de démarche, mais on a... il y a eu peut-
6 être des dernières démarches encore au cabinet du
7 maire, mais finalement, je veux dire, la décision
8 était prise là, donc ça s'est vraiment terminé le
9 cinq (5) octobre.

10 Q. **[205]** O.K. On comprend... et pas d'autre démarche
11 après le cinq (5) octobre?

12 R. Par après, non.

13 Q. **[206]** O.K. Est-ce que finalement vous allez
14 déposer...

15 R. C'est ça. Donc là finalement, la proposition
16 était... le dépôt des propositions était toujours
17 le dix (10) octobre et nous... nous finalement,
18 bien, on n'a pas déposé de proposition, c'est ce
19 qui est arrivé.

20 Q. **[207]** Donc, vous avez pris une décision d'affaires.
21 Pour quelles raisons vous ne vouliez pas...

22 R. On n'était pas en mesure de déposer. Puis là le
23 client nous dit ça reste la date du dix (10)
24 octobre.

25 C'était, c'était une période qui était,

1 moi, j'ai, j'ai, c'est certain qu'on, ce n'était
2 pas, pour nous, en tout cas ce n'était pas heureux
3 comme dénouement puis comme décision aussi, parce
4 qu'on était, on était prêt à répondre. C'était une
5 question de temps pour, donc on n'était pas...

6 Q. **[208]** Les montants étaient investis?

7 R. ... on n'était pas heureux. Bien oui. Il y avait
8 quand même comme on l'a mentionné des dépenses qui
9 avaient été faites, une implication de la part de
10 plusieurs personnes au sein des firmes du
11 groupement. Puis en arriver à un dénouement comme
12 ça, c'est certain que ce n'est pas, ce n'est pas
13 une très bonne expérience.

14 (10:39:46)

15 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

16 Q. **[209]** Est-ce que c'est fréquent que vous demandez
17 parfois de reporter un peu la date de dépôt?

18 R. Je dirais que dans le cadre de dossier comme ça,
19 c'est assez, c'est assez fréquent.

20 Q. **[210]** C'est assez fréquent?

21 R. Puis habituellement les clients sont quand même, à
22 moins que ce soit complètement déraisonnable, mais
23 les clients sont quand même assez ouverts, parce
24 que c'est quand même, si..., pour un client
25 j'imagine, là, c'est quand même risqué de ne pas

1 nécessairement répondre à ce genre de demande-là
2 parce que les gens s'ils font ces demandes-là ils
3 ont des bonnes raisons habituellement.

4 Donc, il y a quand même un risque d'avoir
5 moins de soumissionnaires dans un sens si le client
6 est très, très rigide sur ses dates. Donc, pour des
7 projets d'ingénierie standard, tout ça, il n'y a
8 jamais de demande ou à peu près pas. Mais quand on
9 parle de projet d'envergure puis tout ça, c'est
10 assez, je dirais que c'est assez fréquent, là.

11 Me DENIS GALLANT :

12 Q. **[211]** Alors, j'imagine que vous vous parlez, vous
13 avez dit que vous avez rencontré monsieur Forcillo,
14 le vingt-huit (28) septembre et que vous semblez,
15 vous avez décelé une certaine ouverture. Est-ce que
16 vous avez, est-ce que monsieur, messieurs Morin,
17 monsieur Anctil vous ont également mentionné
18 qu'avec leur rencontre respective notamment vous
19 avez dit monsieur Morin a rencontré monsieur
20 Zampino?

21 R. Je pense qu'il a, de mémoire, c'est un vendredi.

22 Q. **[212]** Oui?

23 R. Je pense qu'il lui a parlé au téléphone, de
24 mémoire.

25 Q. **[213]** O.K. Puis est-ce que monsieur Morin vous a

1 fait état de la conversation, est-ce qu'il vous a
2 dit il y a de l'espoir ou notre chien est mort?

3 R. Non, il ne m'a pas dit que le chien était mort. Par
4 contre, mon souvenir c'était qu'il n'y avait pas,
5 il n'y avait pas, comment dire, autant moi j'avais
6 quand même décelé une certaine ouverture, on se
7 comprend que ce n'était pas oui, mais j'avais
8 décelé. Là, avec, avec le commentaire que j'ai eu,
9 c'était, c'était neutre, disons ça comme ça.

10 Q. **[214]** O.K. Il y a quand même deux firmes qui se
11 sont, qui ont déposé et notamment il y en a une qui
12 a remporté l'appel d'offres qui est le consortium
13 Dessau-Simard-Beaudry et l'information également
14 c'est que SNC, pas SNC, mais, voyons, l'autre
15 firme, j'ai un blanc, l'autre consortium?

16 R. Il y avait...

17 Q. **[215]** Catania-SM?

18 R. ... Catania-SM, oui.

19 Q. **[216]** Merci. Alors, qui eux, eux se sont, ont quand
20 même pu déposer dans les délais?

21 R. Oui.

22 Q. **[217]** Pourquoi? J'imagine que vous n'êtes pas dans
23 leurs souliers, mais est-ce que vous avez peut-être
24 de l'information à ce sujet-là ou une idée?

25 R. Une idée. Bien je dirais que c'est sûr que la

1 question se pose, je la comprends très bien. Bon,
2 le premier élément je l'ai mentionné quand même,
3 c'est peut-être des firmes qui n'ont pas le
4 processus que nous on a. Donc, ça c'est un premier
5 point.

6 Il y a peut-être un deuxième point où nous
7 c'est sûr que quand on a reçu le fait que la date
8 de dépôt était reportée à une date indéterminée.
9 Nous c'est sûr qu'à cette date-là on a ralenti la
10 cadence, là.

11 Q. **[218]** Si ce n'est pas dire arrêter de travailler
12 sur le projet?

13 R. On a pour ainsi dire arrêté, là, parce qu'on a
14 d'autres projets, on a d'autres choses à faire puis
15 on n'est pas pour travailler sur quelque chose
16 qu'on ne sait pas quand ça va recommencer puis qui
17 reste, qui demeure hypothétique dans un sens, sans
18 savoir quelle va être la décision finale. On va
19 être prêt à repartir, la journée même que ça
20 repart, mais sinon on va se consacrer quand même à
21 d'autres, d'autres projets.

22 Donc, il y a cet élément-là aussi peut-être
23 qui a joué. Puis nous c'est sûr qu'on a eu les
24 documents, on a eu la, la, les modalités de la
25 Ville, là, les documents on les a eus le quatorze

1 (14) septembre. Donc, c'est à partir du quatorze
2 (14) septembre qu'on a, qu'on a commencé à
3 travailler sur le dossier, ce qui nous laissait
4 seulement trois semaines pour y répondre.

5 Q. **[219]** O.K. Et ça a terminé en date du dix (10)
6 octobre à savoir un non-événement, c'est-à-dire
7 vous ne déposez pas, SNC...

8 R. Malheureusement.

9 Q. **[220]** ... ne dépose pas. Je vais, j'ai terminé, il
10 y a une question que j'ai oublié de vous poser
11 jeudi et elle avait, eu égard au financement des
12 partis politiques provinciaux. Vous avez parlé que
13 votre contact au Parti québécois était madame
14 Ginette Boivin?

15 R. Oui.

16 Q. **[221]** Donc, madame Boivin sollicitait des sommes
17 d'argent, vous remettiez des sommes d'argent.
18 Madame Boivin, si ma mémoire ne me fait pas défaut,
19 aurait quitté...

20 R. Oui.

21 Q. **[222]** ... genre, en deux mille sept (2007), deux
22 mille huit (2008)?

23 R. Oui.

24 Q. **[223]** Je pense que c'est plus deux mille sept
25 (2007)?

1 R. Oui.

2 Q. **[224]** Je comprends de votre témoignage, c'est que
3 vous avez continué à contribuer au Parti québécois?

4 R. Oui.

5 Q. **[225]** Qui était...

6 R. Oui, effectivement, je pense que c'est vrai que
7 c'est un élément qui manquait dans le témoignage.
8 Donc, effectivement, madame Boivin a quitté, et la
9 personne qui a poursuivi c'était madame Lucie
10 Papineau.

11 Q. **[226]** Et est-ce que c'était le même modus?

12 R. Oui.

13 Q. **[227]** C'est-à-dire que...

14 R. C'était la même façon de faire.

15 Q. **[228]** Moi ça complète les questions que j'avais à
16 vous poser. Je ne sais pas s'il y a des questions
17 qui viennent des commissaires?

18 (10:44:47)

19 M. RENAUD LACHANCE, commissaire:

20 Q. **[229]** Juste une dernière. Quand vous dites que des
21 démarches ont été faites au cabinet du maire, est-ce
22 que les réponses que vous obteniez étaient :

23 « Oui, on va probablement reporter », ou bien...

24 R. Je ne pense pas qu'on a obtenu cette réponse-là sur
25 le champ comme ça. Nous, on les sensibilisait. Puis

1 donc, il n'y a pas personne qui nous a dit : « Oui,
2 on va reporter. » Il n'y a pas personne qui nous a
3 dit ça.

4 Q. **[230]** Et qui a été approché au cabinet du maire?

5 R. Je pense que c'était le directeur de cabinet du
6 maire, qui était Stéphane Forget.

7 Q. **[231]** Stéphane Forget? Est-ce que des démarches ont
8 été faites directement au maire pour essayer de...

9 R. Pas à ma connaissance.

10 Me DENIS GALLANT :

11 Q. **[232]** Petite question également que je voulais une
12 précision. Je reviens dans le système de partage
13 des contrats de services professionnels qui était
14 organisé par Bernard Trépanier. Qui décidait, à
15 votre souvenir, du pourcentage qu'une firme allait
16 jouer dans un consortium imposé, à votre souvenir?

17 R. Vous voulez dire, quand il y avait des consortiums?

18 Q. **[233]** Oui, quand il y avait, puis... Parce qu'on en
19 a vu beaucoup passer avec d'autres témoins, là. Il
20 y a beaucoup de contrats qui étaient donnés en
21 consortium, soit deux firmes, trois firmes. Et ça,
22 vous, ainsi que vos collègues qui sont venus
23 témoigner ici, on disait : « Bien ça, c'était
24 arrangé d'avance. C'est-à-dire que ce consortium-
25 là, c'est le politique qui nous disait : "Tu vas

1 travailler avec Axor, tu vas travailler avec
2 Dessau". » Mais qui décidait à ce moment-là du
3 pourcentage? Est-ce que c'était laissé également au
4 politique ou c'était vous qui décidiez après, avec
5 vos collègues, de dire : « Regarde, nous, en
6 fonction de notre spécialité, on va prendre une
7 plus grosse part du gâteau »?

8 R. Je vais vous répondre de façon générale, puis après
9 ça je vais répondre de façon plus précise.

10 Q. **[234]** Oui, parfait.

11 R. Mais je dirais que dans les consortiums, parce
12 qu'au ministère des Transports, il y a beaucoup de
13 consortiums aussi, qui sont faits sur une base...

14 Q. **[235]** Oui, mais ce que vous nous avez dit, c'est
15 qu'ils ne sont pas imposés?

16 R. Exactement. Exactement. Mais donc, disons, entre
17 les grosses firmes, habituellement c'est un partage
18 égal. C'est comme un principe de base. Donc, je
19 dirais qu'à la Ville, dans ce cadre-là, c'était un
20 peu le même principe qui s'appliquait.

21 Par contre, des fois, il y avait des
22 suggestions d'autres plus petites firmes. Puis là,
23 bien c'est là qu'il y a un pourcentage qui pouvait
24 être évoqué, qui était attribuable à cette firme-
25 là. Puis là, moi c'est sûr, Michel Lalonde... Parce

1 qu'on a beaucoup dit que c'était le porte-parole
2 des firmes. Moi je n'ai jamais vu ça comme ça,
3 personnellement. C'était le porte-parole de
4 monsieur Bernard Trépanier. C'est quand même
5 différent. Les firmes, on ne s'est jamais... on ne
6 s'est jamais réunis tous ensemble. Nous, SNC-
7 Lavalin, on n'a jamais initié ou proposé ce
8 système-là. On n'a non plus jamais, comment dire,
9 limité l'accès à une firme ou à une autre. Puis
10 toutes les commandes, moi c'était, toutes les
11 commandes venaient de monsieur Bernard Trépanier.
12 Puis si jamais j'avais un message qui... Parce que
13 monsieur Lalonde pouvait arriver avec certaines
14 indications, mais moi j'avais le principe d'aller
15 vérifier pour être sûr que c'était ce qui était
16 convenu.

17 Parce que quand il y avait ces appels
18 d'offres-là, là aussi, à mon souvenir, il y avait
19 un regroupement aussi de contrats, d'offres de
20 services, puis qui pouvaient même aussi traiter de
21 différents sujets. Donc, ça arrivait, là, il y
22 avait quand même plusieurs contrats qui se
23 donnaient en même temps. Donc, souvent, quelques
24 semaines, disons, avant le lancement des appels
25 d'offres, j'entendais, là ce que je me souviens

1 c'était que monsieur Trépanier disait : « Bon, bien
2 là, je vais au bureau de monsieur Zampino dans
3 quelques jours. » Ça fait que ça, c'était avant
4 qu'on reçoive les indications. Puis là, après...

5 Q. **[236]** C'était votre indicateur de savoir que
6 monsieur Trépanier prenait ses ordres de quelqu'un,
7 ça?

8 R. Oui, oui, oui, exactement. Souvent, il le
9 mentionnait. Soit avant ou après que cette
10 rencontre-là ait lieu, il disait... C'est mon
11 souvenir de la chose, là...

12 Q. **[237]** Peut-être juste... est-ce que... puis ça
13 paraît anodin, mais c'est important pour moi, quand
14 il vous parlait, monsieur Trépanier, « Il faut que
15 je vérifie », est-ce qu'il disait : « Je vais
16 vérifier avec monsieur Zampino », « Je vais
17 vérifier avec le président du comité exécutif » ou
18 « Je vais vérifier avec Frank »? À votre souvenir?

19 R. Il disait: « Frank ».

20 Q. **[238]** Il disait « Frank »?

21 R. Oui, « Frank ».

22 Q. **[239]** « Je vérifie avec Frank...

23 R. Oui.

24 Q. **[240]** ... et je te reviens », est-ce que c'était
25 ça?

1 R. Oui.

2 Q. **[241]** Parfait. Continuez, je vous ai interrompu.

3 R. Donc, finalement, soit qu'il y avait une rencontre
4 comme ça avant ou après, mais il y avait toujours
5 ce... peut-être pas toujours, mais c'était
6 toujours... c'était évoqué cette rencontre-là, puis
7 là, quand la rencontre avait lieu, bien, quelques
8 jours plus tard, il disait : « Bon, bien là, on a
9 eu une rencontre avec Frank et bien là, c'est
10 décidé, ça va être telle, telle firme ».

11 Q. **[242]** Est-ce que je comprends de votre témoignage
12 que la contribution de monsieur Lalonde, dans le
13 fond, c'est pour aider et... et monsieur Trépanier,
14 surtout monsieur Trépanier et monsieur Zampino,
15 ultimement, avec toute la question technique?

16 R. Moi, c'est un peu de la façon que j'ai vu ça, oui,
17 oui. Moi-même...

18 Q. **[243]** Donc, la faisabilité, par exemple, de mettre
19 trois firmes ensemble pour tel ou tel projet, je
20 pense que c'est un ingénieur qui doit voir ça, en
21 tout cas, je peux me tromper, là, ce n'est peut-
22 être pas monsieur Trépanier qui a les
23 qualifications pour faire ça.

24 R. Parce que dans tout ça, aussi, ce qu'il faut dire,
25 c'était que les firmes, on avait quand même... on

1 avait des spécialités. On était présent, on avait
2 des équipes, on avait une expertise particulière
3 puis je vais vous donner un exemple inverse. Comme
4 nous, par exemple, on n'était pas... on n'avait pas
5 de spécialiste en gestion des feux de circulation.
6 Donc, on n'était pas dans ça. Ça fait qu'il y avait
7 d'autres firmes qui l'étaient.

8 Nous, on était dans les infrastructures
9 urbaines, dans les travaux de voirie, dans les
10 ponts, on avait, donc, des capacités dans ce sens.
11 Et je dirais que c'était quand même... c'était une
12 des raisons, peut-être pourquoi ce système-là a
13 fonctionné, c'était que les capacités des firmes
14 étaient reconnues, là, dans ça.

15 Q. **[244]** O.K.

16 (10:51:11)

17 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

18 Q. **[245]** O.K., donc, bon, quand vous dites:

19 « système », là, vous parlez du système de
20 collusion pour le partage des contrats? Vous dites
21 que ce qui a fait que ça a marché, ça a fonctionné
22 assez longtemps, c'est le fait qu'on a travaillé en
23 fonction des expertises de chacune des firmes,
24 donc, SNC-Lavalin est bon dans tel domaine, donc,
25 on va répartir ces contrats-là à SNC-Lavalin. Dans

1 d'autres domaines où ils sont un peu moins, un peu
2 moins présents, on va aller aux firmes qui
3 possèdent l'expertise, donc, chacun voyait son
4 expertise respectée, donc, c'est une des raisons
5 pourquoi ça a duré aussi longtemps, là, puis ça a
6 duré six ans environ.

7 R. Je pense que c'est une des raisons qui a fait en
8 sorte, qu'effectivement, parce que ça, si ça
9 n'avait pas été respecté, ça, ça aurait été très
10 problématique, là. Puis moi, j'ai toujours... vous
11 parlez de la collusion, moi, je l'ai toujours vu un
12 peu comme l'inverse de la collusion, parce que
13 finalement, comme je mentionnais tout à l'heure, on
14 ne s'est jamais réuni toutes les firmes ensemble,
15 puis nos directives, moi, je les recevais, là,
16 du... ultimement dans mon esprit, du client.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Q. **[246]** Bien, vous ne pouvez pas dire que ce n'était
19 pas de la collusion, vous le saviez d'avance, avant
20 de faire l'appel d'offres, qui était pour remporter
21 le contrat.

22 R. Je ne veux pas faire un débat...

23 Q. **[247]** Non, non, mais...

24 R. ... sur les mots.

25 Q. **[248]** ... il faut quand même...

1 R. Je ne veux pas faire un débat sur les mots, puis ce
2 n'est pas mon but de...

3 Q. **[249]** Ce n'est pas un débat sur les mots. Si vous
4 saviez à l'avance qui était pour remporter l'appel
5 d'offres, c'est définitivement, nécessairement de
6 la collusion, à la base.

7 R. Je ne veux pas faire un débat là-dessus puis j'ai
8 expliqué comment ça fonctionnait, donc...

9 Me DENIS GALLANT :

10 Q. **[250]** Mais au grand... mais au grand jamais, par
11 contre, les firmes se sont réunies ensemble,
12 justement pour que ça... pour empêcher ça. Pour
13 dire : « Regardez, ils sont gourmands... ils sont
14 gourmands le politique et nous, là, c'est
15 terminé...

16 R. Non.

17 Q. **[251]** ... on arrête ça ».

18 R. Bien, de la même façon qu'on ne se réunissait pas,
19 non plus, pour parler des autres aspects. Non,
20 effectivement, on ne s'est pas...

21 Q. **[252]** Ce que j'ai...

22 R. On... moi, personnellement, j'étais mal à l'aise
23 face à cette situation-là et j'en ai discuté quand
24 même à quelques reprises avec certains confrères,
25 mais ça n'a pas été plus loin que ça.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [253] Avec qu'est-ce que vous étiez mal à l'aise?

3 De donner de l'argent comptant ou de savoir à
4 l'avance qui était... quel contrat vous étiez pour
5 obtenir?

6 R. Oui, tout ça.

7 Q. [254] Lequel des deux? Les deux?

8 R. Les deux.

9 Me DENIS GALLANT :

10 Q. [255] Puis quand, finalement, tout ce système-là a
11 été mis... en tout cas, on commençait à avoir de
12 sérieux doutes, là, donc, par les enquêtes
13 médiatiques, ainsi que par, je vous dirais, la
14 création de l'escouade Marteau, l'UPAC, qui s'en
15 venait, qui était sur le radar, est-ce que jamais
16 vous avez parlé à des collègues en disant: « Nous,
17 on arrête ça, là, le financement des partis
18 politiques, nous, donner de l'argent comptant à
19 Union Montréal, nous participer à un système de
20 collusion ». Malgré tout ça, tout le monde a... ce
21 que vous nous dites, c'est que vous avez arrêté
22 seul là, mais d'autres, à peu près tous vos
23 collègues nous disent la même chose.

24 R. Hum, hum.

25 Q. [256] Est-ce qu'à un moment donné il y a eu un jeu

1 de téléphone, dire : « Regarde là, le paysage là,
2 il s'en vient, il s'en vient dangereux, on arrête
3 tout ça là »?

4 R. Je vais répéter un petit peu ce que j'avais dit
5 jeudi dernier.

6 Q. **[257]** Oui.

7 R. Mais, au niveau du financement, moi, ce n'est pas
8 un sujet que je parlais avec les autres firmes.

9 Q. **[258]** O.K.

10 R. O.K. Donc, ça, c'est clair.

11 Q. **[259]** Ça, c'est clair.

12 R. Qu'est-ce qui s'est passé à un moment donné? Moi,
13 dans ma tête à moi, en deux mille huit (2008)
14 monsieur Zampino a quitté puis là je me suis dit
15 « Regarde là, ça, c'est le signal là qu'ici là ».
16 Je ne vous dis pas que tout ça a arrêté du jour au
17 lendemain là, mais moi dans mon esprit, c'était le
18 cas. Puis, c'est certain que, tu sais, je me suis
19 dit, regarde, on n'a pas... on n'avait pas de
20 permission à demander à personne puis tout ça. Ça
21 fait qu'à un moment donné, il y a eu des appels
22 d'offres qui ont été compétitives, puis ça s'est
23 déroulé de cette façon-là.

24 Q. **[260]** Donc, à partir de deux mille huit (2008).

25 Bien, monsieur Zampino va quitter en juillet deux

1 mille huit (2008).

2 R. Juillet deux mille huit (2008), donc dans les mois
3 suivants, je dirais là, ça... ou probablement fin
4 deux mille huit (2008), deux mille neuf (2009)
5 peut-être, dans ces coins-là là. Il n'y avait pas
6 nécessairement des appels d'offres continuellement
7 là, mais tout ça s'est arrêté, effectivement.

8 Q. **[261]** Parfait.

9 (10:55:25)

10 M. RENAUD LACHANCE :

11 Q. **[262]** Vous savez, au niveau de la concurrence,
12 lorsqu'il y a de la collusion, le premier joueur
13 qui va se dénoncer au Bureau de la concurrence, il
14 bénéficie d'une clémence.

15 R. Hum, hum.

16 Q. **[263]** Avez-vous déjà pensé à aller au Bureau de la
17 concurrence pour justement dénoncer le système à
18 Montréal pour bénéficier de la clémence, si vous
19 avez été le premier joueur à le faire?

20 R. Non.

21 Q. **[264]** Si vous n'y avez pas pensé, est-ce que c'est
22 possible que ce soit dû au fait que vous aviez
23 d'abord donné de l'argent comptant à un parti
24 politique ou là c'est un autre type de fraude là.
25 Il est clair, on ne parle pas d'une démenche pour ce

1 genre de type de fraude-là. Est-ce que vous n'étiez
2 pas un peu pris un peu la cravate dans le tordeur,
3 pour prendre l'expression, qu'une fois donné de
4 l'argent comptant aux partis politiques, de la
5 façon que vous l'avez fait, que là vous êtes mal
6 pris pour aller dénoncer un système où on pourrait
7 vous accuser sur d'autres motifs?

8 R. Je dirais que c'est... c'est sûr que là on ne l'a
9 pas fait, mais je dirais que ce n'est pas... ce
10 n'est pas nécessairement relié. Non.

11 Me DENIS GALLANT :

12 Q. **[265]** J'ai peut-être une petite vérification à
13 faire. Il est onze heures (11 h), si j'en ai, je
14 vais avoir peut-être cinq minutes en revenant,
15 peut-être pas du tout.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Alors, donc comme votre interrogatoire s'achève, je
18 vais m'adresser aux parties pour savoir si
19 certaines ont l'intention de contre-interroger.

20 Me PHILIPPE BERTHELET :

21 Oui, on a quelques questions à poser à Monsieur
22 Cadotte.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Parfait.

25

1 Me DANIEL ROCHEFORT :

2 Deux sujets, si possible.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Parfait.

5 Me MICHEL DORVAL :

6 Probablement une question ou deux.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Parfait.

9 Me PHILIPPE BERTHELET :

10 Madame la Commissaire, je voudrais... parce que
11 vous avez présenté un document, les nombre et
12 valeur des contrats avec la Ville. Ça, je pense que
13 vous...

14 Me DENIS GALLANT :

15 Oui. D'ailleurs, c'est mon interrogation pour mon
16 retour.

17 Me PHILIPPE BERTHELET :

18 C'est ça. Parce que c'était l'objet de mon
19 interrogatoire.

20 Me DENIS GALLANT :

21 Tout à fait, je vais le... je vous l'ai transmis.
22 Je voulais juste vérifier une donnée avant de le
23 déposer. D'ailleurs, c'est pour ça que j'ai...

24 Me PHILIPPE BERTHELET :

25 D'accord.

1 Me DENIS GALLANT :

2 ... demandé de reprendre peut-être la parole en
3 revenant.

4 Me PHILIPPE BERTHELET :

5 Parfait. Merci.

6 Me DENIS GALLANT :

7 Merci.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Parfait. Alors, nous allons suspendre.

10 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

11

12 REPRISE DE L'AUDIENCE

13 Me DENIS GALLANT :

14 Alors, dans le fond, ce que j'avais besoin à la
15 pause, c'était de vérifier un tableau avec... avec
16 le témoin. Et c'est un tableau que je vais exhiber
17 au témoin, la pause aidant, on a pu discuter qu'il
18 y a peut-être dans sa forme quelques petits
19 problèmes, mais pour l'exercice d'aujourd'hui, ça
20 ne va pas... il n'y a pas de problème pour fins
21 d'interrogatoire et de contre-interrogatoire, mais
22 il y aura... il y aura le dépôt éventuellement d'un
23 tableau, une fois que nos analystes l'auront
24 peaufiné davantage, il sera redéposé. Mais, pour
25 les besoins d'interrogatoire, je vais me servir de

1 nous dire si - à part quelques peut-être
2 explications que vous avez à donner aux
3 Commissaires là...

4 R. Hum, hum.

5 Q. **[268]** ... ça représente à peu près la réalité là
6 des... des contrats obtenus de la Ville de
7 Montréal.

8 R. Bien, au premier abord, la colonne A « SNC-Lavalin
9 seul », me semble correcte là au premier abord.
10 Peut-être le... c'est ça, peut-être le...

11 Q. **[269]** Donc, ce qui nous fait un total de quarante-
12 deux millions (42 M\$).

13 R. Quarante-deux millions (42 M\$) sur... de deux mille
14 deux (2002) à deux mille onze (2011).

15 Q. **[270]** C'est bien ça.

16 R. Oui. Par contre, la colonne B, selon moi correspond
17 à l'ensemble du consortium, donc ce n'est pas la
18 part de SNC-Lavalin. Je dirais qu'il faudrait, pour
19 obtenir la part de SNC-Lavalin, il faudrait diviser
20 la colonne B par deux, disons par hypothèse là,
21 disons qu'on est cinquante-cinquante (50 %-50 %) là
22 de façon générale.

23 Q. **[271]** Parce que généralement c'est ce que vous nous
24 dites là.

25 R. Je pense, ce serait une bonne hypothèse,

1 effectivement. Donc, il faudrait diviser la colonne
2 B par deux pour obtenir la part de SNC-Lavalin.

3 (11:35:29)

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. **[272]** Ce qui voudrait dire que dans la colonne A,
6 ça ferait donc un total de...

7 R. A plus B ou...

8 Q. **[273]** Neuf millions (9 M\$) à peu près pour SNC-
9 Lavalin cette année-là.

10 R. Pardon. Je suis désolé.

11 Q. **[274]** À peu près neuf millions (9 M\$) pour SNC-
12 Lavalin cette année-là.

13 R. Quelle année?

14 Q. **[275]** Deux mille neuf (2009). Si on regarde, par
15 exemple, ou l'année deux mille neuf (2009)...

16 R. Oui.

17 Q. **[276]** ... où on voit « Consortium SNC-Lavalin en
18 consortium », vous dites que ce serait cinquante-
19 cinquante (50 %-50 %).

20 R. Oui.

21 Q. **[277]** Alors, si on additionne quatre mille cinq
22 cents (4 500 \$), ce qui fait deux mille cinq
23 cents... deux mille deux cent cinquante (2 250 \$)
24 ou...

25 R. Oui, grosso modo.

1 Q. **[278]** ... quelque chose, plus six mille quatre cent
2 quatre-vingt-douze (6 492 \$), ce qui fait six mille
3 cinq cents (6 500 \$), c'est ce que je veux dire.

4 R. Neuf millions (9 M\$) à peu près.

5 Q. **[279]** Si on additionne les deux...

6 R. Oui.

7 Q. **[280]** ... ça fait à peu près neuf millions (9 M\$),
8 c'est ce que vous voulez dire?

9 R. Oui, oui. Tout à fait. C'est ça.

10 Q. **[281]** O.K.

11 R. Donc, ça veut dire que la colonne B qui était de
12 l'ordre de cinquante millions (50 M\$) au total pour
13 SNC-Lavalin ce serait plutôt vingt-cinq (25 M\$),
14 donc au total, si on regarde la ligne d'en bas, on
15 parle de vingt-cinq (25 M\$) plus quarante-deux
16 (42 M\$), ce qui donne soixante-sept (67 M\$) à peu
17 près, donc...

18 Me DENIS GALLANT :

19 Q. **[282]** Ce qui changerait la colonne A plus B.

20 R. Oui, la colonne A plus B qui serait soixante-sept
21 (67 M\$) au lieu de quatre-vingt-douze (92 M\$) là,
22 mais je pense qu'avec soixante-sept (67 M\$), on est
23 quand même dans un ordre de grandeur je dirais qui
24 est quand même plausible là.

25 Q. **[283]** Parfait. Donc, ce qu'on va faire pour rendre

1 ça plus fidèle, nous allons refaire le tableau là
2 en prenant en compte là, par hypothèse, cinquante-
3 cinquante (50 %-50 %)...

4 R. Oui, oui.

5 Q. **[284]** ... ça, on ne se trompe pas.

6 R. Oui.

7 Q. **[285]** Parfait. Alors, c'est ce que j'avais à faire
8 avec ce tableau-là. Donc, je laisse le témoin aux
9 soins de mon collègue.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Bonjour, Maître Berthelet.

12 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me PHILIPPE BERTHELET :

13 Oui. Bonjour, Madame la Présidente, Monsieur le
14 Commissaire.

15 Q. **[286]** Monsieur Cadotte, je suis avocat de la Ville
16 de Montréal, mon nom est Philippe Berthelet. On va
17 travailler avec ce tableau-là. Donc, on a vu qu'il
18 y a des petites nuances à faire. Je constate...
19 Moi, j'ai fait... je regarde en deux mille onze
20 (2011), par exemple, vous continuez à faire... à
21 avoir des contrats avec la Ville de Montréal.

22 R. Oui.

23 Q. **[287]** Ça va bien? En deux mille douze (2012), est-
24 ce qu'on a à peu près la même progression?

25 R. Deux mille douze (2012), je vous dirais que, ça,

1 c'était l'année dernière. Je pense qu'on est pas
2 mal moins que le montant qu'on a ici là parce qu'il
3 y a eu moins... il y a eu moins d'appel d'offres à
4 la Ville de Montréal.

5 Q. **[288]** O.K. Parce qu'en deux mille onze (2011), on
6 voit dix (10) contrats.

7 R. Oui, on voit dix (10) contrats. O.K. Oui.

8 Q. **[289]** Parfait. Et vous ne soumissionnez pas à perte
9 aujourd'hui là lorsque vous soumissionnez à la
10 Ville de Montréal. Vous en tirez une marge de
11 profits.

12 R. Les contrats à la Ville de Montréal, comme dans les
13 municipalités, c'est sûr que la marge bénéficiaire
14 a beaucoup diminuée par rapport...

15 Q. **[290]** On se retrouve à quoi en moyenne aujourd'hui?

16 R. La marge bénéficiaire?

17 Q. **[291]** Oui.

18 R. On a des contrats qui sont...

19 Q. **[292]** Une moyenne.

20 R. C'est un peu difficile à répondre.

21 Q. **[293]** On est à six, à dix (10)?

22 R. En termes de marge bénéficiaire?

23 Q. **[294]** Oui.

24 R. Difficile à répondre pour moi comme tel.

25 Q. **[295]** Mais, un ordre de grandeur.

1 R. Je dirais peut-être... peut-être cinq pour cent
2 (5 %), mais en bas de cinq pour cent (5 %).

3 Q. **[296]** Cinq pour cent (5 %).

4 R. En bas de cinq (5 %). Mais, c'est certain que...

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Q. **[297]** Ça, c'est la marge de profits que vous dites
7 cinq pour cent (5 %) ou c'est réduit de cinq pour
8 cent (5 %) ?

9 R. Non. La question, c'est ça, c'est la marge de
10 profits.

11 Q. **[298]** Actuelle bénéficiaire.

12 R. Oui.

13 Q. **[299]** Dans un marché féroce ou dans un marché...
14 une guerre de prix que nous ont dit les témoins
15 Lalonde et Perreault.

16 R. Oui.

17 Q. **[300]** Hein! Et...

18 R. Je dirais en bas de cinq pour cent (5 %).

19 Q. **[301]** Donc, malgré donc une réduction dramatique
20 là, on est en période post-collusion là. Parce que
21 monsieur Perreault nous a dit qu'aujourd'hui on
22 soumission à trente pour cent (30 %) du barème et
23 en qualifiant tout ça de guerre de prix. Et
24 monsieur Perreault... monsieur Lalonde nous dit
25 « on est dans un marché féroce » et lui, il parle

1 de vingt-cinq pour cent (25 %) à peu près du
2 barème, un peu plus bas que le barème. Pour vous,
3 ça correspond à peu près... c'est un bon chiffre
4 ça?

5 R. Non, je pense qu'il faut faire une distinction ici.
6 À la Ville de Montréal, je n'ai pas, je n'ai pas vu
7 le témoignage de mes, de mes confrères, mais à la
8 Ville de Montréal on n'est pas à vingt-cinq pour
9 cent (25 %) du barème. Je pense que les exemples
10 qui sont évoqués, sont des exemples qui sont dans
11 d'autres municipalités. Moi j'ai connaissance de
12 d'autres municipalités où effectivement il y a des
13 offres de services qui rentrent à des prix vraiment
14 inférieurs au barème. Donc, dans ces ordres de
15 grandeur là, j'ai connaissance de d'autres
16 municipalités, mais à Montréal, on n'est pas, on
17 n'est pas dans ce, dans ce ratio-là.

18 Q. **[302]** Ce n'est pas ce que monsieur Perreault nous a
19 dit, même j'ai été conservateur parce que lui nous
20 a dit de trente à cinquante pour cent (30-50 %).
21 Alors moi j'ai avancé un chiffre raisonnable aux
22 fins de l'exercice et vous ne partagez pas ça?

23 R. Non.

24 Q. **[303]** Et malgré que nos deux témoins nous disent
25 que c'était à Montréal et que c'était à vingt-cinq

1 pour cent (25 %) puis c'est à trente pour cent
2 (30 %) ?

3 R. Ce n'est pas ma..., ce n'est pas ma compréhension.

4 Q. **[304]** O.K.

5 R. Parce qu'ici je dois dire, le dix-sept point sept
6 millions (17,7 M\$) il y a un contrat qui concerne
7 les usines de traitement d'eau potable, c'est un
8 projet qu'on appelle réquip, donc...

9 Q. **[305]** Vous parlez de celui de deux mille onze
10 (2011) ?

11 R. Oui. Donc on est, je dis ça de mémoire vraiment,
12 là, mais le pourcentage on est à peu près à quatre-
13 vingt pour cent (80 %) peut-être du décret ou
14 soixante-quinze pour cent (75 %), quatre-vingt pour
15 cent (80 %) je dirais.

16 Q. **[306]** Bon c'est ça on parle de la même chose
17 d'abord ?

18 R. O.K.

19 Q. **[307]** Quatre-vingt (80), moi je dis vingt-cinq
20 (25), c'est-à-dire...

21 R. O.K., o.k., vous parlez.

22 Q. **[308]** ... je pars du haut, je descends vers le bas,
23 je ne suis pas dans la fourchette du premier quart ?

24 R. O.K., o.k.

25 Q. **[309]** C'est ce que je veux dire ?

1 R. O.K. Correct.

2 Q. **[310]** On s'entend?

3 R. Donc, on parlait de la même chose.

4 Q. **[311]** Lui, donc, si je reprends votre ratio à vous,
5 on est à soixante-dix (70) ou on est à soixante-
6 quinze (75)?

7 R. Bien je disais quatre-vingt (80).

8 Q. **[312]** Si on le prend à l'envers?

9 R. Oui, quatre-vingt (80), quatre-vingt (80),
10 soixante-quinze (75).

11 Q. **[313]** Oui?

12 R. Moi je parle par rapport au décret.

13 Q. **[314]** Oui, c'est ça. Donc, on est à vingt ou vingt-
14 cinq (25) à peu près, selon vous, puis d'autres
15 témoins nous disent trente (30), cinquante (50),
16 vingt-cinq (25). On est dans ces eaux-là.

17 R. Mon commentaire s'appliquait quand même, dans
18 d'autres municipalités on voit vraiment une guerre
19 de prix qui est beaucoup plus importante que celle
20 qu'il y a à la Ville de Montréal où vraiment il y a
21 des soumissions qui se font à vingt, vingt-cinq
22 pour cent (20-25 %) du décret.

23 Q. **[315]** Donc, pour vous ce n'est pas une guerre de
24 prix, vingt, vingt-cinq (20-25), pour vous c'est
25 correct?

1 R. Non, non, vingt, vingt-cinq pour cent (20-25 %)
2 donc, c'est une diminution drastique.

3 Q. **[316]** Oui?

4 R. Mais...

5 Q. **[317]** Mais vous la qualifiez comment, est-ce que
6 c'est un marché intéressant, féroce, très
7 compétitif?

8 R. C'est un marché qui est compétitif, oui.

9 Q. **[318]** O.K.

10 R. Oui.

11 (11:38:36)

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. **[319]** Mais le vingt-cinq et trente pour cent
14 (25-30 %) maintenant de moins, c'est parce qu'avant
15 c'était un marché collusionnaire qui faisait en
16 sorte que les prix étaient beaucoup plus élevés?

17 R. Je dirais dans mon esprit, sur le projet qu'on
18 parle, disons qu'on prend que c'est vingt pour cent
19 (20 %), donc, on est à quatre-vingt pour cent
20 (80 %) du décret. Auparavant on était peut-être à
21 quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du décret, parce
22 que le décret était le plafond puis on diminuait le
23 prix pour être sous décret. Donc, on était peut-
24 être à quelque part entre quatre-vingt-dix et
25 quatre-vingt-quinze pour cent (90-95 %) du décret.

1 Et là en ce moment, on est ici peut-être puis là je
2 dis ça de mémoire, on était peut-être entre
3 soixante-quinze et quatre-vingt pour cent (75-80 %)
4 du décret.

5 Me PHILIPPE BERTHELET :

6 Q. **[320]** Bon est-ce que c'est clair?

7 R. Oui, ça va je comprends.

8 Q. **[321]** Là, on arrive dans nos belles années de
9 collusion, deux mille quatre (2004) à deux mille
10 neuf (2009), c'est ça nos années?

11 R. Oui.

12 Q. **[322]** Bon, et là les témoins nous disent lorsqu'il
13 y a un regroupement d'offres de services, celui qui
14 fait la soumission de complaisance il se met à
15 zéro, c'est-à-dire il va au top du décret, les
16 autres descendent deux, quatre, six, huit, à peu
17 près, c'est conforme. Donc, les quatre qui
18 soumissionnent sont à quatre-vingt-dix-huit (98),
19 quatre-vingt-quatorze (94), quatre-vingt-seize (96)
20 ou quatre-vingt-quatorze pour cent (94 %) du
21 décret.

22 Et donc, il y a quand même une bonne
23 différence aujourd'hui, entre aujourd'hui puis à ce
24 moment-là. Là, on se trouve, là, à vingt pour cent
25 (20 %) d'écart facilement, si on prend un vingt-

1 cinq pour cent (25 %) aujourd'hui et un cinq pour
2 cent (5 %) à l'époque. Donc, on a, on avait des
3 contrats plus élevés de vingt pour cent (20 %)
4 pendant toutes ces années-là en moyenne, n'est-ce
5 pas?

6 R. Votre vingt pour cent (20 %) vous le calculez
7 comment?

8 Q. **[323]** La différence entre un vingt-cinq pour cent
9 (25 %) dans un marché compétitif aujourd'hui et
10 cinq pour cent (5 %) en moyenne, si on fait un
11 deux, quatre, six, huit, cinq pour cent (5 %) dans
12 un marché de collusion. Donc, il y a un vingt pour
13 cent (20 %) de différence facilement?

14 R. Moi je l'évaluerais plus à dix pour cent (10 %),
15 mais ça peut être entre dix et quinze pour cent
16 (10-15 %) peut-être.

17 Q. **[324]** Mais si on parle de vingt-cinq pour cent
18 (25 %) à cinq pour cent (5 %), on est à vingt pour
19 cent (20 %). Et donc, si on additionne parce que je
20 me suis prêté à l'exercice. Si on prend SNC seul
21 entre deux mille quatre (2004) et deux mille neuf
22 (2009), j'ai additionné et on arrive à vingt
23 millions de dollars (20 M\$)?

24 R. Je mettrais un bémol sur deux mille neuf (2009) par
25 contre. Parce que selon moi deux mille neuf (2009)

1 c'était, c'était terminé selon moi.

2 Q. **[325]** Tantôt vous nous avez dit qu'il y avait des
3 petits reliquats en deux mille neuf (2009)?

4 R. J'ai parlé de deux mille huit (2008), monsieur
5 Zampino a démissionné en deux mille huit (2008).

6 Q. **[326]** Oui?

7 R. Et peut-être que ça ne s'est pas terminé tout de
8 suite le jour après, mais ça s'est terminé quand
9 même rapidement après. Donc, je mettrais...

10 Q. **[327]** Pour fins de...

11 R. ... je mettrais un bémol sur deux mille neuf
12 (2009).

13 Q. **[328]** Bon, je vais prendre votre hypothèse quand
14 même, on va dire je descends à quatorze millions
15 (14 M) pour SNC seul. Oui. Si j'arrive avec le
16 consortium SNC-Lavalin, moi j'ai calculé tantôt en
17 incluant deux mille neuf (2009), donc entre deux
18 mille quatre (2004) et deux mille neuf (2009), j'ai
19 additionné, j'ai additionné et ça me donnait vingt-
20 deux millions (22 M\$), c'est-à-dire quarante-cinq
21 millions (45 M\$) au total. Vous nous avez dit c'est
22 réparti cinquante, cinquante (50-50) à peu près.

23 R. Hum, hum.

24 Q. **[329]** Donc, on arrive à vingt-deux millions (22 M\$)
25 pour la part de SNC-Lavalin en consortium durant la

1 période collusionnaire. Et moi je prends mon ratio
2 de vingt pour cent (20 %), il y a quatre millions
3 (4 M\$), les citoyens de Montréal ont payé quatre
4 millions (4 M\$) de plus pendant cette période-là.
5 Si on prend mon vingt pour cent (20 %) du fait de
6 la collusion, puis si on l'additionne avec le
7 quatorze millions (14 M\$), alors que SNC est seul,
8 on arrive à, là, je ne suis pas fort en maths. Si
9 on ferait dix pour cent (10 %), on est à deux point
10 huit millions (2,8 M\$). Donc, pendant ces années-
11 là, selon ces estimations conservatrices là, on est
12 à six, sept millions (6-7 M\$). Donc, SNC a payé,
13 les montréalais ont payé sept millions (7 M\$) de
14 plus à cause de votre, le système de collusion dont
15 vous avez été complice?

16 R. Moi je pense qu'il faut faire attention à votre
17 conclusion pour moi, parce que vous comparez une
18 période de cinq, six ans. O.K.

19 Q. **[330]** Oui?

20 R. Ou finalement disons qu'on était, moi je dis qu'on
21 était à quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du
22 décret, entre quatre-vingt-dix (90) et quatre-
23 vingt-quinze pour cent (95 %). Bon, la première
24 chose que je dois dire, c'est que le décret, c'est
25 un décret du gouvernement du Québec, puis ce

1 décret-là est actualisé de temps en temps et régit
2 un peu les règles de paiement des services
3 d'ingénierie. O.K.? Donc, c'est un document qui est
4 utilisé par le gouvernement du Québec. Donc, c'est
5 une base. Donc, le cent pour cent (100 %), c'est
6 quand même une base de paiement des tarifs
7 d'ingénieurs. O.K.? Donc moi, je regarde le cent
8 pour cent (100 %) aussi, qui serait dans mon livre
9 à moi... C'est une base qui est reconnue avec le
10 gouvernement du Québec, donc le cent pour cent
11 (100 %) fait quand même du sens, si on se compare à
12 d'autres données.

13 Là, on parle de la période deux mille
14 quatre (2004) à deux mille huit (2008). On dit,
15 bon, quatre-vingt-dix pour cent (90 %), quatre-
16 vingt-quinze pour cent (95 %), mais on est quand
17 même en dessous du cent pour cent (100 %) qui est
18 reconnu par le gouvernement du Québec comme étant
19 une méthode utilisée pour la rémunération des
20 services d'ingénierie. O.K.?

21 Q. **[331]** On est dans un marché libre, là, aujourd'hui.

22 R. O.K. Oui.

23 Q. **[332]** Vous êtes à vingt-cinq pour cent (25 %).

24 R. Parfait. Donc, on a cette période de cinq ans. Ici,
25 on est en deux mille onze (2011). Dans un marché

1 concurrentiel, selon moi, on ne peut pas tirer des
2 conclusions sur la base d'une seule année ou d'un
3 seul mois, ou... Selon moi, il faut regarder les
4 tendances à long terme.

5 Q. **[333]** Oui, mais là, je vous ai demandé votre
6 opinion de façon générale. Vous m'avez dit que vous
7 êtes à vingt pour cent (20 %), vous nous avez
8 avancé ce chiffre-là vous-même. Donc, vous ne
9 pouvez pas dire : « Ah, c'est parcellaire, ça fait
10 juste un an. »

11 R. Bien, c'est que...

12 Q. **[334]** Les autres témoins disent à peu près vingt-
13 cinq (25), trente (30), même cinquante (50). Puis
14 vous, vous le baissez à vingt (20).

15 R. Mais on ne peut pas...

16 Q. **[335]** C'est quand même... on a quand même de la
17 belle matière, là.

18 R. Mais regardons ici... Premièrement, on ne peut pas
19 réécrire l'histoire, donc on ne peut pas savoir,
20 dans ces époques-là, entre deux mille quatre (2004)
21 et deux mille neuf (2009), qu'est-ce que ça aurait
22 donné. On ne le sait pas.

23 Q. **[336]** Bien, on sait que s'il n'y avait pas eu de
24 collusion, ça aurait coûté moins cher, ça c'est
25 certain. Là on essaie de le quantifier. Je vous

1 soumets une hypothèse à vingt pour cent (20 %), qui
2 semble raisonnable.

3 R. Mais moi ce que je dis, c'est que d'un autre côté,
4 le gouvernement du Québec reconnaît que les tarifs
5 d'ingénierie, on devrait... ils sont raisonnables à
6 cent pour cent (100 %).

7 Q. **[337]** Oui, mais...

8 (11:48:41)

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. **[338]** Ce n'est pas ça la question que vous pose
11 maître Berthelet. Ce n'est pas ce qui est
12 raisonnable ou ce qui ne l'est pas, là.

13 R. O.K. Parfait. O.K.

14 Q. **[339]** Écoutez comme il faut ses questions.

15 R. O.K. Donc moi, ce que je réponds, nonobstant cette
16 question-là, c'est qu'on ne peut pas tirer une
17 conclusion, selon moi, sur deux mille quatre (2004)
18 à deux mille neuf (2009), sur la seule base de ce
19 qu'on voit en deux mille onze (2011). Il faut voir
20 comment le marché va évoluer.

21 Me PHILIPPE BERTHELET :

22 Q. **[340]** Oui, mais c'est toujours les mêmes joueurs,
23 là. Il n'y a pas de donnée qui a changé.

24 R. Bien, c'est toujours les mêmes joueurs, mais...

25 Q. **[341]** La seule chose qui a changé, c'est la

1 collusion, puis il n'y en a pas. On est en
2 concurrence libre ou on ne l'est pas.

3 R. Mais moi, selon moi...

4 Q. **[342]** Il y a un lien de cause à effet, là. Les
5 témoins l'ont dit, on est à vingt-cinq (25 %),
6 trente (30 %), quarante pour cent (40 %). Ils se
7 plaignent de ça, c'est très difficile. Et là, wo,
8 en collusion ça va bien, nos marges montent?

9 R. Il y a eu un effet à partir de deux mille dix
10 (2010). Il y a eu plusieurs municipalités où nous-
11 même on n'était pas présent. J'en ai parlé tout à
12 l'heure. Et il y a eu un effet, c'est certain, de,
13 comment dire? De protection de territoire, dans un
14 sens que s'il y avait des appels d'offres, les gens
15 voulaient à tout prix conserver leur contrat. Donc,
16 c'est pour ça que j'évoquais tout à l'heure, il y a
17 certaines municipalités où les prix étaient
18 vraiment de beaucoup inférieurs à même ceux qu'on
19 voit à la Ville de Montréal. Ce n'était pas... Ici,
20 on parle de, mettons, si je reprends vos chiffres,
21 vous dites : « Ça a baissé de vingt pour cent
22 (20 %). » Bien, il y a des villes où ça a baissé de
23 soixante-quinze pour cent (75 %).

24 Q. **[343]** Donc, on est quand même conservateur à
25 Montréal? Donc, c'est un exercice quand même

1 conservateur que je fais, là?

2 R. Je ne sais pas si c'est conservateur, mais c'est
3 différent d'une ville à l'autre. Moi, tout ce que
4 je veux vous dire, c'est que, est-ce que le marché
5 des services d'ingénierie est capable de soutenir
6 de tels bas prix? Ma réponse est non.

7 Q. **[344]** Mais vous continuez, vous faites du profit
8 aujourd'hui?

9 R. Ma réponse est non. Ma réponse est non.

10 Q. **[345]** Mais vous faites une marge bénéficiaire. En
11 deux mille dix (2010), deux mille onze (2011), vous
12 venez de nous dire que vous faites des profits à
13 Montréal.

14 R. J'ai dit...

15 Q. **[346]** Cinq pour cent (5 %)?

16 R. J'ai dit en bas de cinq pour cent (5 %), puis je
17 vais vous dire franchement, puis je vous le dis
18 comme ça, parce que je n'ai pas fait l'exercice,
19 puis je ne l'ai pas en tête pour les projets
20 spécifiquement de la Ville de Montréal, mais notre
21 département de génie municipal en ce moment, il est
22 déficitaire.

23 Q. **[347]** Mais moi, je sais que vous avez fait au moins
24 six (6 M\$) à sept millions (7 M\$) de plus, SNC,
25 avec une évaluation très conservatrice, pendant les

1 années de collusion. Donc, un million (1 M\$) par
2 année, et ça vous coûte vingt-cinq mille (25 000 \$)
3 en cotisations au Parti Union Montréal. C'était
4 quand même un bon retour sur l'investissement, ça.
5 Vous faites un million (1 M\$) par année de plus,
6 puis ça vous coûte vingt-cinq mille (25 000 \$). Ça
7 fait que vous n'êtes pas victime bien, bien là-
8 dedans, là. Si on regarde, regardez le tableau deux
9 mille... On compare le tableau, l'année deux mille
10 trois, deux mille quatre (2003-2004). On constate
11 qu'en deux mille trois (2003), vous êtes à huit
12 cent onze mille (811 000 \$), puis on augmente de,
13 on multiplie par trois en deux mille quatre (2004)
14 quand vous entrez dans le jeu. C'est quand même, je
15 pense que... on constate qu'il y a un intérêt
16 direct, là.

17 R. Je pense qu'il faut faire attention aussi aux
18 données qu'on voit ici, parce que... je comprends
19 qu'on peut identifier SNC-Lavalin, mais je pense
20 qu'en deux mille deux (2002), deux mille trois
21 (2003), puis j'ai des chiffres aussi à l'interne,
22 il y avait moins de contrats qui se donnaient, là.
23 Donc, il faut faire attention de penser que SNC-
24 Lavalin on a augmenté uniquement à cause du système
25 qui est décrit. Il y avait moins de contrats.

1 Q. **[348]** Mais objectivement, on voit de sept... on
2 passe de sept à douze (12). On en a cinq de plus?

3 R. Oui. Cinq contrats de plus.

4 Q. **[349]** Ça complète mes questions.

5 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

6 Q. **[350]** Juste, quand vous... on soumissionne au
7 ministère des Transports du Québec, on a uniquement
8 une appréciation de la qualité, seulement?

9 R. Oui.

10 Q. **[351]** Une fois qu'on a été choisi. Ensuite, on
11 prend le tarif qui est déjà décidé par le
12 gouvernement? Le tarif, c'est uniquement qualité,
13 puis si vous êtes sélectionné, après ça vous êtes
14 payé au tarif qui est le tarif du gouvernement?

15 R. C'est une base, effectivement, oui.

16 Q. **[352]** Ce tarif du gouvernement, est-ce que c'est le
17 même décret que le décret qui s'applique dans le
18 secteur municipal?

19 R. Bien oui, c'est le même décret.

20 Q. **[353]** Oui? C'est ça. Ça veut dire que dans le
21 secteur municipal, là où on a l'association de
22 qualité et prix, là vous savez que c'est deux
23 enveloppes, enveloppe qualité, enveloppe prix. Là,
24 ce que vous nous dites, c'est que là, le prix, vous
25 partez du tarif puis vous le réduisez d'un certain

1 pourcentage. Quand vous êtes en collusion, la
2 réduction était plus faible, puis quand vous êtes
3 présentement plus en libre marché, là vous baissez,
4 la réduction va être plus importante. Est-ce que
5 c'est bien comme ça que ça fonctionne?

6 R. Oui.

7 Q. **[354]** Est-ce qu'on peut de là faire l'hypothèse que
8 le ministère des Transports du Québec paie un
9 pourcentage de plus pour rien si lui aussi allait
10 en prix?

11 R. Ce qu'il faut dire, au ministère des Transports,
12 premièrement, c'est que ce n'est pas... Ici, avec
13 la Ville de Montréal, il y a beaucoup de contrats
14 qui sont payés à l'heure. Donc là, le décret
15 s'applique parce qu'il y a des taux horaires qui
16 sont déterminés. Au ministère des Transports, ça
17 fonctionne quand même différemment. Le décret est
18 peut-être une base, disons, ou peut-être... parce
19 que le décret ce n'est pas juste des taux horaires,
20 ça régit l'ensemble des modalités qui interviennent
21 dans des contrats avec les ingénieurs-conseils.
22 Mais au ministère des Transports, on fonctionne
23 plus à forfait. Donc, il y a un forfait qui est
24 négocié est négocié et là, il y a une prise de
25 risques qui est différente que celle qu'on voit

1 avec un tarif horaire. Donc, puis le forfait est
2 négocié...

3 Q. [355] Mais le forfait, ce n'est pas un estimé en se
4 disant combien d'heures on pense faire dans le
5 projet, à peu près, multiplié par le taux horaire
6 décidé par le décret? On retombe au taux horaire...

7 R. Bien, au taux horaire par le décret ou au taux
8 horaire... à nos taux horaires réels, là. Je veux
9 dire il n'y a pas de lien nécessairement avec le
10 décret, là.

11 Q. [356] Mais les taux horaires ne sont pas décidés
12 par décret également au gouvernement du Québec?

13 R. Non, mais les taux... je parle des taux horaires
14 réels de la firme, ça, avec toutes les ressources
15 qui seront affectées directement au projet, là.

16 Q. [357] Oui, mais respectant le décret des taux
17 horaires?

18 R. Bien, l'entente, finalement, avec le gouvernement,
19 c'est un forf... un montant forfaitaire, donc, on
20 s'entend sur un montant qui va être fixe, dans un
21 sens, par exemple, si on a, je ne sais pas, un
22 contrat de trois millions (3 M\$), bien, c'est ça,
23 c'est... on a un contrat qui est signé avec un
24 montant forfaitaire de trois millions (3 M\$) pour
25 faire telle, telle, telle activité dans le mandat.

1 Q. **[358]** O.K. Est-ce que vous dites qu'au niveau du
2 Ministère des Transports du Québec, il y a un peu
3 une guerre de prix présentement ou... dans
4 certaines municipalités, vous dites qu'il y a en a
5 une, est-ce que vous voyez une guerre de prix
6 présentement au niveau du Ministère des Transports
7 du Québec?

8 R. Au Ministère des Transports, le prix est négocié
9 avec le client...

10 Q. **[359]** Une fois choisi au niveau...

11 R. Oui.

12 Q. **[360]** ... une fois choisi au niveau de la qualité?
13 Quand il y a une guerre de prix, comme
14 présentement, vous dites qu'il existe dans
15 certaines municipalités, est-ce que vous avez quand
16 même la conviction que le travail est bien fait?
17 Qu'on ne tourne pas les coins ronds pour...

18 R. Moi, je ne veux pas être alarmiste, mais je veux
19 dire, c'est sûr que nous, moi, personnellement, on
20 ne tournera pas les coins ronds, mais je veux dire,
21 je parlais tout à l'heure de réduction de soixante-
22 quinze pour cent (75 %), tout ça, c'est inquiétant
23 de voir ça, puis nous, d'ailleurs, on ne diminue
24 pas nos prix autant que ça. C'est une situation qui
25 n'est pas... c'est pour ça que je ferais atten...

1 mon point, c'est de faire attention à la situation
2 actuelle puis de se comparer à la situation
3 actuelle, parce que selon moi, ce n'est pas... ce
4 n'est pas dans le marché. Ce n'est pas une
5 situation qui est viable. On... les... puis je
6 reviens peut-être avec un exemple qu'on a connu au
7 gouvernement qui était la Société immobilière du
8 Québec, en... je pense à la fin des années quatre-
9 vingt-dix (90), la Société immobilière du Québec
10 est allée, justement, avec des soumissions par
11 prix, avec les firmes de génies. Et là, ce qui est
12 arrivé, c'est qu'au fur et à mesure, il y a eu une
13 guerre de prix, puis tout ça, puis les firmes, il y
14 a des firmes importantes qui ont décidé de sortir
15 ou de se retirer, de ne plus soumissionner. Nous,
16 ça a été notre cas.

17 Mais à un moment donné, bon, le
18 gouvernement a revu sa méthode de fonctionner puis
19 là, on est revenu à une sélection qui est basée sur
20 la compétence. Là, je pense que ça, cette méthode-
21 là, selon moi, pour nos services professionnels, on
22 devrait tendre vers cette méthode-là pour la
23 rémunération des ingénieurs. Puis en ce moment, le
24 marché qu'on voit comme tel, dans mon livre à moi,
25 il... il ne faut pas se baser sur ce qu'on voit en

1 ce moment, il va y avoir des firmes qui vont peut-
2 être délaisser ce marché-là. Il va y avoir des
3 changements dans le marché, mais est-ce que les
4 prix peuvent se maintenir à un niveau comme ça?
5 Selon moi, non. Les prix ne peuvent pas faire
6 autrement que de remonter à un niveau qui est
7 acceptable pour les firmes.

8 Puis le décret, c'est là que je reviens au
9 décret, le décret, quand même malgré le fait que le
10 décret, même, là, n'a pas été actualisé depuis
11 trois ou quatre ans, selon moi, il devrait être
12 actualisé année après année, mais là, ça fait trois
13 ou quatre ans que ça n'a pas été actualisé. Mais je
14 pense que c'est là qu'il y a quand même une base
15 intéressante pour la rémunération des firmes de
16 génie-conseil.

17 (11:56:58)

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Q. **[361]** Quand vous parlez que vous négociez... quand
20 vous négociez avec le Ministère des Transports avec
21 un prix forfaitaire, je comprends que vous, donc,
22 insatisfait du décret, vous augmentez le taux
23 horaire de vos ingénieurs pour vous entendre sur un
24 prix...

25 R. Non.

1 Q. **[362]** ... forfaitaire?

2 R. Non. Non, ce que je veux dire, c'est que le
3 Ministère des Transports a... les ingénieurs du
4 Ministère des Transports, le Ministère lui-même,
5 identifie une enveloppe, puis je veux dire les
6 projets aussi, on est capable de voir, avec le type
7 de projet, puis tout ça, quelle va être l'envergure
8 du mandat. Il y a une négociation qui se fait pour
9 le forfait, mais ce n'est pas une augmentation du
10 décret, je ne dirais pas ça, non.

11 Q. **[363]** Une augmentation du taux horaire.

12 R. Non, non plus. Non plus.

13 Me BERTHELET :

14 Q. **[364]** Ça complète, merci.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. **[365]** Est-ce que d'autres avocats veulent contre-
17 interroger? Maître... attendez. Oui? Maître
18 Tremblay?

19 Me ESTELLE TREMBLAY :

20 Q. **[366]** Oui le Parti Québécois aura un contre-
21 interrogatoire tenu par Me Marie-Claude Sarrazin,
22 qui m'accompagne ce matin.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Parfait, alors qui veut y aller au départ, il y a
25 Maître Rochefort, là, qui a levé la main. O.K.,

1 allez-y, Me Rochefort.

2 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DANIEL ROCHEFORT :

3 Q. **[367]** Monsieur Cadotte, je suis Daniel Rochefort
4 pour l'Association de la construction du Québec.

5 R. Bonjour.

6 Q. **[368]** Est-ce que je me trompe si j'affirme que
7 la... concernant le contrat des compteurs d'eau, la
8 dernière réunion d'information que vous avez eue,
9 avant qu'on lance les appels d'offres, c'était
10 celle du vingt-trois (23) mai deux mille sept
11 (2007)?

12 R. Non, cette réunion-là a eu lieu durant le processus
13 d'appel d'offres. L'appel de propositions, là, je
14 n'ai plus mon papier...

15 Q. **[369]** Oui.

16 R. ... mais l'appel de propositions avait été lancé le
17 dix-huit (18) avril deux mille sept (2007).

18 Q. **[370]** O.K.

19 R. Donc, ça a été... c'était dans le cours des
20 activités de l'appel de propositions.

21 Q. **[371]** O.K. Pouvez-vous nous dire quel était
22 l'objectif de cette rencontre du vingt-trois (23)
23 mai deux mille sept (2007)?

24 R. Bien, dans le cadre de ces projets-là, qui sont
25 complexes, qui sont d'envergure, souvent, je dirais

1 que c'est quand même une pratique courante d'avoir
2 des rencontres avec le client pour discuter des
3 enjeux. On le voit dans les partenariats publics
4 privés, là, je pense que c'était le parallèle que
5 je faisais, donc, c'est pour être certain, parce
6 qu'on parle de partage de risques, donc, c'est pour
7 être certain, avec le client qu'on partage les
8 mêmes bases, puis si jamais on a des commentaires à
9 faire, bien, qu'on puisse les faire, donc, c'est
10 dans un processus très standard au Québec,
11 ailleurs, dans les autres provinces, aussi, d'avoir
12 ce type d'échange-là. Et donc, c'est dans cet
13 esprit-là que s'est fait cette rencontre du vingt-
14 trois (23) mai.

15 Q. [372] De votre côté, je comprends qu'il y avait des
16 gens de SNC, de Gaz Métro et de Suez Environnement?

17 R. Oui.

18 Q. [373] Pouvez-vous nous dire qui, il y avait de
19 l'autre côté?

20 R. De l'autre côté, je me souviens qu'il y avait des
21 représentants de BPR, il y avait des représentants
22 de firmes d'avocats, aussi.

23 Q. [374] Est-ce que vous savez lesquelles?

24 R. Il y avait Dunton Rainville, si je me souviens
25 bien. Et il y avait aussi des fonctionnaires de la

1 Ville de Montréal, à mon souvenir.

2 Q. [375] Est-ce qu'il y avait des entrepreneurs?

3 R. Non, pas à ma connaissance.

4 Q. [376] O.K. Dans un autre ordre d'idées, est-ce
5 qu'il était à votre connaissance que monsieur
6 Trépanier a atteint l'âge de soixante-dix (70) ans?

7 R. Je ne pourrais pas dire.

8 Q. [377] Donc, vous n'avez pas été invité au party des
9 soixante-dix (70) ans de monsieur Trépanier?

10 R. Non, non.

11 Q. [378] Je n'ai pas d'autres questions. Merci.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Merci, Maître Rochefort. Quelqu'un d'autre? Maître
14 Sarrazin, ça vous va, Maître Dorval. Bonjour,
15 Maître Sarrazin?

16 Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN :

17 Vous allez bien.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Oui.

20 Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN :

21 Merci.

22 (12:00:54)

23 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN :

24 Q. [379] Bonjour, Monsieur Cadotte?

25 R. Bonjour.

1 Q. **[380]** Je représente le Parti québécois ici ce matin
2 en remplacement de maître Tremblay, puis je vais
3 vous interroger sur votre connaissance personnelle
4 d'événements qui sont survenus dans la période de
5 mille neuf cent quatre-vingt-seize (1996) à deux
6 mille trois (2003), soit la période visée par le
7 mandat de la Commission durant lequel le Parti
8 québécois formait le gouvernement?

9 R. O.K. Oui.

10 Q. **[381]** Madame Blanchette, pourriez-vous, s'il vous
11 plaît, exhiber au témoin la pièce 45P-550. Il
12 s'agit du tableau représentant le nombre des
13 contrats, la valeur des contrats et parts de
14 marchés de six firmes de génie-conseil pour
15 l'octroi des contrats de conception de plans et
16 devis...

17 R. Oui.

18 Q. **[382]** ... et de surveillance des travaux du MTQ...

19 R. O.K.

20 Q. **[383]** ... de quatre-vingt-dix-sept (97) à deux
21 mille douze (2012)?

22 R. Oui.

23 Q. **[384]** Est-ce que vous reconnaissez, Monsieur
24 Cadotte, que SNC-Lavalin a obtenu du gouvernement
25 du Québec des contrats de services professionnels

1 pour un total de deux cent quarante-sept millions
2 cinq mille et dix-sept dollars (47 005 017 \$) pour
3 la période totale, là, couverte par le tableau de
4 mille neuf cent quatre-vingt-seize (1996) à deux
5 mille douze (2012)?

6 R. Bien écoutez, je n'ai pas eu l'occasion de vérifier
7 ces chiffres-là comme tel, mais je pense que ça
8 doit être plausible effectivement.

9 Q. **[385]** C'est plausible?

10 R. Comme montants, oui.

11 Q. **[386]** Parfait.

12 R. Au ministère des Transports, oui c'est ça.

13 Q. **[387]** Oui?

14 R. Oui.

15 Q. **[388]** Maintenant, reconnaissez-vous que SNC-Lavalin
16 a obtenu du gouvernement du Québec des contrats de
17 services professionnels pour un total, là, puis on
18 a fait le calcul, là, pour les lignes mille neuf
19 cent quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit
20 (1997-1998) à deux mille deux, deux mille trois
21 (2002-2003)?

22 R. Hum, hum.

23 Q. **[389]** Ça nous donne un total de dix-sept millions
24 huit cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent
25 vingt-deux (17 897 922 \$). Est-ce que les chiffres

1 de ces années-là vous semblent plausibles, le total
2 étant le chiffre que je vous mentionne?

3 R. Oui, ça me semble, je pense que c'est plausible,
4 oui.

5 Q. **[390]** Parfait. Est-il exact de dire que les
6 contrats publics obtenus du gouvernement du Québec
7 par SNC-Lavalin de mille neuf cent quatre-vingt-
8 seize (1996) à deux mille trois (2003) l'ont été à
9 la suite d'appels d'offres publics?

10 R. Oui.

11 Q. **[391]** À votre connaissance, SNC-Lavalin a-t-elle
12 reçu une promesse d'un élu du Parti québécois en
13 vue d'obtenir l'un ou l'autre des contrats publics?

14 R. Non.

15 Q. **[392]** À votre connaissance, SNC-Lavalin a-t-elle
16 participé à une collusion en vue d'obtenir l'un ou
17 l'autre de ces contrat publics?

18 R. Non.

19 Q. **[393]** À votre connaissance, SNC-Lavalin a-t-elle
20 reçu des informations privilégiées relativement à
21 l'un ou l'autre de ces contrats publics avant de
22 déposer sa soumission?

23 R. Non.

24 Q. **[394]** À votre connaissance, SNC-Lavalin a-t-elle
25 divulgué à des tiers non autorisés des informations

1 privilégiées relativement à l'un ou l'autre de ces
2 contrats publics...

3 R. Non.

4 Q. **[395]** ... avant de déposer sa soumission?

5 R. Non.

6 Q. **[396]** À votre connaissance toujours, SNC-Lavalin a-
7 t-elle participé à un stratagème de faux extras en
8 rapport à l'un ou l'autre de ces contrats publics?

9 R. Non.

10 Q. **[397]** À votre connaissance, SNC-Lavalin a-t-elle
11 corrompu un fonctionnaire du gouvernement du Québec
12 à l'occasion de l'octroi de l'un ou l'autre de ces
13 contrats publics?

14 R. Non.

15 Q. **[398]** À votre connaissance, SNC-Lavalin a-t-elle
16 corrompu un fonctionnaire d'un organisme public
17 québécois à l'occasion de l'octroi d'un contrat
18 public pendant la période pour laquelle le Parti
19 québécois formait le gouvernement?

20 R. Non.

21 Q. **[399]** À votre connaissance, SNC-Lavalin a-t-elle
22 corrompu un fonctionnaire du gouvernement du Québec
23 à l'occasion de l'exécution de l'un ou l'autre de
24 ces contrats publics?

25 R. Non.

1 Q. **[400]** À votre connaissance, SNC-Lavalin a-t-elle
2 corrompu un élu du Parti québécois à l'occasion de
3 l'octroi de l'un ou l'autre de ces contrats
4 publics?

5 R. Non.

6 Q. **[401]** À votre connaissance, SNC-Lavalin a-t-elle
7 corrompu un élu du Parti québécois à l'occasion de
8 l'exécution de l'un ou l'autre de ces contrats
9 publics?

10 R. Non.

11 Q. **[402]** Et finalement, à votre connaissance, SNC-
12 Lavalin a-t-elle corrompu un membre d'un comité de
13 sélection à l'octroi de l'un ou l'autre de ces
14 contrats publics?

15 R. Non.

16 Q. **[403]** Je n'ai pas d'autres questions pour le
17 témoin. Merci.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Merci, Maître Sarrazin.

20 Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN :

21 Merci.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Quelqu'un d'autre veut contre-interroger. Maître

24 Dorval?

25

1 Me MICHEL DORVAL :

2 Je pense que mon collègue va peut-être débiter
3 avant.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Maître Dugas? Parfait.

6 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ANDRÉ DUGAS :

7 Q. **[404]** Bonjour, je représente le Parti libéral du
8 Québec?

9 R. Bonjour.

10 Q. **[405]** Et vous allez voir ma ligne de questions est
11 pas mal semblable à celle que vous venez
12 d'entendre. Pour le Parti libéral, on parle de deux
13 mille trois (2003) à deux mille onze (2011)
14 inclusivement. Alors, si je vous posais les mêmes
15 questions que ma collègue, maître Sarrazin, peut-
16 être que vous vous en rappelez, je vais essayer
17 peut-être de vous mettre dans le contexte. Est-ce
18 que vous auriez répondu la même chose? Est-ce qu'il
19 y a eu corruption d'élus de la part de SNC-Lavalin
20 pendant cette période?

21 R. Non.

22 Q. **[406]** Et évidemment moi j'inclus les contrats avec
23 le ministère du Transport puis les organismes qui
24 découlent du gouvernement du Québec, à ce moment-
25 là, vous comprenez?

1 R. Oui.

2 Q. **[407]** Alors, si on parle...

3 R. Évidemment, je réponds toujours à ma connaissance,
4 n'est-ce pas?

5 Q. **[408]** Oui, oui, absolument.

6 R. Parfait. C'est ça.

7 Q. **[409]** Absolument?

8 R. Oui.

9 Q. **[410]** C'est aussi bien de répondre à votre
10 connaissance qu'en connaissance d'autres personnes.
11 Alors, au niveau des élus, donc, vous n'avez pas eu
12 d'informations privilégiées?

13 R. À ma connaissance, non.

14 Q. **[411]** Vous n'avez pas eu d'incitations à donner en
15 disant on va vous promettre un contrat ou quoi que
16 ce soit?

17 R. Non.

18 Q. **[412]** Vous n'avez pas eu aussi dans les paiements,
19 dans la gestion des contrats, dans les extras,
20 quelques discussions avec des élus à ce sujet-là.

21 R. À ma connaissance, non.

22 Q. **[413]** Et maintenant, si on parle de fonctionnaires,
23 est-ce que vous avez eu des fonctionnaires des
24 informations privilégiées, des incitations à
25 corruption, est-ce que vous avez eu des discussions

1 qui seront, que je peux appeler au sens large,
2 irrégulières vis-à-vis vos contrats?

3 R. Non.

4 Q. **[414]** Ou les futurs contrats?

5 R. Non.

6 Q. **[415]** Ou les appels d'offres?

7 R. Non.

8 Q. **[416]** Donc, si je comprends bien, là, pour vous
9 depuis deux mille trois (2003) sous l'égide d'un
10 gouvernement libéral, il n'y a pas eu de trucage de
11 ces contrats-là?

12 R. À ma connaissance, non.

13 Q. **[417]** Je n'ai pas d'autres questions.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Q. **[418]** Mais le fait de savoir, de vous faire appeler
16 avant l'appel d'offres pour vous ce n'est pas un
17 trucage ça?

18 R. Qu'est-ce que vous voulez dire, appeler avant?

19 Q. **[419]** Bien vous faire dire que vous allez obtenir
20 le contrat, ce n'est pas une...

21 Me ANDRÉ DUGAS :

22 Est-ce que cette question-là a déjà été... Je n'ai
23 pas entendu le témoin dire ça, par exemple, Madame
24 la Commissaire, respectueusement.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Bien, le témoin a dit... en tout cas, en ce qui
3 concerne la Ville de Montréal, qu'il recevait
4 les...

5 Me ANDRÉ DUGAS :

6 À la Ville de Montréal. Non, mais ici on ne pose
7 pas de question là-dessus, on parle du gouvernement
8 du Québec.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. **[420]** Alors, O.K., avec le MTQ ou quelque autre
11 organisme gouvernemental?

12 R. Oui, oui, c'est avec les organismes
13 gouvernementaux, oui.

14 Me ANDRÉ DUGAS?

15 C'est bien? Merci.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Maître Dorval? Allez-vous poser les mêmes
18 questions?

19 (12:08:06)

20 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me MICHEL DORVAL :

21 Non. Je pense qu'on a couvert ce sujet-là de gauche
22 et de droite.

23 Q. **[421]** Bonjour, Monsieur Cadotte, mon nom est Michel
24 Dorval.

25 R. Bonjour.

1 Q. **[422]** Je suis l'avocat d'Union Montréal. Ma ligne
2 de question va être effectivement différente. La
3 première fois que vous êtes approché pour faire
4 partie de ce petit monde de collusion, comment ça
5 se fait exactement? Un coup de téléphone, un dîner,
6 une rencontre? On vous approche comment?

7 R. Il n'y a pas eu de moment, là, qui me revienne en
8 tête sur cet aspect-là. Ça s'est... Comme j'ai
9 expliqué, entre autres monsieur Trépanier, je crois
10 que je l'ai connu dans les années deux mille trois
11 (2003), deux mille quatre (2004). Et c'est au fur
12 et à mesure de rencontres ou de discussions que
13 c'est apparu.

14 Q. **[423]** Mais la première fois que vous entendez
15 parler que bon, on va faire un regroupement et on
16 va fixer les prix, on va faire des faux appels
17 d'offres pour essayer de prédéterminer quel
18 consortium ou quelle firme l'aurait, la première
19 fois, là, que vous entendez parler de ça,
20 probablement que c'est en deux mille quatre (2004)?

21 R. Dans ces années-là, oui.

22 Q. **[424]** Très bien. Et c'est monsieur Trépanier ou
23 monsieur Lalonde qui vous en parle?

24 R. C'est monsieur Trépanier.

25 Q. **[425]** Monsieur Trépanier. Très bien. Et monsieur

1 Trépanier, bon, naturellement, vous, vous y voyez
2 un avantage, qui est de ne pas perdre le marché, et
3 même peut-être développer le marché à Montréal,
4 c'est exact?

5 R. Bien, on voulait, c'est certain qu'on voulait
6 continuer. On avait un historique à Montréal, puis
7 on voulait continuer à travailler pour la Ville de
8 Montréal.

9 Q. **[426]** Puis l'avantage de monsieur Trépanier,
10 c'était quoi?

11 R. L'avantage de?

12 Q. **[427]** Pour monsieur Trépanier, c'était quoi?

13 R. L'avantage de... Je ne suis pas certain de
14 comprendre.

15 Q. **[428]** Bien, d'avoir un regroupement de firmes qui
16 font de la collusion ensemble, puis de garantir des
17 mandats. C'était quoi son avantage? Est-ce qu'il
18 vous en a parlé?

19 R. Son avantage... Il y avait eu une campagne de
20 financement. Mais c'est vrai que c'était avant, là.
21 L'avantage, je ne pourrais pas vraiment vous
22 répondre, désolé.

23 Q. **[429]** La première fois, là, que vous en parlez ou
24 que monsieur... je présume que monsieur Lalonde
25 vous en a parlé? Vous dites, là, que monsieur

1 Lalonde est... bon...

2 R. Monsieur Lalonde est apparu après, disons que ça
3 c'est clair dans mon esprit, c'est arrivé par la
4 suite. Donc, j'ai entendu parler du rôle de
5 monsieur Lalonde, effectivement, par monsieur
6 Trépanier.

7 Q. **[430]** O.K. Et ce que je comprends, c'est que ni
8 monsieur Trépanier, ni monsieur Lalonde, en aucune
9 occasion, vous parle d'une contribution de trois
10 pour cent (3 %) sur la valeur de vos mandats?

11 R. Moi je n'ai jamais entendu parler de cette
12 question-là, effectivement.

13 Q. **[431]** Est-ce qu'on est d'accord de dire que... je
14 veux dire, vous n'en avez pas entendu parler, mais
15 on parle, si on regarde sur le montant des contrats
16 que vous avez eus, et compte tenu que ce serait une
17 somme payable en argent comptant, je vois les
18 difficultés que vous semblez avoir eues à trouver
19 de l'argent comptant. Et on parle d'une grosse
20 somme, là. Vous auriez vu ça passer, là?

21 R. Si on... Vous parlez du trois pour cent (3 %), là,
22 par exemple...

23 Q. **[432]** Oui.

24 R. Là, on n'a pas les chiffres, mais disons que c'est
25 sûr que si on calcule trois pour cent (3 %) sur la

1 base de nos contrats...

2 Q. **[433]** Si on y va vite, vite, vite, là, puis on
3 ferme un oeil, ça donne trente millions (30 M\$) de
4 contrats, là.

5 R. Donc, trois pour cent (3 %) ça donne neuf cent
6 mille dollars (900 000 \$).

7 Q. **[434]** « Give or take », là, mettons un million
8 (1 M\$), là...

9 R. C'est ça, c'est un gros montant.

10 Q. **[435]** ... sur trente-trois millions (33 M\$)?

11 R. Oui.

12 Q. **[436]** Donc, vous auriez vu ça passer, là, un
13 million (1 M\$) en argent comptant, vous auriez été
14 obligé d'en emporter quelque part, là?

15 R. Je pense que oui, je l'aurais vu passer, mais je ne
16 peux pas... Tu sais, je veux dire... Mais moi, je
17 ne l'ai pas vu passer, puis je pense
18 qu'effectivement, oui, je l'aurais vu passer,
19 compte tenu de l'importance du montant.

20 Q. **[437]** O.K.

21 R. Si ça avait eu lieu, évidemment.

22 Q. **[438]** Alors, et je comprends de votre témoignage
23 que si ça vous avait été demandé, SNC aurait
24 refusé?

25 R. Moi je pense que oui, effectivement, ça aurait été

1 refusé.

2 Q. [439] O.K. Toujours au niveau du trois pour cent
3 (3 %), j'ai entendu mon collègue de la Ville de
4 Montréal faire un calcul mathématiques de vos
5 profits. Ce que j'en conclus, c'est parce qu'il y a
6 eu d'autres témoignages qui ont été rendus de
7 firmes d'ingénieurs qui ont payé le trois pour cent
8 (3 %), je dois en venir à la conclusion que vous,
9 vous avez fait trois pour cent (3 %) de plus que
10 tous les co-collusionnaires? Parce que c'est ça,
11 là. Si vous ne l'avez pas payé, vous avez fait
12 trois pour cent (3 %) de plus, parce que le système
13 de « bidage », là, je veux dire, bidon, c'était le
14 chiffre prévu, puis on enlevait deux pour cent
15 (2 %), deux pour cent (2 %), deux pour cent (2 %).
16 Donc, eux ont payé trois... ont perdu, en fait,
17 trois pour cent (3 %) sur ces contrats-là, que
18 vous, vous avez empoché?

19 R. Bien, nous, c'est sûr qu'on n'a pas participé au
20 trois pour cent (3 %), comme je l'ai expliqué. De
21 là à dire qu'on a nécessairement fait plus trois
22 pour cent (3 %), je ne pense pas que je puisse pas
23 répondre à cette question-là, parce que ça dépend
24 de toutes sortes d'autres facteurs chez nos
25 compétiteurs, puis même chez nous, dans un sens,

1 dépendant de notre performance sur les projets,
2 puis tout ça. Donc, c'est hasardeux pour moi de
3 faire cette conclusion-là.

4 Q. **[440]** Je comprends. Monsieur Trépanier avait-il un
5 patron?

6 R. Bien, ce que j'en comprends, c'est que de deux...
7 Moi, quand je l'ai connu, jusqu'en deux mille six
8 (2006), à peu près, monsieur Trépanier était à
9 l'emploi du Parti Union Montréal. Et après deux
10 mille six (2006), il n'était plus à l'emploi du
11 Parti Union Montréal. Donc, je n'ai pas... Mais il
12 a continué ses activités, je n'ai pas senti un
13 changement dans ses activités avant deux mille six
14 (2006) et après deux mille six (2006). Et donc,
15 pour répondre à votre question, avant deux mille
16 six (2006) il avait probablement un patron au
17 parti, puis après deux mille six (2006), bien, je
18 ne peux pas... je ne connais pas son statut
19 d'emploi et qui était son patron. Mais une chose
20 est certaine, comme je l'ai relaté, quand même, il
21 y avait une proximité avec monsieur Frank Zampino.

22 Q. **[441]** O.K. Si je vous suggérais que d'apparence,
23 monsieur Trépanier semblait se rapporter à monsieur
24 Zampino en matière de grandes décisions? Quand vous
25 dites : « Monsieur Trépanier venait me voir, il me

1 disait... » Parce que vous, vous ne passiez pas
2 trop, trop par monsieur Lalonde, vous préféreriez...

3 R. Oui.

4 Q. **[442]** ... allez directement l'entendre, comme on
5 dit, de la bouche du cheval...

6 R. Exact.

7 Q. **[443]** ... et là, Trépanier vous disait: « Bien là,
8 moi, il faut que j'aie mon « meeting » avec Zampino
9 pour qu'on décide ça », aviez-vous l'impression que
10 monsieur Zampino était, en bout de ligne, le
11 décideur?

12 R. Oui.

13 Q. **[444]** Très bien. Donc, je vous repose ma question,
14 par rapport à la collusion, là, O.K. et les argents
15 qui peuvent avoir été recueillis, qui était, selon
16 vous, le patron de monsieur Trépanier?

17 R. Bien, dans ce cadre-là, c'était monsieur Zampino.

18 Q. **[445]** Et ce, même avant son départ en deux mille
19 six (2006)?

20 R. Je dirais oui.

21 Q. **[446]** Très bien. Après le départ de monsieur
22 Trépanier, en deux mille six (2006), savez-vous où
23 il a abouti?

24 R. Non. Pour être franc, non.

25 Q. **[447]** O.K. Vous ne savez-pas où il oeuvrait?

1 R. Non.

2 Q. **[448]** Et est-ce qu'il avait changé son titre? Est-
3 ce qu'il se décrivait d'une autre façon?

4 R. C'est sûr qu'il n'avait pas... il n'avait plus son
5 titre officiel au parti...

6 Q. **[449]** Hum.

7 R. ... je pense, mais il était quand même très présent
8 dans les activités politiques du parti. Donc, c'est
9 un peu difficile pour moi de préciser son titre,
10 mais dans mon esprit, ça a continué comme c'était
11 avant.

12 (12:15:55)

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Q. **[450]** Si vous le permettez, alors, vous, vous avez
15 su qu'il n'était plus... qu'il n'avait plus ce
16 titre par les journaux? Pas parce que lui vous l'a
17 dit?

18 R. Je ne pourrais pas... je ne me souviens pas... est-
19 ce que lui m'en av... je ne pourrais pas vous
20 répondre, désolé, je n'ai pas... non, non, je l'ai
21 su... non, non, vous dites par les journaux par la
22 suite, beaucoup plus tard, dans un sens. Non, je ne
23 l'ai pas vraiment su... par lui, probablement, à
24 l'époque où ça s'est passé, là.

25 Q. **[451]** Alors donc, au même moment où il vous dit, -

1 parce que j'imagine que vous le rencontrez très
2 souvent lors d'échanges d'argent, de cocktails de
3 financement - et il a besoin d'argent, il vous
4 demande de l'argent, c'est exact?

5 R. Oui, mais de là à dire très souvent, je ne dirais
6 pas très souvent, là, personnellement...

7 Q. **[452]** Bon...

8 R. ... mais je le rencontrais à quelques reprises,
9 disons, durant l'année.

10 Q. **[453]** J'essaie de déterminer au moment où vous
11 apprenez qu'il ne fait plus partie d'Union
12 Montréal, c'est-à-dire qu'il n'est plus...

13 R. Employé.

14 Q. **[454]** ... employé, disons dûment représentant...

15 R. Oui.

16 Q. **[455]** ... pour continuer d'obtenir de l'argent, il
17 vous dit quoi?

18 R. Bien, lui, il dit: « Je ne suis plus un employé du
19 parti », mais dans un sens, ça ne change rien, il
20 continuait à vendre des billets de cocktail du
21 parti. Il était... son rôle, comme tel, dans les
22 faits, n'avait pas changé.

23 Q. **[456]** Alors il vous l'a dit ça, bien qu'il...?

24 R. Il m'a sûrement informé qu'il n'était plus employé
25 du parti mais il continuait à jouer le même rôle

1 comme tel.

2 Q. **[457]** O.K.

3 Me MICHEL DORVAL :

4 Q. **[458]** Sauf qu'à ce moment-là, le rôle, il l'a joué
5 à titre personnel? Comme moi, je peux aller
6 chercher des fonds pour un parti politique en
7 autant que je m'enregistre, là, mais je veux
8 dire... puis c'est moi, personnellement, qui... je
9 n'ai pas d'emploi avec ces gens-là, mais par
10 conviction, je vais chercher de l'argent. Est-ce
11 que c'est un peu ça que vous avez conclu?

12 R. Bien, il faisait toujours le même type de
13 représentations, c'était toujours pour le même
14 parti et c'était toujours dans le même cadre.

15 Q. **[459]** En échange, là, et contributions en échange
16 d'avoir des faveurs au niveau de la gestion des
17 contrats de la Ville?

18 R. Bien, moi, je reviens à cette époque-là, en deux
19 mille six (2006) quand il a changé de... nous, on
20 participait de temps à autre à certains événements,
21 comme je l'ai mentionné, à certains cocktails,
22 donc, ça a été la relation que j'avais avec
23 monsieur Trépanier à cette époque-là.

24 Q. **[460]** O.K. Mais ce que je comprends, c'est qu'en
25 aucun temps, durant toute la période que vous avez

1 connu monsieur Trépanier, monsieur Trépanier aurait
2 dit, exemple, « Bon, là, écoutez, il faut que j'en
3 parle au directeur général d'Union Montréal »?

4 R. Non, je n'ai pas entendu ce genre de remarque-là.

5 Q. **[461]** Est-ce que vous avez une idée de ce qu'il a
6 fait avec le cent vingt-cinq... (125),
7 premièrement, vous avez donné cent vingt-cinq mille
8 (125 000 \$), là, ce n'était pas aux locaux d'Union
9 Montréal, ça? C'était aux locaux électoraux de
10 monsieur Zampino?

11 R. C'était au local, mon souvenir, c'était que c'était
12 local électoral de monsieur Zampino, mais qu'il se
13 présentait pour Union Montréal, mais c'est au
14 local...

15 Q. **[462]** De fait, oui, mais ça c'est...

16 R. Dans son... dans son quartier.

17 Q. **[463]** Dans son arrondissement?

18 R. Dans son arrondissement.

19 Q. **[464]** Très bien et vous n'avez pas trouvé ça un peu
20 bizarre qu'on vous demande d'aller là pour remettre
21 une somme aussi astronomique que ça en argent
22 comptant?

23 R. Bien, moi, c'est un événement, ça, où je voulais
24 que tout ça se déroule le plus rapidement possible,
25 là...

1 Q. **[465]** Oui.

2 R. ... et donc, dès que j'ai eu le montant, j'ai
3 appelé puis j'ai dit: « Il faut qu'on se rencontre
4 tout de suite ». Puis ça s'est adonné que c'était
5 là. Ce n'est pas... c'était sur-le-champ.

6 Q. **[466]** Et lorsque vous avez donné cette somme-là,
7 vous dites que bon, vous avez fait un petit tour du
8 bloc en voiture, remis la somme dans une enveloppe,
9 monsieur Trépanier a mis ça dans une petite valise,
10 un petit porte-documents?

11 R. Un petit... un genre de porte-documents, là, mais
12 souple, là, oui.

13 Q. **[467]** O.K., puis là, bien vous êtes revenu au
14 comité électoral de monsieur Zampino?

15 R. Oui.

16 Q. **[468]** Vous êtes rentré?

17 R. Oui.

18 Q. **[469]** Et vous avez salué monsieur Zampino?

19 R. Oui.

20 Q. **[470]** Est-ce que monsieur Zampino, à ce moment-là,
21 semblait savoir, là, qu'est-ce qui venait de se
22 passer, là?

23 R. Je ne peux pas vous dire, parce que de la façon que
24 ça s'est fait, c'est qu'il y avait un local, puis
25 en arrière du local, il y avait une autre salle qui

1 était... où il y avait une table, en rond, puis
2 quand je suis rentré, monsieur Zampino était en
3 réunion avec un certain nombre de personnes, ça
4 fait que moi, le contact avec monsieur Zampino,
5 même là, je ne voulais pas déranger la rencontre,
6 puis tout ça, ça fait que ça a été simplement de
7 lui faire un geste de la main, là. On n'a pas
8 échangé de paroles à cette...

9 Q. **[471]** Avez-vous vu monsieur Trépanier arriver avec
10 sa valise, avec son porte-documents, à monsieur
11 Zampino?

12 R. Non. Non, parce que comme je dis, monsieur Zampino
13 était en rencontre avec plusieurs personnes...

14 Q. **[472]** Hum.

15 R. ... et je n'ai pas vu la suite des choses.

16 Q. **[473]** Très bien. Et est-ce que vous savez ce que
17 monsieur Trépanier a fait avec la somme de cent
18 vingt-cinq mille dollars (125 000 \$) en argent
19 comptant?

20 R. J'en n'ai aucune idée.

21 Q. **[474]** O.K. Ça sera mes questions, Madame la
22 Présidente.

23 (12:20:55)

24 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

25 Q. **[475]** Est-ce que monsieur Trépanier vous a déjà

1 fait allusion au versement d'un possible
2 pourcentage d'un contrat que vous obteniez?

3 R. Moi, personnellement, je n'ai jamais eu... je n'ai
4 jamais été sollicité... je n'ai jamais eu un
5 quelconque doute sur cette question-là, ça n'a
6 jamais été abordé.

7 Q. [476] Vous nous avez dit, tout à l'heure, que vous
8 vous sentiez un peu mal à l'aise avec ce qui se
9 passait à Montréal puis que vous avez échangé avec
10 certains de vos collègues dans votre domaine, à cet
11 effet. Est-ce que ça, vous vous rappelez de ça,
12 d'avoir échangé avec certains de vos collègues?

13 R. Oui, oui.

14 Q. [477] À ce sujet-là?

15 R. Oui, oui.

16 Q. [478] Et vos collègues qui payaient, justement, la
17 contribution, dont Genivar notamment, paie la
18 contribution sur des contrats qu'ils obtenaient,
19 ils ne vous ont jamais qu'eux, donnaient une
20 contribution sur les contrats qu'ils obtenaient?

21 R. Non. Non. Non.

22 Q. [479] Jamais.

23 R. Mais, ce n'était pas le genre... Moi, je ne voulais
24 pas - et d'ailleurs c'était peut-être la même chose
25 pour les autres - mais ce n'était pas pour moi le

1 genre de discussions que je voulais avoir avec...

2 C'est une discussion...

3 Q. **[480]** Non, mais vous avez dit que vous échangez
4 avec vos collègues là dans d'autres firmes sur le
5 malaise que vous aviez par rapport à ce qui se
6 passait.

7 R. Sur le malaise qu'on avait à participer à ça.

8 Q. **[481]** Au partage des contrats.

9 R. Le partage des contrats, puis ce que ça implique
10 là.

11 Q. **[482]** Et ces gens-là ne vous ont jamais dit qu'eux
12 payaient une contribution.

13 R. Non. Non.

14 Q. **[483]** Quoique vous, par ailleurs, vous nous avez
15 dit la semaine dernière que vous aviez quand même,
16 à chaque année, un paiement que vous faites là.
17 Vous avez donné entre cinq et quinze mille dollars
18 (5-15 000 \$) en argent comptant, plus vous achetez
19 beaucoup de billets.

20 R. Oui. On achetait des billets là, c'est ça.

21 Q. **[484]** Beaucoup de billets, plus des contributions
22 faites avec du personnel que vous remboursez en
23 bonus.

24 R. Mais, on parle, c'est ça, comme je vous
25 mentionnais, un montant entre quinze et vingt-cinq

1 mille (15-25 000 \$) par année, disons à partir de
2 peut-être deux mille quatre (2004) jusqu'à deux
3 mille huit (2008), donc c'est durant cette période-
4 là, effectivement, qu'on était sollicité. Puis
5 c'est pour ça là que c'est un peu... c'est de
6 mémoire que j'y vais. C'est pour ça que je dis
7 entre quinze et vingt-cinq mille (15-25 000 \$).
8 C'était peut-être moins, c'était peut-être plus, ça
9 dépendait des années, ce n'était pas nécessairement
10 fixe durant ces années-là. Mais, je dirais que,
11 selon mon souvenir, ça correspondait à la
12 contribution là.

13 Q. **[485]** Et vous échangez de ça chez SNC-Lavalin avec
14 monsieur Morin et monsieur Anctil. Est-ce que je me
15 trompe? Ces deux personnes-là étaient au courant du
16 système.

17 R. Oui.

18 Q. **[486]** Est-ce que vous savez si monsieur Trépanier
19 avait des contacts avec d'autres personnes que vous
20 chez SNC?

21 R. Oui. Bien, il avait des contacts... disons que
22 j'étais la personne principale, mais c'est certain
23 qu'il avait certains contacts plus sporadiques
24 avec... avec monsieur Morin, mais vraiment assez
25 peu là je dirais.

1 Q. **[487]** Est-ce que c'est possible...

2 R. Peut-être une fois ou deux avec monsieur Anctil,
3 peut-être là, peut-être une fois seulement. C'était
4 plus avec monsieur Morin, mais c'était moi qui
5 étais le principal interlocuteur, je dirais là, au
6 fil des ans pour ces questions-là.

7 Q. **[488]** O.K. Mais, eux ne vous ont jamais fait
8 allusion à un quelconque versement de sommes qu'ils
9 faisaient à monsieur...

10 R. Non, non. On n'a jamais...

11 Q. **[489]** ... à monsieur Trépanier.

12 R. C'est ça. On n'a jamais... effectivement, on n'a
13 jamais abordé... on n'a jamais abordé cette
14 question-là, puis ça ne m'a jamais été présenté ou
15 évoqué.

16 Q. **[490]** Quand ça vous a été demandé la première fois
17 par monsieur Trépanier, est-ce que vous avez eu le
18 réflexe d'en parler à vos supérieurs?

19 R. « Demandé la première fois »!

20 Q. **[491]** De contribuer deux cent mille dollars
21 (200 000 \$) comme ça là de...

22 R. Bien oui. Bien, comme je l'ai expliqué, oui. Oui.

23 Q. **[492]** Vous en avez parlé à vos supérieurs.

24 R. Oui, oui.

25 Q. **[493]** Donc, pensez-vous que lorsque vous avez vos

1 supérieurs, ces gens-là en ont parlé également à
2 leurs supérieurs?

3 R. Je ne pourrais pas... je ne pourrais pas... je ne
4 pourrais pas le dire, je ne pourrais pas le dire.

5 Q. **[494]** Mais, le bon réflexe, c'est d'en parler à ses
6 supérieurs lorsqu'on se fait demander de l'argent
7 comptant là. Le bon réflexe, c'est d'en parler
8 d'abord à ses patrons parce qu'on a un... je veux
9 dire, on se questionne à savoir jusqu'où on savait
10 qu'on contribuait illégalement.

11 Q. **[495]** Hum, hum.

12 R. En tout cas, moi...

13 Q. **[496]** Au financement aux partis politiques.

14 R. ... moi, je vous ai répondu. Moi, c'est sûr que
15 j'en ai fait part à mes supérieurs. Mais je n'ai
16 pas d'indication avec qui ça a été discuté peut-
17 être par la suite.

18 Q. **[497]** Mais, vous êtes d'accord avec moi qu'un bon
19 réflexe lorsqu'on est au courant de ça, c'est d'en
20 parler toujours à plus haut que soi.

21 R. Bien, je pense qu'un bon réflexe de façon générale,
22 quand il y a des situations...

23 Q. **[498]** De ce genre.

24 R. Bien, de ce genre ou d'autres, toutes sortes de
25 choses, c'est important quand même de parler à son

1 supérieur. Je précise quand même qu'à l'époque -
2 c'est peut-être une petite précision là, mais -
3 moi, j'étais dans une division. Mon supérieur
4 direct n'était pas nécessairement monsieur Anctil,
5 mais c'est sûr que sur ces questions-là, on
6 échangeait.

7 Q. **[499]** C'était lui qui était... c'était lui qui
8 était...

9 R. Bien, c'était lui qui était...

10 Q. **[500]** C'est à lui à qui il fallait parler.

11 R. Oui, c'est ça.

12 Q. **[501]** O.K. Parfait.

13 (12:25:06)

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Q. **[502]** Êtes-vous en train de nous dire que vous
16 aviez parlé à votre supérieur immédiat qui n'était
17 pas monsieur Anctil ou monsieur Morin?

18 R. Non. Je veux dire, c'était... ces questions-là
19 étaient traitées... étaient traitées par les gens
20 que j'ai évoqués, puis c'était... c'est avec eux
21 qu'on en parlait.

22 Q. **[503]** Et si vous êtes en mesure de nous dire, à un
23 certain nombre de reprises avec lesquels monsieur
24 Trépanier seraient entrés en contact avec eux,
25 c'est parce qu'ils vous l'ont dit?

1 R. Oui. Oui.

2 Q. [504] O.K. Est-ce que d'autres personnes veulent
3 contre-interroger vraisemblablement? Non.

4 Me DENIS GALLANT :

5 Euh!

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Oui.

8 Me DENIS GALLANT :

9 La réponse était « non »?

10 LA PRÉSIDENTE :

11 C'est « non ».

12 Me DENIS GALLANT :

13 Alors, donc ce que je vais faire, moi, je vais
14 terminer... j'ai terminé avec le témoin. Je vais,
15 par contre, pour qu'on suive un ordre logique, le
16 tableau des contrats obtenus de la Ville de
17 Montréal, je vais réserver la cote pour qu'on
18 dépose le plus rapidement possible le tableau
19 modifié. Donc la cote, Madame la Greffière, qu'on
20 va réserver va être 52P-564. Et ça va être terminé
21 pour moi.

22 LA GREFFIÈRE :

23 564, c'est ça.

24 Me DENIS GALLANT :

25 Q. [505] Alors, merci, Monsieur Cadotte.

1 LA GREFFIÈRE :

2 Et c'est l'onglet 6, c'est bien ça?

3 Me DENIS GALLANT :

4 C'est l'onglet 6, Madame la Greffière.

5

6 52P-564 : Tableau sur le nombre et la valeur des
7 contrats octroyés à la firme SNC-
8 Lavalin Inc., ses filiales et ses
9 consortiums par la Ville de Montréal
10 entre 2002-2011

11

12 LA GREFFIÈRE :

13 Merci.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Alors, j'ai vu maître Roy s'approcher, mais maître
16 Roy s'approcher, mais il est presque midi trente
17 (12 h 30). Alors, nous n'allons pas aborder un
18 autre sujet avant deux heures (14 h) cet après-
19 midi. Alors, bon appétit.

20 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS.

21 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

22

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Bon après-midi. Bonjour, Monsieur.

25

1 M. PIERRE LAVALLÉE :

2 Bonjour.

3 Me CLAUDINE ROY :

4 Bonjour.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Bonjour, Maître Roy.

7 LA GREFFIÈRE :

8 Je vais l'assermenter?

9 Me CLAUDINE ROY :

10 Oui.

11 LA GREFFIÈRE :

12 Si vous voulez vous lever debout, Monsieur, pour
13 être assermenté, s'il vous plaît

14

15

16

1 L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce dix-huitième (18ième)
2 jour du mois de mars,

3
4 A COMPARU :

5
6 PIERRE LAVALLÉE,

7
8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9
10 INTERROGÉ PAR Me CLAUDINE ROY :

11 Alors, bonjour. Peut-être avant que ne débute le
12 témoignage de monsieur Lavallée, vous dire, comme
13 il vient de le mentionner, qu'il est président de
14 BPR Inc. et il va venir témoigner relativement aux
15 demandes qui ont été faites dans le cadre des
16 contrats de Montréal, demandes qui ont été faites à
17 BPR en regard d'une ristourne à retourner par le
18 biais là de monsieur Meunier qui est un témoin que
19 vous avez entendu la semaine dernière là pour que
20 ça puisse être retourné à monsieur Bernard
21 Trépanier.

22 Q. [506] Alors, Monsieur Lavallée, je vais tout
23 d'abord vous demander de nous raconter votre
24 parcours académique, en fait, nous dire quelles
25 sont vos études et, par la suite là, quels sont les

1 emplois que vous avez occupés au cours des
2 dernières années.

3 R. Donc, j'ai un bac en chimie et biochimie, une
4 maîtrise en hydraulique urbaine et un doctorat en
5 hydraulique urbaine, à la fois l'INRS et une
6 formation à l'Institut des sciences des ingénieurs
7 de Montpellier en France, diplômé en quatre-vingt-
8 huit (88). J'ai donc fondé, à cette époque-là, une
9 compagnie spécialisée en hydraulique urbaine qui a
10 fusionné en...

11 Q. **[507]** Qui s'appelle comment? Je m'excuse.

12 R. Qui s'appelait Asseau, Assainissement de l'eau.

13 Q. **[508]** Oui.

14 R. Et qui a fusionné avec BPR en mil neuf cent quatre-
15 vingt-dix (1990). Je suis resté donc un directeur
16 de projets jusque dans les années deux mille
17 (2000), j'agissais comme expert technique. De deux
18 mille (2000) à deux mille quatre (2004), j'ai
19 développé le marché international plus fortement,
20 toujours en hydraulique urbaine.

21 Je suis devenu le vice-président principal
22 infrastructure chez BPR de deux mille quatre (2004)
23 à deux mille six (2006). Le président et chef des
24 opérations de deux mille six (2006) à deux mille
25 huit (2008) et le président et chef de la direction

1 à partir de deux mille huit (2008).

2 Q. **[509]** Occupation que vous avez toujours jusqu'à
3 maintenant.

4 R. Oui.

5 Q. **[510]** Vous nous avez parlé avoir fondé la compagnie
6 Asseau pour Assainissement des eaux. C'est dans ce
7 contexte-là que vous avez connu monsieur Charles
8 Meunier?

9 R. Charles Meunier est un de mes collaborateurs depuis
10 mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988), donc à
11 partir du début et toute sa carrière. Lorsqu'il
12 vous a parlé des dossiers de Halifax, nous étions
13 tous les deux les personnels techniques qui
14 dirigeaient le projet.

15 Q. **[511]** D'accord. Alors, vous vous êtes connu dans le
16 cadre de Asseau. Par la suite, quand Asseau a été
17 fusionné avec BPR, monsieur Meunier est resté à
18 l'emploi de BPR et il a quitté BPR, comme il nous
19 l'a dit, au cours de l'année deux mille dix (2010).

20 R. Oui. En fait, la seule précision, c'est que pendant
21 un certain temps, monsieur Meunier est retourné
22 travailler dans l'entreprise familiale, mais il est
23 revenu. Toute sa carrière en ingénierie, il l'a
24 faite avec moi chez BPR.

25 Q. **[512]** D'accord. BPR Inc., c'est une compagnie qui a

1 plusieurs filiales. Est-ce que vous êtes en mesure
2 de, tout d'abord, peut-être nous parler de BPR
3 Inc., nous dire dans quel domaine spécifiquement
4 elle oeuvre?

5 R. BPR oeuvre pour vingt-cinq pour cent (25 %) dans le
6 secteur des infrastructures, vingt-cinq pour cent
7 (25 %) de son chiffre d'affaires. À peu près
8 trente-cinq pour cent (35 %) dans le secteur
9 industrie lourde, métallurgie et pétrochimie. De
10 l'ordre d'à peu près quinze pour cent (15 %) dans
11 le secteur bâtiment et vingt à vingt-cinq pour cent
12 (20 %-25 %) dans le secteur énergie au Canada et
13 quelques dossiers d'infrastructures aussi aux
14 États-Unis et en France.

15 Q. **[513]** D'accord. Particulièrement un domaine qui
16 vous intéresse, qui est un domaine de votre
17 expertise, c'est le domaine de l'eau. BPR travaille
18 dans des domaines où l'eau est présente ou...

19 R. Oui. Je pense qu'on a développé une belle
20 expertise. Il y a peu de firmes qui ont pu exporter
21 leur savoir-faire en ingénierie aux États-Unis et
22 en France où la compétition est forte dans ce
23 domaine-là, donc on est spécialisé dans le domaine
24 de l'optimisation du fonctionnement des réseaux
25 tant d'assainissement que d'alimentation en eau.

1 Les... nous avons fait la plupart de nos grandes
2 réalisations dans le domaine de l'eau, quand on
3 parle des infrastructures.

4 Q. **[514]** Je vous disais qu'on connaît BPR Inc., mais
5 on a entendu parler aussi de différentes filiales,
6 comme BPR-Infrastructure, est-ce que vous êtes en
7 mesure de nous dresser un portrait, là?

8 R. En fait c'est assez simple. Vous m'avez entendu
9 dire qu'on avait quatre domaines d'intervention.
10 Donc, vous allez voir BPR-Industriel qui intervient
11 en industriel, BPR-Énergie en énergie, BPR-Bâtiment
12 en bâtiment et BPR-Infrastructure pour le domaine
13 de l'infrastructure.

14 Il existe aussi des noms de filiales qui
15 ont été achetées à certaines époques qui sont
16 restées avec accolé le mot BPR.

17 Q. **[515]** D'accord. Comme vous faites référence à BPR-
18 Triax, entre autres?

19 R. Oui, Triax est une acquisition qui a été faite à la
20 fin des années quatre-vingt-dix (90), au début des
21 années deux mille (2000).

22 Q. **[516]** D'accord. À ce moment-là, ce n'était pas vous
23 qui étiez le président de BPR inc.?

24 R. Non.

25 Q. **[517]** Est-ce que vous êtes en mesure de nous parler

1 du statut de BPR-Triax?

2 R. L'acquisition de BPR-Triax s'est fait, comme je
3 vous disais, au début des années deux mille (2000).
4 Elle est restée relativement indépendante de par
5 son fonctionnement, elle avait un territoire qui
6 lui était propre. C'est trois des cinq actionnaires
7 qui avaient fondé Triax sont restés dans la
8 compagnie et l'entente qui a été négociée à
9 l'époque par mon prédécesseur leur laissait opérer
10 l'entreprise de manière assez autonome.

11 Q. **[518]** D'accord.

12 R. C'était l'entente qui, au moment de la transaction.

13 Q. **[519]** Mais si vous nous avez parlé tout à l'heure
14 bien on était dans le domaine des bâtiments, on
15 avait BPR relié aux bâtiments, aux infrastructures,
16 BPR-Infrastructure. Est-ce que c'était la même
17 autonomie pour ces filiales-là?

18 R. Non, toutes les autres filiales de BPR sont une
19 seule et unique norme, norme de sécurité, santé et
20 sécurité, les mêmes normes de projets, les mêmes
21 systèmes informatiques. Triax a été incorporée à
22 ces systèmes-là seulement en deux mille neuf
23 (2009).

24 Q. **[520]** D'accord. Et donc, quand vous parlez d'une
25 certaine autonomie, est-ce que ça va jusqu'au

1 président de BPR inc. qui n'est pas au courant des
2 événements ou des contrats qui se passent au niveau
3 de BPR-Triax, est-ce que c'est ce qu'on doit
4 déduire?

5 R. C'est, c'est malheureusement exact.

6 Q. **[521]** O.K. Et vous dites que ça a changé en deux
7 mille neuf (2009), est-ce que vous êtes en mesure
8 de nous dire?

9 R. Depuis deux mille neuf (2009) toutes les
10 procédures, toutes les règles sont exactement les
11 mêmes pour toutes les filiales, que ce soit
12 agréable ou désagréable pour les dirigeants.

13 Q. **[522]** D'accord. Donc, ce que je comprends, ce que
14 vous nous expliquez c'est qu'à compter de deux
15 mille neuf (2009), BPR-Triax est devenu une filiale
16 dans son sens?

17 R. Était, au sens strict c'est très bien intégré à
18 BPR.

19 Q. **[523]** D'accord. Vos responsabilités de façon
20 succincte en tant que président de BPR inc.,
21 quelles sont-elles?

22 R. À chaque fois qu'il y a des problèmes ça arrive sur
23 mon bureau, c'est ça la simplification la plus
24 simple. C'est de voir aux orientations de la
25 compagnie sur le plan zéro-trois ans, de voir à la

1 révision des performances, de s'assurer que les,
2 nos vérifications de qualité sont faites de manière
3 courante et d'assurer la présidence des conseils
4 d'opération de chacune de ces divisions-là.

5 Chaque division a un président qui doit
6 veiller à la bonne marche des opérations et c'est
7 lui qui rend compte au président et chef de la
8 direction du succès des opérations.

9 Q. **[524]** Sur quels territoires retrouve-t-on BPR ou
10 ses filiales au niveau du Québec?

11 R. Au niveau du Québec, je dirais que nous sommes très
12 présents dans l'Est, donc de Québec et vers l'est.
13 Nous sommes présents aussi sur le centre du Québec
14 et la région de Montréal. Les régions où nous
15 sommes assez et même un très important au Saguenay.
16 Je dirais que les régions où nous ne sommes pas, ça
17 va être probablement plus facile pour vous, c'est
18 l'Outaouais et l'Abitibi, nous ne sommes pas
19 présents.

20 (14:11:51)

21 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

22 Q. **[525]** BPR-Triax est présent à quel endroit?

23 R. Strictement pour la couronne nord de Montréal.

24 Q. **[526]** Pour la couronne-nord de Montréal.

25

1 Me CLAUDINE ROY :

2 Alors...

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. **[527]** Est-ce qu'on peut vous demander s'il y a une
5 raison particulière pourquoi vous n'êtes pas ni en
6 Outaouais ni en Abitibi?

7 R. Ce marché-là est pas mal, est probablement un peu
8 plus loin géographiquement de notre base originale
9 qui est à Québec. Ça me semble être plus historique
10 qu'une décision stratégique.

11 Me CLAUDINE ROY :

12 Q. **[528]** Alors, vous venez de mentionner que vous êtes
13 plus centralisé à Québec ou en fait vous êtes à
14 Québec. Dans le cadre du développement de BPR inc.,
15 à un certain moment est arrivé un désir de
16 développement relativement à la Ville de Montréal.
17 Est-ce que vous êtes en mesure de nous décrire
18 quelles étaient les constatations que vous aviez
19 faites à l'époque et quelles sont les actions que
20 vous avez entreprises par la suite?

21 R. Notre base d'opération industrielle est à Montréal.
22 Donc, il y avait plus de trois cent cinquante (350)
23 personnes qui étaient dans nos bureaux à Montréal
24 et nous n'intervenions pas dans le domaine des
25 infrastructures, alors que nous étions reconnu pour

1 la qualité de nos interventions dans ce domaine-là
2 à Québec. Nous avons donc naturellement pensé qu'à
3 partir d'une base d'opérations qui était très
4 importante à Montréal, il était donc logique de
5 vouloir intervenir à Montréal. Là, on est à peu
6 près autour des années, début des années deux mille
7 (2000), deux mille deux (2002).

8 Q. **[529]** Alors, fort de cette constatation-là, vous
9 entreprenez quelle démarche?

10 R. Je... Nous avons d'abord demandé à quelqu'un de
11 développer le marché de Montréal pour l'évaluer,
12 voir quel était le potentiel, et faire la promotion
13 de nos qualités. Et c'est ce que Charles Meunier,
14 que vous avez rencontré, c'était son rôle.

15 Q. **[530]** Et avec l'objectif avoué de percer le marché
16 de Montréal?

17 R. Oui.

18 Q. **[531]** D'accord. Et à ce moment-là, est-ce que vous,
19 en tant que responsable de BPR, ou personne... vous
20 n'êtes pas responsable, à ce moment-là, mais
21 personne impliquée, là...

22 Q. **[532]** Je suis responsable de Charles.

23 Q. **[533]** C'est ça.

24 R. Si je peux m'exprimer comme ça.

25 Q. **[534]** C'est ça, mais ce n'est pas vous qui êtes le

1 président, à ce moment-là?

2 R. Non. Je ne suis pas le président à ce moment-là.

3 Q. **[535]** Donc, les discussions que vous avez avec
4 monsieur Meunier relativement au mandat que vous
5 lui donnez de percer le marché de Montréal, est-ce
6 que vous lui donnez des directives claires? Qu'est-
7 ce qui en est relativement aux propos que vous lui
8 tenez pour percer le marché?

9 R. En fait, je me fie complètement à lui, comme je me
10 fierais encore à lui, pour aller faire le
11 démarchage qui nous permet d'être reconnu quant à
12 nos qualités. Donc, un développement des affaires
13 caractéristique, ça veut dire rencontrer les gens.
14 Lorsque Charles considérait que nous devions
15 présenter à des fonctionnaires, il pouvait
16 organiser le rendez-vous quant à nos capacités
17 techniques, et caetera. Nous n'étions pas connus, à
18 l'époque, de la région montréalaise.

19 Comme je vous l'indiquais, on avait
20 cependant les capacités qui nous permettaient de se
21 considérer comme étant une entreprise qui pouvait
22 bien servir les Montréalais. Donc, il a fait des
23 étapes, petit à petit, être reconnu. On avait déjà
24 fait des dossiers sporadiques à Montréal; donc, on
25 se servait de ces références-là pour expliquer

1 qu'on avait des compétences, et on espérait que le
2 bouche à oreille ferait le reste. En deux mille
3 deux (2002), vous avez souvent eu à apprécier le
4 fait que là, il y a eu le changement de la loi 106.
5 Donc, à partir de là, bien, on s'adapte à cette
6 partie-là, on essaye d'être... de comprendre les
7 appels d'offres, quels projets, sur lesquels
8 projets on pourrait soumettre notre offre. C'était
9 le travail de Charles.

10 Q. **[536]** Quand vous dites « on essaie de comprendre
11 les appels d'offres », est-ce que...

12 R. Bien, chaque municipalité a un peu ses
13 particularités, pour pouvoir... On ne peut pas
14 juste recevoir dans le journal le fait qu'il y a un
15 appel d'offres qui se produit, il faut essayer de
16 comprendre les projets, essayer de comprendre la
17 pertinence. Ça nous est naturel et aisé dans la
18 région de Québec, parce qu'on la connaissait bien.
19 Là, il fallait le comprendre pour Montréal.

20 Et évidemment, on le... d'abord par le
21 domaine de l'eau, puisque nous étions sous contrat
22 depuis la fin de la CUM, qui est devenue la Ville
23 de Montréal en deux mille un (2001), à la station
24 d'épuration pour mettre en place le système
25 d'optimisation.

1 Donc, on connaissait assez bien les
2 ingénieurs techniques du plancher qui
3 recommandaient à ce que nous nous fassions
4 connaître du plus de monde possible. C'était encore
5 une fois le boulot de Charles qu'il vous a décrit.

6 Q. [537] Est-ce que, dans les, justement dans les
7 appels d'offres, il y avait des exigences
8 techniques qui pouvaient donner une explication à
9 BPR pour laquelle elle ne réussissait pas à obtenir
10 des contrats?

11 R. On est souvent très narcissique, on pensait qu'on
12 avait toutes les qualités pour appliquer, mais il
13 ne semblait pas qu'on était sélectionné très
14 souvent.

15 Q. [538] Et à ce moment-là, qu'est-ce que ça amenait
16 comme démarche supplémentaire ou comme...

17 R. Bien, nous demandions à Charles de dire, bien, il
18 faut qu'ils reconnaissent qu'on est compétent
19 techniquement, il faut qu'on fasse plus de
20 présentations. Et la Ville n'était pas, en deux
21 mille deux (2002), deux mille trois (2003), je vous
22 confirme que la Ville ne donnait pas beaucoup de
23 contrats.

24 Q. [539] Vous voulez dire que c'était...

25 R. Le volume de contrats de la Ville de Montréal, dans

1 les domaines de l'eau particulièrement, était très
2 bas.

3 Q. **[540]** Ils ne faisaient pas beaucoup
4 d'investissement?

5 R. C'est ça. Ils en ont fait beaucoup en quatre-vingt-
6 quinze (95), quatre-vingt-seize (96), et ils
7 étaient retombés à des niveaux assez bas.

8 Q. **[541]** Relativement, justement, toujours au niveau
9 des exigences techniques, est-ce qu'il y avait des
10 demandes de consortium, des exigences qui étaient
11 faites qui excluaient BPR? Des constatations, soit
12 que vous avez faites vous personnellement ou qu'on
13 vous a rapportées dans le cadre de votre rôle?

14 R. On m'a rapporté qu'à Montréal, Charles toujours m'a
15 rapporté qu'à Montréal les gens travaillaient
16 beaucoup plus en équipe, en consortium. Et je dois
17 admettre que j'ai refusé systématiquement. Ça nous
18 a probablement nuit à décrocher certains contrats.

19 Q. **[542]** D'accord. On se situe à ce moment-là en
20 quelle année?

21 R. Deux... On est au début de... Fin deux mille trois
22 (2003), probablement deux mille quatre (2004).

23 Q. **[543]** D'accord. Et vous dites, vous refusez
24 systématiquement, pour quelle raison?

25 R. Je... C'est une opinion qui m'est bien personnelle,

1 mais je pense que ce n'est pas la méthode la plus
2 efficace pour réaliser un projet, sauf dans le cas
3 de très grands projets. Donc, j'aime mieux quand
4 BPR est capable de travailler seule, si elle a les
5 compétences pour travailler seule.

6 Q. **[544]** Et vous venez d'utiliser le mot « efficace »,
7 et à quel niveau ça se répercute, l'efficacité?

8 R. Ça se répercute au niveau de, le projet se réalise
9 plus vite, plus de qualité, et vous allez pouvoir
10 le faire au meilleur prix si vous êtes seul.

11 Q. **[545]** O.K., alors toujours dans un processus où...

12 R. Maître, juste préciser, je répète bien, il y a
13 certains projets pour lesquels ce n'est pas
14 possible, on pourra le voir plus tard, si ça vous
15 convient.

16 (14:19:43)

17 Me RENAUD LACHANCE, commissaire :

18 Q. **[546]** Mais vous en faites... vous en faites des
19 contrats en consortium, là, pas seulement sur des
20 gros projets, vous avez parfois des... est-ce que
21 vous ne répondez pas, parfois, à des appels
22 d'offres en consortium, par exemple, au Ministère
23 des Transports du Québec, sans que ce soit
24 nécessairement des gros projets?

25 R. C'est-à-dire que c'est souvent, Monsieur Lachance,

1 des assez gros projets pour que l'exigence du
2 client soit, par exemple, d'avoir trois ingénieurs
3 de vingt (20) ans d'expérience, en ouvrage d'art,
4 spécialisés en structure d'ouvrage d'art. Si je
5 n'en ai que deux, je deviens obligé de le faire.

6 Q. [547] Hum.

7 R. Par entêtement ou caractère, s'ils m'en demandent
8 deux et que j'en ai deux, je ne serai pas en
9 consortium. Mais quelques fois, je n'ai pas le
10 volume de ressources demandées au devis.

11 Q. [548] Est-ce que la... bon, vous, pour des raisons
12 d'efficacité, là, vous voulez vous éloigner le plus
13 possible des consortiums, est-ce que ça a aussi
14 l'effet, les consortiums, de réduire un peu la
15 compétition? Est-ce que vous avez parfois
16 l'impression qu'on s'y met en consortium pour
17 réduire la compétition un peu?

18 R. Je... mon premier sentiment, ça serait de vous dire
19 non, mais de vous dire que souvent, on nous a
20 demandé un nombre d'experts qui est très important
21 et que peut-être que deux ingénieurs de vingt (20)
22 ans d'expérience en ouvrage d'art était tout à fait
23 satisfaisant et que d'en demander trois, c'était...
24 c'était exagéré. Est-ce que le client trouvait que
25 c'était absolument indispensable, je ne peux pas

1 répondre pour lui. Moi, je pense qu'on aurait été
2 capable de le faire avec moins de personnes. Ça a
3 c... par contre, je dois dire très honnêtement que
4 ça a aussi comme conséquence de réduire le nombre
5 de joueurs quand on est en consortium. Je ne sais
6 ce qu'on peut faire quand le client a demandé des
7 ressources telles que je ne suis pas capable de les
8 fournir seul. Il nous a forcés, puis en même temps,
9 il s'est privé d'une bande plus large de travail.

10 Q. **[549]** Donc, si j'ai bien compris, par ses exigences
11 peut-être parfois un peu exagérées, il oblige un
12 peu la création d'un consortium, parce que je
13 comprends très bien que si on demande trois
14 ingénieurs de vingt(20) ans, puis que c'est dans un
15 domaine très précis...

16 R. Puis...

17 Q. **[550]** ... si vous ne l'avez pas, il n'a pas le
18 choix, vous allez vous mettre en consortium avec
19 quelqu'un d'autre?

20 R. Je m'élimine moi-même si je refuse d'être en
21 consortium.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. **[551]** Et est-ce que vous avez pensé que ces
24 exigences-là étaient réalistes, étaient nécessaires
25 ou c'était pour palier ou pour faire travailler

1 plus de monde?

2 R. Je dirais que là, il faut nuancer où on est, mais
3 si on parle au Ministère des Transports, ils ont eu
4 des cas où ils cherchent à se prémunir du défaut,
5 par exemple, du directeur du projet... le directeur
6 de projets deviendrait malade ou ne serait pas
7 disponible, ils veulent tout de suite savoir que tu
8 l'es dans l'équipe. Dans le monde industriel, on
9 est habitué à ça. Dans le monde industriel, les
10 clients sont très sévères pour des projets beaucoup
11 plus gros que le Ministère des Transports ils
12 disent: «C'est qui le directeur de projets, c'est
13 qui son «back up»? Puis si les deux sont dans le
14 même avion, c'est qui, qui va prendre sa place? Le
15 Ministère des Transports, lui, il demande dans son
16 devis, il peut demander un nombre de ressources qui
17 quelques fois, c'est tout à fait correct de
18 l'avoir, par exemple, un chantier qui est sur
19 plusieurs sites, il va vouloir avoir plusieurs
20 ressources. J'ai tendance à croire qu'on pourrait
21 être - c'est l'une des améliorations - qu'on
22 pourrait être plus cohérent et dire: «Oui, c'est
23 vrai qu'une personne de vingt (20) ans d'expérience
24 est essentielle sur ce projet-là et que ses deux
25 adjoints pourraient très bien avoir douze (12) et

1 quinze (15) ans d'expérience et qu'on serait très
2 bien servi. Si on demande trois de vingt (20) ans,
3 je vais être obligé d'aller en consortium. Si on
4 avait demandé un vingt (20) ans, un douze (12) et
5 un quinze (15), j'aurais probablement tout fait
6 pour y aller seul. Donc, quelques fois, l'exigence
7 est très prudente, je vais l'exprimer comme ça, ils
8 veulent tous avoir les ressources pour être sur que
9 tout va bien se passer. Quelques fois, c'est peut-
10 être la ceinture avec les bretelles.

11 Q. **[552]** Mais ce que je cherche à savoir, c'est que
12 jamais vous n'avez décelé quelque motif oblique?

13 R. Non Madame, non.

14 Me CLAUDINE ROY :

15 Q. **[553]** Donc, selon les hy...

16 R. On parlait au Ministère des Transports.

17 Q. **[554]** O.K., mais justement, relativ... vous avez
18 fait la distinction avec le Ministère des
19 Transports. Si, par exemple, on regarde avec la
20 Ville de Montréal, parce que je pense qu'on parlait
21 des exigences techniques de la Ville de Montréal
22 lorsque les questions ont été abordées, est-ce que
23 votre réponse est différente?

24 R. Oui, ma réponse est différente. À la Ville de
25 Montréal, il n'y avait pas de justification d'être

1 en consortium.

2 Q. [555] Là, vous voulez dire quoi?

3 R. Bien, c'est tout simplement que s'il y avait eu un
4 appel d'offres régulier, on avait très bien les
5 ressources seul et que c'est là qu'on... vous
6 parlez des contrats pour BBR, la période deux mille
7 sept (2007) deux mille huit (2008), c'était
8 carrément de nous suggérer d'aller en appel
9 d'offres selon ce que m'a rapporté Charles Meunier,
10 d'aller en consortium, pardon.

11 Q. [556] O.K. Alors, les consortiums, c'est... votre
12 explication c'est que si vous, vous avez le choix,
13 c'est certain que vous n'irez pas en... si BPR a le
14 choix vous n'irez pas en consortium?

15 R. Je ne suis peut-être pas très sociable, mais si
16 j'ai le choix, je n'irai pas en consortium.

17 Q. [557] D'accord. Et donc les exigences techniques
18 pouvaient être dans le but de créer l'obligation de
19 consortium, est-ce que ça ne pouvait pas être aussi
20 une façon de, si vous me permettez l'expression, de
21 tasser des firmes aussi si elles ne désirent pas
22 aller en consortium?

23 R. Oui. Oui, c'est possible.

24 Q. [558] Parce que si BPR ne veut pas aller en
25 consortium, puis ça lui prend trois ingénieurs,

1 elle en a deux, nécessairement qu'elle ne
2 soumissionnera pas?

3 R. Bien, c'est-à-dire que quand on va faire
4 l'évaluation technique, si BPR s'entête à ne pas
5 vouloir aller en consortium et qu'il y a un autre
6 consortium de trois firmes de la même taille que
7 BPR qui se crée, bien il va avoir l'air plus
8 qualifié que BPR. Donc, il va avoir une meilleure
9 note technique. Ça va l'avantager.

10 Q. **[559]** D'accord. Alors, on se retrouve donc dans le
11 contexte où il tente de percer le marché de
12 Montréal, monsieur Meunier fait différentes
13 démarches. Vous nous avez parlé des démarches au
14 niveau des ingénieurs techniques de la Ville, il a
15 rencontré des gens. Quelles sont les démarches
16 faites par monsieur Meunier qui vous ont été
17 rapportées?

18 R. Bien en fait il me faisait le... il me faisait
19 rapport du fait qu'il rencontrait des gens des
20 autorités politiques de la Ville, qu'il faisait
21 qu'on était mieux connu des autorités politiques et
22 que ça, les gens associaient maintenant le nom de
23 BPR à une firme qui était implantée sur Montréal et
24 qui pouvait donc intervenir sur Montréal.

25 Q. **[560]** D'accord. Ça on est environ dans les années

1 deux mille deux (2002), deux mille trois (2003),
2 deux mille quatre (2004)?

3 R. Deux mille quatre (2004), on gagne certains projets
4 à partir de deux mille quatre (2004), un très gros
5 dont on va sûrement parler tantôt, l'optimisation
6 du fonctionnement du réseau, et plusieurs petits
7 projets jusqu'en deux mille sept (2007), début deux
8 mille sept (2007) où là, il revient, il revient
9 vers moi en disant il y a un système à Montréal et
10 on ne travaille pas si tu ne veux pas fonctionner
11 dans le système.

12 Q. **[561]** D'accord. À ce moment-là, vous le situez en
13 deux mille sept (2007)?

14 R. C'est au début de deux mille sept (2007).

15 Q. **[562]** D'accord. Et comment, comment il vous
16 explique ça et quelle est votre réaction, d'abord,
17 en entendant ces propos?

18 R. Charles et moi on travaille depuis longtemps et là,
19 il a entendu une volée de gros mots puis de..., en
20 lui disant qu'il devait sûrement y avoir un autre
21 moyen de le faire. Il a vérifié, il a sûrement
22 tenté de, de trouver un autre système. Il est
23 revenu en disant à Montréal c'est comme ça que ça
24 fonctionne.

25 Q. **[563]** Il vous explique quoi, à ce moment-là, sur le

1 système de fonctionnement?

2 R. Il explique qu'il faut payer trois pour cent (3 %)
3 sur chaque projet qu'on va gagner.

4 Q. **[564]** Est-ce qu'il vous dit de qui il a obtenu
5 cette information?

6 R. Il me parle de Michel Lalonde et de monsieur
7 Trépanier.

8 Q. **[565]** Michel Lalonde, est-ce que c'est quelqu'un
9 que vous connaissez?

10 R. Comme président de Genius, à l'Association des
11 ingénieurs-conseils.

12 Q. **[566]** O.K.

13 R. Sans plus.

14 Q. **[567]** Donc, quelqu'un qui est relié à une firme de
15 génie-conseil?

16 R. À une firme de génie-conseil.

17 Q. **[568]** Monsieur Bernard Trépanier, est-ce que c'est
18 quelqu'un que vous connaissez?

19 R. À ce moment-là, non.

20 Q. **[569]** D'accord. Et quand vous entendez son nom,
21 Bernard Trépanier, est-ce que vous demandez qu'est-
22 ce qui, qu'est-ce qu'il vient faire dans le
23 portrait?

24 R. Non, je l'ai rencontré par la suite en avril deux
25 mille sept (2007).

1 Q. [570] O.K. Juste avant qu'on en arrive là, quand
2 monsieur Meunier vous dit, il va falloir qu'on
3 donne trois pour cent (3 %) sur les contrats, est-
4 ce que vous demandez des précisions à qui ça va ce
5 trois pour cent (3 %) là, pourquoi, de quelle
6 façon?

7 R. Non, je trouvais ça comme Charles Meunier vous l'a
8 expliqué ici et vous l'a expliqué, j'ai trouvé ça
9 honteux, dégradant et je n'ai pas demandé à quoi
10 allait leur servir l'argent. Donc, je n'ai pas
11 demandé à Charles qui n'est, qui n'était que
12 l'intermédiaire, je n'ai pas demandé qu'est-ce
13 qu'eux faisaient avec l'argent.

14 Q. [571] C'était la première fois qu'on vous
15 rapportait?

16 R. C'était la première fois qu'on avait, qu'on se
17 faisait demander de l'argent. Ça ne nous était
18 jamais arrivé ni ailleurs au Québec ni à Montréal
19 jusque là.

20 Q. [572] O.K. Et à ce moment-là vous dites, je lui ai
21 dit des gros mots, je pense que c'est ce que vous
22 avez dit, vos gros mots, je ne vous demanderai pas
23 de les répéter nécessairement, mais ça traitait du
24 fait que vous étiez en total désaccord ou vous
25 étiez, en fait ça traitait de quoi les gros mots?

1 R. Je... je... je réprouvais, je réprouvais ça, j'ai,
2 je trouve, je trouvais à l'époque, je pourrai
3 parler de ce que je pense maintenant. Je trouvais à
4 l'époque que ça n'avait pas de bon sens de nous
5 obliger à travailler dans ce contexte-là après
6 beaucoup d'argumentaire, il a fini par me dire,
7 c'est ça ou on ne travaille pas. Donc,
8 conséquemment...

9 (14:30:45)

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Q. **[573]** C'est ça ou on ne travaille pas à Montréal?

12 R. Oui, on s'entend bien.

13 Q. **[574]** O.K. Mais si vous trouviez ça aussi
14 scandaleux est-ce qu'il y a une raison pour
15 laquelle vous n'avez pas divulgué ces informations-
16 là aux autorités compétentes que ce soit au Bureau
17 de la compétence...

18 R. À l'époque...

19 Q. **[575]** ... ou ailleurs?

20 R. À l'époque, Madame Charbonneau, avant vos travaux,
21 là, je n'avais, je n'avais aucune idée de ça serait
22 qui les autorités compétentes puis comment j'aurais
23 fait ça. C'est purement, je sais que c'est de la...
24 Maintenant j'interprète ça comme de la lâcheté. À
25 l'époque, je vous aurais dit : « Bon, qu'est-ce

1 qu'on fait avec ça? »

2 (14:33:43)

3 Me CLAUDINE ROY :

4 Q. **[576]** Une forme d'impuissance, à l'époque?

5 R. Oui, oui, c'était honteux, puis là, bien, tu ne
6 veux pas en parler. Et l'image qui me revient le
7 plus souvent, c'est tu es comme l'enfant dans la
8 cour d'école qui va se plaindre à la maîtresse,
9 puis là les autres vont rire de toi, tu... C'est
10 l'image que j'ai. C'est stupide, on n'aurait jamais
11 dû faire ça, et à la lumière de ce qu'on sait
12 maintenant, ça serait 1-855 quelque chose, tout de
13 suite. On a d'ailleurs mis en place, depuis deux
14 mille onze (2011), à l'intérieur de la compagnie,
15 une formation des employés, un numéro d'accès. Ils
16 peuvent « bypasser » leur patron, y compris moi,
17 pour s'en aller jusqu'à dévoiler une tentative de
18 corruption. À l'époque, on ne savait même pas de
19 quoi qu'on parlait. On a été naïfs, on n'aurait pas
20 dû faire ça. Mais on l'a fait, tout simplement
21 par... bah... ils ont des moeurs spéciales, on va
22 vivre avec les ours locaux. Je n'ai pas d'autre
23 explication. Ce n'est pas intelligent, mais il n'y
24 en a pas d'autre.

25 Et là, bien, une fois qu'on a... En deux

1 mille sept (2007), il y a... on va en parler
2 sûrement, là, il y a cinq contrats sur lesquels
3 nous avons payé cette quote-part-là, deux mille
4 sept (2007) et deux mille huit (2008). Et en deux
5 mille neuf (2009), toute l'arrivée des discussions
6 autour de ça a arrêté ça. Mais nous, à la fin de
7 deux mille huit (2008), on avait déjà décidé
8 d'arrêter, parce qu'une des questions de monsieur
9 Lachance ce matin, que j'ai entendue, c'est que là
10 ce n'était même plus rentable de travailler à
11 Montréal. On reviendra probablement là-dessus.

12 Q. [577] Oui. Alors, donc, si on revient, vous avez
13 monsieur Meunier qui vous dit ce qu'il en est,
14 qu'il va falloir payer une quote-part, pour
15 reprendre le terme que vous utilisez. Et là, vous
16 êtes outré. Vous dites que monsieur Meunier fait
17 des vérifications. À votre souvenir, il revient,
18 puis il vous dit : « C'est comme ça. » À ce moment-
19 là, Monsieur...

20 R. Et nous sommes tous mal à l'aise.

21 Q. [578] « Nous sommes tous... »

22 R. Charles Meunier vous l'a dit, c'était la même chose
23 à l'intérieur.

24 Q. [579] À l'intérieur, vous parlez de qui?

25 R. De BPR.

1 Q. [580] Oui, c'est ça, mais vous parlez de qui
2 spécifiquement à l'intérieur de BPR?

3 R. Bien, de tous les hauts-dirigeants de BPR à qui on
4 a parlé de ça. C'est resté à un nombre restreint de
5 personnes, parce qu'on trouvait ça honteux.

6 Q. [581] Justement, lors de cette discussion-là à
7 l'intérieur, des personnes restreintes, quelle est
8 la position commune qui ressort?

9 R. La même que je vous ai décrite, c'est-à-dire on ne
10 sait pas quoi faire autrement, dans un milieu pour
11 lequel on n'a pas eu beaucoup de projets jusqu'à
12 date. Donc, on ne savait pas si c'était... on ne
13 connaissait pas les rouages du système, on ne
14 connaissait pas comment ça se développait. Charles
15 ne les connaissait pas, et c'était la seule
16 interface avec ces gens-là. Donc...

17 Q. [582] Mais comme vous dites, n'ayant pas beaucoup
18 de contrats à Montréal, ce n'est pas une bonne
19 occasion pour BPR, qui se sentait mal à l'aise, de
20 dire : « Bien, finalement, on ne perd peut-être pas
21 grand-chose, on perd peut-être un grand territoire,
22 un beau potentiel... »

23 R. C'est le constat que nous avons fait en deux mille
24 huit (2008). Si ça ne s'était pas corrigé, nous
25 n'avions... Si ça n'avait pas cessé, nous n'avions

1 plus intérêt à rester dans la région. C'est le
2 constat qu'on était en train de faire par nous-
3 mêmes, parce que ce n'était pas... ce n'est pas
4 notre façon de faire, ce n'est pas notre culture.

5 Q. **[583]** O.K. Mais en deux mille sept (2007), ce n'est
6 pas envisagé, de ne pas...

7 R. Très clairement, en deux mille sept (2007), à la
8 lumière du peu qu'on connaissait à l'époque, c'est
9 comme si tu dis, on va continuer par en avant. Tu
10 as l'impression que tu t'es perdu, que tu n'as pas
11 pris le bon chemin, mais tu vas continuer par en
12 avant. À la lumière de tout ça, c'était le mauvais
13 choix qui a été fait.

14 Q. **[584]** Donc, il vous expose le mode de
15 fonctionnement. Est-ce qu'il vous dit de quelle
16 façon ça va s'élaborer, c'est-à-dire que vraiment
17 la marche à suivre, on va avoir le prix, le rôle de
18 monsieur Lalonde? Est-ce que vous avez ces
19 informations-là qui vous sont données?

20 R. Pas vraiment. Charles s'en occupe, et malgré le
21 malaise de tout le monde, il s'en occupe, puis ça
22 se fait.

23 Q. **[585]** Alors...

24 R. Oui?

25 Q. **[586]** Alors, allez-y.

1 R. Non, non, non, ça va.

2 Q. **[587]** Vous avez dit, donc, c'est à compter de deux
3 mille sept (2007)?

4 R. Exact. La première fois, c'est en février deux
5 mille sept (2007).

6 Q. **[588]** Pourquoi vous vous rappelez bien que c'est en
7 février deux mille sept (2007)?

8 R. Parce que chaque dossier a été scruté, et que nous
9 avons décidé de faire ce paiement-là à partir de
10 nos ressources propres après impôts. Donc,
11 conséquemment, il a fallu ramasser l'argent pour
12 payer ce qui nous était demandé.

13 Q. **[589]** Est-ce que... avant qu'on regarde chacun des
14 contrats, les cinq dont vous nous avez parlé, est-
15 ce que vous êtes capable de nous donner un ordre
16 séquentiel dans lequel se déroulait, là,
17 l'obtention du contrat, la remise de l'argent, de
18 quelle façon c'était fait?

19 R. De manière générale, ça se produisait
20 indépendamment de mon intervention, sous la
21 responsabilité de Charles. Quand on arrivait au
22 moment du paiement, il fallait que Charles vienne
23 me voir pour dire: « Bien ça fait un total de
24 vingt-deux mille dollars (22 000 \$) ».

25 Q. **[590]** Et là, une fois...

1 R. Une fois que c'était identifié, bien là, il fallait
2 aller pour les gros actionnaires, surtout moi-même,
3 aller chercher l'argent et payer à partir de nos
4 comptes en banque, sortir de l'argent en espèces et
5 payer.

6 Q. **[591]** Une fois... on y reviendra plus en détails,
7 mais une fois que vous obtenez cette... vous avez
8 amassé la somme de vingt-deux mille (22 000 \$) qui
9 vous était demand... transmise par monsieur
10 Meunier, qu'est-ce que vous faisiez avec la somme
11 d'argent?

12 R. Charles.

13 Q. **[592]** O.K., par le... par le biais de...
14 (inaudible).

15 R. Bien, c'est-à-dire que c'était... oui, ça pouvait
16 être n'importe quelle personne qui allait... qui
17 passait entre Québec et Montréal, là.

18 Q. **[593]** Pour que la somme soit remise à monsieur
19 Meunier?

20 R. À monsieur Meunier qui lui en disposait avec les
21 personnes qui lui quémandaient cette somme.

22 Q. **[594]** O.K. Alors, si vous permettez, je vais vous
23 demander de prendre l'onglet 1 qui s'appelle
24 « Tableau des contrats de BPR à Montréal ». Le
25 tableau qu'on va voir afficher à l'écran, Monsieur

1 Lavallée, en fait, c'est BPR ou en fait, vous, qui
2 avez retracé les différents contrats que BPR a
3 obtenus sur le territoire de la Ville de Montréal,
4 à compter de l'année deux mille quatre (2004).

5 R. Deux mille quatre (2004).

6 Q. **[595]** D'accord, jusqu'en deux mille neuf (2009)?

7 R. Exact. À la demande de vos enquêteurs, j'ai fait
8 faire une revue systématique de tous les dossiers
9 qui étaient... qui avaient comme client la Ville de
10 Montréal pour retrouver le nom du projet, sa date
11 de début, l'unité qui l'a réalisé, quel était le
12 budget BPR et à partir des discussions avec les
13 gens, quels étaient les dossiers sur lesquels...
14 les cinq dossiers, je me souvenais très clairement,
15 qu'on avait une demande de trois pour cent (3 %).
16 Tous les autres dossiers, il n'y a eu aucune
17 demande de contribution.

18 Q. **[596]** D'accord, alors...

19 R. On les voit en pâle, dans le dossier que vous avez
20 devant vous.

21 Q. **[597]** Quand vous dites: « En pâle », en fait, la
22 ligne blanche, c'est...

23 R. Oui.

24 Q. **[598]** ... le contrat pour lequel une somme d'argent
25 a été remise?

1 R. Exact.

2 Q. **[599]** Qui est à l'obtention du contrat. Les
3 contrats indiqués en vert... pas indiqués en vert,
4 indiqué en noir, mais sur fond vert, à ce moment-
5 là, BPR n'a pas eu de somme à remettre?

6 R. De demande de contribution, donc, n'a pas remis
7 d'argent.

8 Q. **[600]** D'accord.

9 R. Ces dossiers-là, si vous remarquez, sont soit des
10 dossiers de... très spécialisés de BPR, vous voyez
11 des notes qui parlent « Inondation », « Gré à
12 gré », choix des dossiers plus petits pour lesquels
13 je crois comprendre qu'il n'y avait pas le même
14 système mis en place.

15 (14:40:36)

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. **[601]** Mais si on regarde celui du vingt-deux (22)
18 novembre deux mille quatre (2004), on voit qu'il y
19 en a quand même un gros, BPR infrastructures sept
20 millions quatre cent vingt mille quatre cent neuf
21 (7 420 409 \$)?

22 R. C'est le dossier qui... de l'optimisation du
23 fonctionnement du réseau du comptage industriel,
24 celui que vous appelez « Compteur d'eau », et il
25 n'y a pas eu de demande.

1 Me CLAUDINE ROY :

2 Q. **[602]** Mise à part celui que Madame Charbonneau
3 vient de vous cibler, les autres contrats vous
4 apparaissent être des petits contrats ou les
5 justifications qui sont notées dans
6 « Commentaires »...

7 R. Exact.

8 Q. **[603]** Donc, peut-être juste nous dire sommairement
9 le contrat où c'est indiqué « Inondation 2004-
10 2006 » auquel...

11 R. En fait, ce contrat-là, si vous vous souvenez, il y
12 a eu d'énormes inondations en deux mille cinq
13 (2005), deux périodes d'affilées. Il fallait donc,
14 en deux mille... en deux mille quatre (2004),
15 pardon, et en deux mille cinq (2005), là, il
16 fallait étudier des solutions. Nous étions déjà
17 sous contrat avec la station d'épuration. C'est
18 notre spécialité, donc, ce contrat-là, ils nous ont
19 demandé un prix, je ne pourrais pas me souvenir
20 s'il y a eu soumission ou pas ou s'il nous a été
21 confié compte tenu de l'urgence de... de gré à gré,
22 mais il faisait partie de notre spécialité.

23 Q. **[604]** Donc, pas de demande d'argent qui a été
24 faite...

25 R. Il n'y a pas eu de tergiversations puis il n'y a

1 pas eu de demande assurément. Ce n'est pas Charles
2 qui est revenu avec ça.

3 Q. [605] D'accord. Puis le gré à gré, il ne semble
4 pas... pas eu de demande non plus?

5 R. Non. Le gré à gré, c'est très particulier, c'est-à-
6 dire qu'a la station d'épuration, pour la gestion
7 des intercepteurs, il y a un système de contrôle
8 qui a été entièrement développé par BPR et il est
9 prévu dans la Loi 106 un article qui dit que quand
10 on est dans un outil qui a été développé par une
11 équipe, donc un outil propriétaire, la municipalité
12 a le droit de retourner à cette équipe-là pour
13 demander une modification, une amélioration sans
14 passer par appel d'offres. Je ne saurais vous dire
15 l'article exact, mais c'est légalement prévu.

16 Q. [606] Prévu. Donc, on se rend en deux mille sept
17 (2007), on arrive au premier contrat que vous nous
18 avez dit là du deux (2) février deux mille sept
19 (2007), le premier qu'on repère sur la ligne
20 blanche, c'est un contrat d'une valeur de BPR de
21 sept cent quatre-vingt-deux mille (782 000 \$).

22 R. Oui.

23 Q. [607] D'accord.

24 R. Oui.

25 Q. [608] Oui.

1 R. Oui. C'est la filiale BPR CSO qui fait partie de
2 BPR Infrastructure.

3 Q. **[609]** Et c'est le contexte dans lequel monsieur
4 Meunier arrive et vous dit : « Monsieur Lavallée,
5 ça va prendre vingt-deux mille dollars
6 (22 000 \$) », c'est la première fois que la...

7 R. C'est la première fois que ça arrive.

8 Q. **[610]** O.K. Ce qui vous avait été annoncé arrive.

9 R. Je pense qu'ils n'ont pas pris beaucoup le temps de
10 me l'annoncer avant qu'on arrive à faire le
11 paiement.

12 Q. **[611]** O.K. Alors, à ce moment-là, comment...

13 R. C'est là qu'il y a eu toutes les demandes
14 d'explication, « ça n'a pas de bon sens, trouve un
15 autre moyen, il n'y en a pas », et caetera, et
16 caetera, et caetera.

17 Q. **[612]** Alors là, vous devez fournir la somme de
18 vingt... BPR doit fournir la somme de vingt-deux
19 mille dollars (22 000 \$). Qu'est-ce que vous
20 faites?

21 R. On va carrément dans notre compte en banque pas
22 BPR, les actionnaires. On sort l'argent qui est
23 donc de l'argent après impôt et on paye.

24 Q. **[613]** Et pour quelles raisons vous allez dans votre
25 compte de banque personnel en tant qu'actionnaire?

1 R. Parce qu'on ne connaît... on ne voulait pas... on
2 ne connaissait pas aucun autre moyen d'avoir de
3 l'argent comptant. On ne voulait pas trafiquer la
4 fiscalité de l'entreprise, l'administration de
5 l'entreprise, quoi que ce soit. Donc, on le faisait
6 à partir de l'argent qui avait été gagné par les
7 actionnaires sur lequel ils avaient payé de
8 l'impôt. On ne cherchait pas à aller chercher cet
9 argent-là ailleurs.

10 (14:44:43)

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. **[614]** O.K. Donc, combien d'actionnaires ont cotisé
13 pour payer cet argent-là?

14 R. Les cinq plus gros actionnaires.

15 Me CLAUDINE ROY :

16 Q. **[615]** En ce qui concerne le premier contrat du deux
17 (2) février deux mille sept (2007), la somme due
18 était de vingt-deux mille dollars (22 000 \$).
19 Quelle a été votre contribution à cette demande?

20 R. Neuf mille ou neuf mille cinq cents dollars
21 (9 000 \$-9 500 \$) directement de mon compte en
22 banque en un retrait.

23 Q. **[616]** D'accord. Et vous nous avez mentionné tout à
24 l'heure que vous nous avez... que BPR nous a fourni
25 la liste des contrats. Vous avez également fourni

1 vos comptes bancaires.

2 R. Oui.

3 Q. **[617]** Alors, je vais vous demander d'aller à la
4 page suivante de l'onglet 1 et, Madame Blanchette,
5 au document « Relevés bancaires », pour la période
6 du vingt-trois (23) mars deux mille sept (2007),
7 vous demander de descendre un peu. Et on y voit
8 indiqué, en fait, c'est la seule information qui
9 demeure, là, sur la page, vingt (20) mars, retrait
10 effectué à la succursale : neuf mille dollars
11 (9 000 \$).

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. **[618]** Mais, si c'était vingt-deux mille (22 000 \$),
14 c'est sûr que ce n'était pas divisé en cinq.

15 R. C'est-à-dire que vous allez... au final, vous allez
16 voir que la répartition fait qu'il y a plusieurs
17 actionnaires qui contribuaient. Vous m'avez demandé
18 « lesquels actionnaires contribuaient », mais ils
19 ne contribuaient pas tous au même niveau et pas
20 tous sur les mêmes contrats. On va voir un peu plus
21 loin que...

22 Q. **[619]** O.K.

23 R. ... à un moment donné, je ne fais rien, c'est
24 quelqu'un d'autre qui le fait. Ça aussi ça faisait
25 partie de la gêne d'aller à la banque pour sortir

1 neuf mille dollars (9 000 \$) comptant. On essayait
2 que ce ne soit pas toujours le même qui le fasse à
3 toutes les deux semaines.

4 Q. **[620]** O.K. Pourquoi dites-vous « à toutes les deux
5 semaines »?

6 R. Non, mais une façon de parler, là. Je veux dire,
7 c'est... Je ne sais pas pour les gens ordinaires,
8 mais, moi, je trouvais ça gênant.

9 Q. **[621]** Non. Je comprends. Non, je comprends tout à
10 fait, c'était juste pour « à toutes les deux
11 semaines ».

12 R. Non, non, non.

13 Q. **[622]** O.K.

14 R. C'était une expression, Madame. Vous avez raison de
15 me reprendre.

16 Q. **[623]** O.K.

17 Me CLAUDINE ROY :

18 Q. **[624]** Mais, ça vous gênait à ce point que vous
19 aviez l'impression qu'on vous reconnaîtrait. Ça,
20 c'est un peu ce que vous voulez dire.

21 R. C'est-à-dire que c'est... c'est tellement contre
22 nature tout ce bordel-là que... Oui, c'était
23 honteux, c'est carrément honteux. C'était honteux
24 et on avait honte.

25 Q. **[625]** Alors, relativement à la somme de vingt-deux

1 mille (22 000 \$) dû sur le premier contrat, votre
2 contribution a été de, premièrement, neuf mille
3 dollars (9 000 \$). Est-ce que sur ce contrat-là,
4 vous avez eu une contribution additionnelle?

5 R. Non, à ma connaissance, il n'y a que le dernier
6 contrat sur lequel, parce qu'on était en retard il
7 a fallu que je fasse plusieurs contributions,
8 plusieurs successions de retrait.

9 Q. **[626]** D'accord. Donc, pour ce contrat-là, vous vous
10 avez contribué...

11 R. Non.

12 Q. **[627]** ... pour neuf mille dollars (9 000 \$)?

13 R. Oui.

14 Q. **[628]** Quant à la somme totale, est-ce qu'elle a
15 été...

16 R. Elle a été...

17 Q. **[629]** ... amassée?

18 R. Elle a été rassemblée et la somme au total a été
19 remise à Charles.

20 Q. **[630]** D'accord. Et vous êtes capable de dire que ce
21 sont des associés, pas deux, mais des associés de
22 BPR qui ont comblé la somme?

23 R. Toujours le même groupe d'associés et personne
24 d'autre.

25 Q. **[631]** O.K. Mais le total avait été amassé et remis

1 à monsieur Meunier?

2 R. Oui, avec un léger retard.

3 Q. **[632]** Vous voulez dire quoi?

4 R. Bien le contrat a été accordé en février, ça ne
5 s'est pas fait avant probablement le début d'avril.

6 Q. **[633]** Et pourquoi vous dites ça avec un léger
7 retard, parce qu'il y avait une date?

8 R. Ah, mais c'est parce que ces gens-là redemandaient
9 à Charles. Charles étant notre intermédiaire, il
10 était malheureusement le fusible qui saute quand il
11 y a trop de courant. Il le pressait pour qu'il
12 remette les sommes, puis il ne les avait pas, parce
13 qu'on ne les avait pas encore ramassées. Donc, lui
14 il devait se faire bousculer aux deux bouts. Quand
15 il vous a dit que c'était pénible, ça devait
16 l'être, oui.

17 Q. **[634]** Alors, est-ce que je dois comprendre de votre
18 réponse que la somme vingt-deux mille (22 000)
19 aurait dû être versée dès l'octroi ou l'obtention
20 du contrat?

21 R. Bien...

22 Q. **[635]** Selon les règles qui vous avaient été
23 rapportées?

24 R. ... quand ils te le demandent d'essayer de lui
25 remettre, c'est ce que Charles nous a dit. Donc,

1 vous allez voir qu'il y a un contrat que Charles
2 nous a annoncé à l'avance, donc, on a commencé à
3 faire des retraits avant la date où le contrat est
4 entré.

5 Q. **[636]** Vous parlez de contrat annoncé à l'avance,
6 vous voulez dire quoi?

7 R. Bien, c'est-à-dire que lui savait que, il avait eu
8 des discussions avec quelqu'un, je pense qu'il vous
9 les a décrites, moi je ne les connais pas, et il
10 dit...

11 Q. **[637]** Est-ce qu'il vous avait dit avec qui il avait
12 eu la discussion même si vous ne le connaissez pas?

13 R. Bien moi les deux personnes avec qui il discutait
14 semblaient être Michel Lalonde avant le projet et
15 Bernard Trépanier pour l'argent, un reçu.

16 Q. **[638]** O.K. Alors, vous dite qu'il vous a mentionné
17 qu'il avait discuté?

18 R. Le proche, le deuxième projet sur le tableau qu'on
19 voyait tantôt, il nous a dit, bon bien là ça s'en
20 vient, donc, il y a eu des retraits qui ont été
21 faits avant la date pour pouvoir remettre l'argent
22 au moment où il y aurait la demande d'argent.

23 Q. **[639]** O.K. Avant même l'obtention, ça a été...

24 R. L'argent n'a pas été remis avant.

25 Q. **[640]** Non?

1 R. C'est nous qui nous sommes préparés en allant faire
2 les retraits à l'avance.

3 Q. **[641]** Parce qu'avant même que la décision soit
4 prononcée officiellement, BPR était avisée qu'il
5 gagnerait le contrat, c'est ce que vous venez de
6 nous dire?

7 R. C'est ce que Charles nous disait.

8 Q. **[642]** D'accord. Alors, justement vous nous parlez
9 de l'autre contrat, si on revient à la page des
10 contrats, là, on se trouve donc à être le trois (3)
11 octobre deux mille sept (2007)?

12 R. Exact.

13 Q. **[643]** Là, à ce moment-ci, on voit un consortium
14 Séguin-BPR?

15 R. Exact, il va y en avoir deux de ce type-là, oui.

16 Q. **[644]** D'accord. C'est budget BPR, sept cent
17 soixante (760 000) ça correspond à votre partie, à
18 la partie de BPR?

19 R. Exact.

20 Q. **[645]** Est-ce que c'est un consortium qui était
21 cinquante, cinquante (50-50) avec?

22 R. Oui.

23 Q. **[646]** Donc, on peut ajouter la même somme, donc un
24 contrat d'environ un million cinq cent mille
25 (1,5 M)?

1 R. Oui, ça me semble correct.

2 Q. **[647]** Et là, à ce moment-là, quelle est la somme
3 qui vous est demandée?

4 R. C'est toujours, ça revient à vingt-deux mille
5 dollars (22 000 \$), là, il ne faisait jamais des
6 calculs très exacts si j'ai bien compris, là.

7 Q. **[648]** Mais qui correspond toujours à peu près à un
8 pourcentage de?

9 R. Ça correspond toujours au fameux trois pour cent
10 (3 %).

11 Q. **[649]** O.K. À ce moment-là, donc, vingt-deux mille
12 (22 000), la demande vous est faite de la même
13 façon que vous nous avez rapportée, par monsieur
14 Meunier. Qu'est-ce que vous faites?

15 R. Elle m'est rapportée suffisamment à l'avance pour
16 qu'on ait commencé à faire des retraits tout le
17 monde à partir de l'été.

18 Q. **[650]** O.K.

19 R. Donc, le même processus. On n'a jamais fonctionné
20 autrement qu'en argent de notre compte en banque
21 après impôt.

22 Q. **[651]** Alors, je vais vous demander de retourner au
23 compte bancaire à la page 2 des comptes bancaires.
24 Alors, on y voit ici période terminée le vingt-deux
25 (22) juin deux mille sept (2007), et le douze (12)

1 juin un retrait effectué de neuf mille cinq cents
2 dollars (9 500 \$)?

3 R. Oui.

4 Q. **[652]** C'est vous qui le faites?

5 R. Oui.

6 Q. **[653]** En succursale?

7 R. Toujours.

8 Q. **[654]** Alors, vous revenez chez BPR avec la somme de
9 neuf mille cinq cents (9 500), vous avez une dette
10 de vingt-deux mille (22 000 \$), comment le reste de
11 la somme...

12 R. De la même manière que ce que je vous ai décrit la
13 première fois, c'est un autre actionnaire qui va
14 amener un autre neuf mille cinq cents (9 500 \$)
15 puis un autre qui va amener le trois mille
16 (3 000 \$) qui manque puis on va arriver au total
17 demandé par ces gens-là. Ça va être remis à Charles
18 Meunier, qui lui, va le remettre à ces gens-là.

19 (14:52:46)

20 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21 Q. **[655]** Dans le tableau des contrats que vous avez
22 obtenus avec la Ville de Montréal, la colonne
23 « Début », est-ce que c'est possible que ce soit la
24 date où les travaux ont débuté et non pas la date
25 d'octroi du contrat?

1 R. C'est... vous avez tout à fait raison, Monsieur
2 Lachance. Ce n'est pas possible pour moi de faire
3 la précision... d'habitude, le numéro de projet
4 s'inscrit assez rapidement à la date d'octroi,
5 puisque là, il y a toujours le démarrage qui doit
6 se faire. Donc, c'est probablement très exact, mais
7 à quelques... à un mois près.

8 Q. [656] Oui, peut-être que c'est un contrat attribué
9 en octobre, mais c'est comme... vous avez su déjà
10 en juin que vous étiez pour le gagner alors que
11 dans votre tableau, il date d'octobre, ça fait un
12 assez long...

13 R. Non, je pourrais m'exprimer plus précisément.
14 Charles Meunier peut avoir dit: « Il y a un autre
15 contrat qui s'en vient ». À ce moment-là, on n'est
16 peut-être pas encore en période d'appels d'offres,
17 mais compte tenu du fait qu'il faut aller chercher
18 de l'argent à la banque, bien là, on dit: « Bon, on
19 va y aller. Ça va toujours être aussi désagréable,
20 mais on va l'avoir au moins récolté avant qu'il
21 nous soit demandé ».

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. [657] Mais est-ce que monsieur Lalonde ne vous
24 informait pas, bien justement, à l'avance que vous
25 étiez pour avoir le contrat avant de soumissionner?

1 R. Je vais vous référer à ce que Charles Meunier vous
2 a dit. Moi, je n'ai jamais parlé avec Michel
3 Lalonde. Donc...

4 Q. **[658]** Mais vous saviez, donc, de la part de...

5 R. Je savais de la part de...

6 Q. **[659]** ... monsieur Meunier...

7 R. ... Charles Meunier qu'il y a un autre contrat qui
8 s'en venait.

9 Q. **[660]** Puis que le contrat vous serait octroyé?

10 R. Oui, oui, comme ça. Oui, oui, tout à fait.

11 Q. **[661]** O.K.

12 R. Ce qu'il n'avait pas eu la première fois. La
13 première fois, c'est le choc du premier, puis après
14 ça, il nous explique... Charles nous explique.

15 Q. **[662]** Mais...

16 R. Donc, ce que Charles vous a bien décrit, je pense,
17 là nous, on est au bout de la ligne, donc, c'est
18 Charles notre interlocuteur.

19 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

20 Q. **[663]** Mais je comprends que dans le cas du premier
21 cas, vous avez gagné le contrat. Puis après l'avoir
22 gagné, monsieur Meunier...

23 R. Là, il nous a expliq... là, Charles Meunier nous a
24 expliqué. Est-ce c'était par...

25 Q. **[664]** Qu'il y avait une cote à payer?

1 R. ... est-ce que c'était par honte, est-ce que
2 c'est... il ne voulait pas le dire tout de suite,
3 est-ce que... est-ce que c'était... est-ce que
4 c'est la machine qui ne savait pas quoi faire? Le
5 premier, là, c'est la surprise.

6 Q. **[665]** Et après l'avoir gagné?

7 R. Après, bien là... après les autres, là, il avait
8 l'air de nous expliquer le système. Mais ce que je
9 comprends, c'est que Charles ne participais pas au
10 système. Il était en périphérie du système, donc,
11 lui aussi avait une information un peu voilée, un
12 peu pas claire et donc, moi, là, bien je suis
13 encore... je suis en arrière, donc, je suis plus
14 loin. Le filtre que représente Charles fait que je
15 ne peux pas vous dire ce qui se passait au-delà de
16 Charles. Mais je ne pense pas que lui, il le savait
17 non plus.

18 Q. **[666]** Je comprends bien ça, mais ce que je veux
19 comprendre, dans votre premier contrat, vous êtes
20 informé que vous devez payer trois pour cent (3 %)
21 après l'avoir gagné?

22 R. Oui.

23 Q. **[667]** Votre choix, c'était si je ne le paye pas,
24 bon, le contrat aurait pu se réaliser pareil?

25 R. Je pense que dans ce cas-là, on aurait pu se

1 retrouver dans la situation où on aurait pu ne pas
2 le payer, puis ça aurait été le dernier.

3 Q. **[668]** C'est ça. Ça aurait été le dernier que vous
4 auriez gagné?

5 R. C'est ça. Et c'est... a posteriori, là...

6 Q. **[669]** Hum.

7 R. ... maintenant, c'est ça que je ferais.

8 Q. **[670]** Mais monsieur Meunier vous a dit: « Il faut
9 le payer et si on en veut d'autres dans le futur,
10 on va devoir payer d'autres trois pour cent
11 (3 %) », c'est ça qu'il vous a dit cette fois-là?

12 R. Oui.

13 Q. **[671]** Et là, le deuxième contrat, il vous en
14 informe avant même l'appel d'offres...

15 R. Il nous a dit: « Il y en a d'autres qui s'en
16 viennent ». Charles agit comme développeur
17 d'affaires.

18 Q. **[672]** Hum.

19 R. Donc, une bonne nouvelle, gagner un contrat, il la
20 véhicule.

21 Q. **[673]** Mais là, il vous en informe avant et puis là,
22 vous êtes dans le système, là, là ce n'est pas
23 juste après coup, là...

24 R. Non, non, là, là, c'est le bras dans l'engrenage
25 qui... après la main, là.

1 Me CLAUDINE ROY :

2 Q. [674] Compte tenu des dates et de la précision
3 qu'amène monsieur Lachance, le retrait du douze
4 (12) juin deux mille sept (2007), il ne pourrait
5 pas être imputable au vingt-deux mille (22 000 \$)
6 du contrat de février?

7 R. Non.

8 Q. [675] Pourquoi?

9 R. Parce que je me souviens que le vingt-deux mille
10 (22 000 \$), c'est payé en avril.

11 Q. [676] O.K.

12 R. C'est pour ça que je vous dis c'est beaucoup
13 plus... j'ai tenté d'analyser... à la rencontre de
14 vos enquêteurs, j'ai tenté d'analyser chacune des
15 données qu'on avait et ce que je vous remets, c'est
16 ce qui est le plus logique à la lumière de ce qu'on
17 se souvient de cette époque-là.

18 Q. [677] Si on regarde le contrat suivant, c'est
19 toujours la ligne blanche, du onze (11) octobre
20 deux mille sept (2007)...

21 R. Oui.

22 Q. [678] ... une semaine, c'est obtenu par BPR
23 Infrastructure?

24 R. Oui.

25 Q. [679] Un contrat d'une valeur de sept cent quatre-

1 vingt-neuf mille (789 000 \$).

2 R. Oui.

3 Q. **[680]** La somme demandée est de vingt-trois mille
4 (23 000 \$).

5 R. Oui.

6 Q. **[681]** Alors, comment ça se déroule?

7 R. Mais là, la même chose, là, il y a de l'argent qui
8 a été sorti à l'avance et le même processus que ce
9 que je vous ai décrit pour les autres. La somme est
10 réunie, toujours à partir des comptes en banque,
11 remise à Charles qui, lui, la remet à ces gens-là.

12 Q. **[682]** Relativement à votre compte en banque, vous
13 nous avez fourni également le relevé. Je vous
14 demanderais de prendre la page 4. Excusez, 3. Et
15 c'est la période se terminant le vingt-quatre (24)
16 août deux mille sept (2007), on y voit un retrait
17 le six (6) août effectué à la succursale d'une
18 somme de neuf mille cinq cents dollars (9 500 \$).
19 Ça a été votre part à vous, Monsieur Lavallée, sur
20 la somme de vingt-trois mille dollars (23 000 \$)
21 réclamée.

22 R. Bien, du vingt-deux (22) ou du vingt-trois (23) là
23 (22-23 000 \$), la totalité du quarante-cinq
24 (45 000 \$) a été comblée à même une contribution de
25 dix-neuf mille (19 000 \$) de ma part et d'autres

1 contributions d'autres.

2 Q. **[683]** O.K. Et...

3 R. Les deux projets sont très proches dans le temps,
4 donc...

5 (14:58:50)

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Q. **[684]** Dites-moi, est-ce que c'est l'effet du hasard
8 que vous ayez toujours... que vous retiriez
9 toujours une somme de neuf mille ou neuf mille cinq
10 cents (9 000 \$-9 500 \$) ou si c'était pour éviter
11 l'obligation et divulgation des banques?

12 R. Croyez-le ou non, les banques vous le disent.

13 Q. **[685]** C'est-à-dire?

14 R. Ils vous indiquent qu'à partir de dix mille dollars
15 (10 000 \$), on enregistre ce genre d'événements-là.

16 Q. **[686]** O.K.

17 Me CLAUDINE ROY :

18 Q. **[687]** Et comme ils vous le disent, bien,
19 évidemment, vous êtes encore plus averti et vous
20 retirez une somme moindre que dix mille dollars
21 (10 000 \$) pour éviter la succession des
22 informations.

23 R. Oui.

24 Q. **[688]** Je constate qu'il est trois heures (15 h 00).

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Oui. Parfait.

3 Me CLAUDINE ROY :

4 Et comme je ne terminerai pas dans les prochaines
5 minutes...

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Parfait.

8

9 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

10 REPRISE DE L'AUDIENCE

11

12 LA GREFFIÈRE :

13 Q. **[689]** Monsieur Lavallée, vous êtes toujours sous le
14 même serment.

15 Me CLAUDINE ROY :

16 Q. **[690]** Alors, si on peut remettre à l'écran le
17 tableau. Merci. Alors, on serait rendu au contrat
18 du dix-neuf (9) mars deux mille huit (2008), encore
19 un consortium BPR/Séguin. La partie concernant BPR
20 est de cinq cent quatre-vingt-quatre mille cent
21 quarante-deux dollars (584 142 \$).

22 R. Oui.

23 Q. **[691]** Un montant à payer de dix-huit mille dollars
24 (18 000 \$).

25 R. Oui.

1 Q. **[692]** Pouvez-vous nous dire qu'est-ce qui en est
2 relativement à cette somme demandée?

3 R. C'est sûrement le même processus s'est produit,
4 elle a été rassemblée par d'autres actionnaires, je
5 n'ai pas fait de retrait parce que j'en avais fait
6 plusieurs à la fin de l'année deux mille sept
7 (2007), donc d'autres actionnaires ont dû, à ma
8 connaissance, deux autres sont allés chercher neuf
9 mille dollars (9 000 \$) chacun.

10 Q. **[693]** Mais, vous êtes certain que la somme de dix-
11 huit mille dollars (18 000 \$) demandée a été
12 remise?

13 R. A été rassemblée en totalité.

14 Q. **[694]** Et remise à monsieur Meunier.

15 R. Toujours, toujours le même processus avec monsieur
16 Meunier.

17 Q. **[695]** Alors, maintenant, si on descend plus bas, la
18 dernière ligne blanche, un contrat du deux (2)...
19 je ne vois pas bien, deux (2) juin deux mille huit
20 (2008), un consortium CIMA/BPR.

21 R. Oui.

22 Q. **[696]** D'une valeur, concernant BPR, d'une valeur de
23 deux millions trois cent mille (2,3 M\$). La somme
24 qui a été demandée à monsieur Meunier qui vous a
25 été mentionnée est la somme de soixante-neuf mille

1 dollars (69 000 \$).

2 R. Oui.

3 Q. **[697]** Est-ce que vous avez participé à amasser
4 cette somme?

5 R. Oui. Oui. Et c'est le dernier montant qu'on... le
6 dernier montant qu'on a amassé et je ne peux pas
7 vous dire si on a livré la somme de soixante-neuf
8 mille (69 000 \$) ou soixante mille dollars
9 (60 000 \$).

10 Q. **[698]** Pourquoi?

11 R. Tout simplement parce que, à ce moment-là, on avait
12 décidé que c'était... ça se terminait.

13 Q. **[699]** Pourquoi?

14 R. J'ai entendu monsieur Lachance ce matin poser des
15 questions sur la rentabilité. Nous, on a fait des
16 calculs de rentabilité des projets qu'on faisait
17 pour la Ville de Montréal et on était à dix pour
18 cent (10 %). Comme on prélevait trois pour cent
19 (3 %) sur nos comptes en banque d'argent après
20 impôt, ça nous laissait donc un profit net sur les
21 projets de quatre pour cent (4 %). On perdait notre
22 temps à travailler à Montréal dans un système
23 corrompu comme ça.

24 Q. **[700]** Alors, vous faites cette constatation-là.

25 R. On fait cette constatation-là, on paye le dernier

1 montant. Et vous allez voir que dans l'année deux
2 mille neuf (2009), nous n'avons eu aucune demande
3 ni à la... dans l'année deux mille neuf (2009), il
4 n'y a eu aucune demande. Il y a eu un gros montant
5 en début deux mille neuf (2009), mais c'était un
6 contrat gré à gré relié toujours à l'amélioration
7 du système à la station d'épuration. Et tous les
8 autres projets par la suite a été obtenus par notre
9 filiale BPR CSO qui est très spécialisée en
10 hydraulique urbaine ou à peu près, sinon ce sont
11 des petits montants. Et nous n'avons plus eu aucune
12 demande. Donc, notre idée de cesser les paiements
13 de manière définitive s'est établie et tous les
14 autres contrats se sont passés normalement en appel
15 de propositions.

16 (15:27:22)

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Q. **[701]** Si je comprends bien, vous dites que le
19 soixante-neuf mille (69 000 \$)...

20 R. Oui.

21 Q. **[702]** ... qui aurait été pour des travaux ayant
22 débuté le deux (2) juin deux mille huit (2008)...

23 R. Oui. Oui.

24 Q. **[703]** ... vous n'êtes pas certain que ce soixante-
25 neuf mille dollars-là (69 000 \$) aurait été

1 déboursé, c'est ce que vous dites?

2 R. À quelques neuf mille dollars (9 000 \$) près,
3 Madame la Présidente, donc je suis certain qu'il y
4 en a eu au moins soixante (60 000 \$), mais on n'a
5 peut-être pas complété la somme au complet.

6 Q. [704] Bon. Mais, à quoi attribuez-vous alors les
7 paiements des autres sommes qui sont faits après
8 justement le mois de mars deux mille huit (2008),
9 c'est-à-dire en décembre?

10 R. Bien, c'est parce que c'est... le contrat a été
11 acquis le deux (2) juin...

12 Q. [705] Oui.

13 R. ... mais ça a été très long pour rassembler la
14 somme de soixante-neuf mille dollars (69 000 \$) et
15 ça s'est terminé en décembre.

16 Q. [706] O.K. Alors, donc les montants du vingt-
17 quatre... du vingt-cinq... du huit (8) août...

18 R. Les trois.

19 Q. [707] ... deux mille huit (2008) de neuf mille cinq
20 cents (9 500 \$), du deux (2) décembre deux mille
21 huit (2008) de neuf mille cinq cents (9 500 \$) et
22 du dix-sept (17) décembre deux mille huit (2008) de
23 neuf mille cinq cents (9 500 \$) sont tous...

24 R. Sont tous reliés à ces paiements-là et, oui, nous
25 étions très en retard. Et nous commençons à peu

1 nous intéresser à l'état d'âme de celui qui le
2 demandait.

3 Me CLAUDINE ROY :

4 Q. **[708]** Donc, les sommes d'argent de neuf mille cinq
5 cents dollars (9 500 \$) dont madame Charbonneau
6 vient de vous parler sont les retraits de votre
7 compte de banque que l'on voit aux pages 4, 5, et 6
8 du relevé bancaire que vous nous avez fourni?

9 R. Toujours le même processus, toujours le même
10 processus décrit à chaque fois, sauf que là on est
11 très en retard pour faire le paiement et c'est le
12 dernier qu'on a fait.

13 Q. **[709]** Donc, des paiements, un paiement en août et
14 deux en décembre?

15 R. Oui.

16 Q. **[710]** D'accord. Et vous avez mentionné, à ce
17 moment-là, que ça correspond à un moment où vous
18 êtes en train de vous rendre compte que ce n'est
19 pas du tout rentable et que vous voulez cesser.
20 Est-ce que ça vous le dites à monsieur Meunier?

21 R. Oui, on le dit, on le dit à Charles Meunier qui lui
22 nous pousse un grand soupir de soulagement.

23 Q. **[711]** Alors, document que je dépose en liasse sous
24 53P-565.

25

1 53P-565 : Tableau des contrats de BPR à Montréal
2 et les comptes bancaires de Pierre
3 Lavallée

4

5 (15:29:31)

6 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

7 Q. **[712]** Vous avez peut-être entendu à la Commission
8 que d'autres firmes de génie ont pris une technique
9 différente pour payer le trois pour cent (3 %),
10 vous vous le prenez sur vos fonds personnels, je
11 comprends qu'après impôt ça vous revient à six pour
12 cent (6 %) si la rentabilité c'est dix, il ne reste
13 pas beaucoup de marge à faire.

14 D'autres ont pris plutôt la voie de la
15 fausse facturation. Vous de votre côté?

16 R. Non. Assez stupide pour embarquer dans le système,
17 pas fou à temps plein pour aller jusqu'à faire
18 quelque chose qui dépassait ce que nous on a fait.

19 Me CLAUDINE ROY :

20 Q. **[713]** On vient de voir les contrats, il y a, vous
21 nous avez expliqué là pour quelle raison il n'y
22 avait pas de sommes d'argent qui vous avaient été
23 demandées avant deux mille sept (2007). Cependant
24 quand on regarde le tableau, il y a un contrat
25 d'une somme plus importante qui a été octroyé à

1 BPR-Infrastructure de six cent soixante-dix-huit
2 mille dollars (678 000 \$), est-ce que vous êtes en
3 mesure de nous dire si vous êtes, donner une
4 explication pourquoi la somme ne vous a pas été
5 demandée?

6 R. Oui, je vois que c'est le contrat des bassins de
7 rétention. C'est une des spécialités pour
8 lesquelles on est reconnu, c'est nous autres qui
9 avons fait les plus gros projets de ce type-là au
10 Québec puis en France puis aux États-Unis.

11 Q. **[714]** Et qu'est-ce qu'on doit comprendre de cette
12 réponse?

13 R. Bien c'est qu'il n' a pas dû y avoir quoi que ce
14 soit qui a dû être discuté sur cette job-là. Je ne
15 peux pas vous dire, mais je suis certain qu'il n'y
16 a pas eu de demande.

17 Q. **[715]** O.K. Alors, vous nous dites que cinq demandes
18 ont été faites, c'est les raisons pour lesquelles
19 il y a des paiements qui ont été effectués. On
20 déduit pas de demande, pas de demande de paiement,
21 pas de paiement effectué?

22 R. Sûrement pas, oui.

23 Q. **[716]** D'accord. Monsieur Lalonde a témoigné
24 mentionnant qu'en deux mille quatre (2004) il y a
25 eu un contrat entre BPR et Séguin, un consortium,

1 et selon son témoignage, il mentionne que c'est la
2 première fois qu'il agit à titre de personne pour
3 favoriser l'obtention des contrats et que sa
4 compagnie a remis une somme d'argent. Est-ce que
5 vous avez fait des vérifications relativement à ce
6 contrat-là dont monsieur Lalonde nous parle?

7 R. Oui, une fois que j'ai fait cette liste-là, les
8 enquêteurs m'ont parlé de celui-là. On a retrouvé
9 le dossier qui n'est pas informatisé. Personne ne
10 nous a demandé de contribuer et à cette époque je
11 vous rappelle que de toute façon on ne savait pas
12 le processus, ça fait qu'on était peut-être en
13 consortium, on était assurément en consortium avec
14 Séguin. Il a pu lui avoir des discussions avec la
15 Ville, mais les gens, pas avec la Ville, je
16 m'excuse, avec les gens avec qui lui devait
17 discuter, et personne ne nous a demandé d'argent.
18 Charles Meunier n'est pas revenu nous demander
19 d'argent sur ce dossier-là. Donc, pour nous le
20 dossier s'est fait normalement. Et on a retrouvé le
21 dossier qui n'était pas informatisé, donc, la
22 raison pour laquelle il n'était pas dans la liste.

23 Q. [717] Mais vous êtes certain qu'il n'y a pas de
24 sommes d'argent qui ont été...

25 R. Puisque ça aurait dû passer par moi, Charles

1 Meunier aurait sûrement passé par moi et qu'il
2 n'avait aucun autre moyen d'obtenir l'argent.

3 Q. [718] On a entendu aussi dans le cadre des
4 audiences qu'il y a une somme d'argent qui était
5 demandée aux firmes de génie-conseil tout dépendant
6 de la grosseur de la firme soit deux cent mille
7 (200 000), cent mille dollars (100 000 \$). Dans le
8 cas de BPR est-ce qu'une telle somme a été, vous a
9 été demandée?

10 R. Non. La somme ne nous a pas été demandée et elle
11 n'a pas été payée.

12 Q. [719] D'accord. Donc, si on additionne les montants
13 qui vous ont été, qui ont été demandés à BPR et
14 payés par BPR sous réserve d'un neuf mille dollars
15 (9000 \$)?

16 R. Entre cent quarante-cinq et cent cinquante-cinq
17 mille dollars (145 000-155 000 \$).

18 Q. [720] Qui a été versé à ceux qui vous le
19 demandaient. C'est exact?

20 R. Qui a été versé à Charles Meunier qui lui l'a remis
21 aux personnes qu'il vous a identifiées.

22 Q. [721] Dans le cadre du processus, là, de collusion,
23 d'entente qu'il y avait, est-ce que ça a été mis à
24 votre connaissance aussi des soumissions, ce qu'on
25 peut appeler des soumissions de complaisance?

1 R. Ça n'a pas été mis à ma connaissance à l'époque,
2 j'ai retrouvé dans les dossiers, trois dossiers,
3 dans les dossiers électroniques, trois dossiers de
4 soumission pour lequel on a déposé un prix sans
5 effort compétitif aucun. Donc on avait déposé un
6 prix à l'arrêté en conseil 1235, sans aucune note
7 au dossier. Donc, on n'avait pas fait preuve
8 d'agressivité commerciale.

9 Q. [722] Non, c'est les contrats répertoriés dans la
10 section en jaune?

11 R. Exact. Donc, je suppose que pour ces dossiers-là ça
12 aussi c'était quelque chose qui était gérée par
13 Charles, entre guillemets, quoique c'était bien
14 contre sa volonté, ces trois dossiers-là ont dû
15 être des soumissions de complaisance puisqu'il n'y
16 aucun effort commercial.

17 Q. [723] Voulez-vous nous expliquer ce que vous
18 entendez par aucun effort commercial a été
19 effectué?

20 R. Le prix n'est pas calculé, il n'est pas, il n'y a
21 pas une fiche de, un dossier informatisé qui essaie
22 de calculer où on pourrait sauver de l'argent pour
23 faire le projet à un coût réduit. Et le prix est
24 déposé à l'arrêté en conseil, sans escompte. Donc,
25 je suppose que c'était ça. C'est l'analyse que j'en

1 fais maintenant.

2 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

3 Q. **[724]** Quand vous obtenez un contrat du ministère
4 des Transports, je comprends que là vous travaillez
5 avec les prix qui sont dans l'arrêté, dans le
6 décret?

7 R. Oui.

8 Q. **[725]** Donc, quand vous dites que vous faites des
9 efforts commerciaux pour gagner des contrats, là
10 ici vous identifiez trois contrats où vous dites on
11 a coté exactement au tarif dans le décret, donc on
12 n'a pas fait d'effort commercial. Dans le cadre de
13 la... Donc, dans les autres contrats que vous
14 gagnez, parfois vous faites un effort commercial
15 puis là vous baissez vos prix. C'est ça?

16 R. En fait, je... Votre question est très pertinente,
17 puis j'espère que la réponse va vous éclairer là-
18 dessus. Le ministère des Transports a des rendus
19 très bien définis. Le travail qu'on doit faire pour
20 eux est excessivement bien précisé.

21 Donc, à l'arrêté en conseil, quand vous
22 faites le travail, vous ne pouvez pas jouer ni sur
23 la qualité de ce que vous allez déposer, puisqu'ils
24 vont juger de la qualité que vous allez faire, ni
25 sur la quantité de services que vous allez rendre.

1 C'est très bien défini.

2 Donc, à l'arrêté en conseil, pour faire un
3 boulot pour le ministère des Transports qui est
4 très bien défini, vous faites un profit qui est de
5 l'ordre de dix (10) à onze pour cent (11 %), très
6 clairement, vous faites une très bonne qualité,
7 sinon ils peuvent démontrer que vous n'avez pas
8 fait ce que vous aviez à faire et vous obliger à le
9 refaire.

10 Quand il y a une guerre de prix dans le
11 municipal, ce que... Je vais décrire ce que mes
12 gens me décrivent quand ils essaient de couper le
13 prix. Ils coupent forcément sur les services qu'ils
14 vont rendre. La Municipalité, elle n'a pas un rendu
15 très précis de ce qu'elle attend. Est-ce qu'elle
16 attend une feuille de plan par cent (100) mètres,
17 tant de coupes par mètre linéaire, telle
18 information sur la structure? Donc, il y a un jeu
19 qui se joue sur le livrable.

20 Je suis contre ça. On a un travail de
21 qualité à faire, on ne devrait jamais être dans une
22 situation où on coupe sur la qualité. Notre travail
23 d'ingénierie va influencer le coût de construction
24 du projet et son coût d'exploitation après.

25 Ça fait que quand quelqu'un coupe sur le

1 prix d'ingénierie pour rentrer, pour être celui qui
2 est sélectionné, il a forcément, forcément réduit
3 la quantité et la qualité des livrables. C'est ça
4 la réponse. L'arrêté en conseil, pour un client
5 compétent qui sait ce qu'il a besoin, qui l'a
6 précisé, qui l'a listé, qui va le vérifier, c'est
7 juste honnête, et j'ouvrirais mes livres à vous, ça
8 vous donner dix (10) à onze pour cent (11 %) de
9 profit.

10 Cependant, il y a toujours moyen de réduire
11 le prix d'une proposition. Ça ne sera pas les mêmes
12 rendus. Ça ne sera pas la même information. Et là
13 il y a des risques que cette information-là soit
14 utilisée de manière déformée par... sans mauvaise
15 pensée. Un entrepreneur va dire, « Ça ce n'était
16 pas prévu au devis. » Bien non, ça n'a pas été
17 livré avec autant de détails que requis.

18 Donc, l'arrêté en conseil au ministère des
19 Transports, et je vous dis ça en toute candeur, là,
20 je veux que vos travaux soient efficaces, c'est
21 juste parce qu'ils définissent bien les livrables.
22 Si vous travaillez pour la SIQ, ça va être la... La
23 Société... Je ne me souviens plus comment elle
24 s'appelle maintenant. Ça va être les mêmes, la même
25 description des livrables.

1 Quand vous travaillez pour un industriel,
2 là, il n'y a aucun doute sur les livrables que vous
3 allez livrer, puis votre prix doit correspondre aux
4 livrables, puis il va vous le faire refaire. Au
5 transport, c'est la même chose. Parce que c'est
6 très standardisé.

7 Quand on travaille pour une Ville, il n'y a
8 pas... On doit avoir l'honnêteté professionnelle de
9 tout livrer. Mais là, s'il n'y a plus moyen de le
10 faire pour le prix, personne ne paie pour
11 travailler. C'est donc... Quand on entend des gens,
12 l'escompte, et caetera, là, il y a toujours un
13 effort, dire, « Ah oui, ça, je serais peut-être
14 capable de ne pas faire ça. » Ce n'est pas comme ça
15 qu'on devrait faire. On ne devrait jamais faire
16 d'escompte quand ça en arrive à toucher la qualité.
17 Ça, là, il faudrait éviter ce risque-là. Je sais
18 que...

19 Q. **[726]** Allez...

20 R. Ah, peut-être que je parle trop, là.

21 Q. **[727]** Non non, continuez, continuez. Je trouve ça
22 fort intéressant.

23 R. L'ingénierie, sur la vie totale d'un projet... Un
24 projet, quand il va durer soixante (60) ans, ou
25 quatre-vingts (80) ans, peu importe, sur sa vie

1 totale, il faut retenir que l'ingénierie, c'est
2 deux pour cent (2 %) du coût total sur la durée de
3 vie du projet. La construction, c'est de vingt (20)
4 à trente pour cent (30 %) maximum, et il va rester,
5 grosso modo, de soixante-cinq (65) à soixante-
6 quinze pour cent (75 %) qui est l'exploitation de
7 cet ouvrage-là et son entretien.

8 S'il est mal conçu, il va coûter plus cher
9 à construire puis plus cher à opérer. Si on a coupé
10 au moment de la conception, on massacre le coût du
11 projet sur sa vie utile. Et tout le monde le sait,
12 dans sa vie de tous les jours, pour sa propre
13 maison.

14 Je vous donne un exemple. Un devis, ça peut
15 être très... Ça doit être très détaillé, très
16 complexe. Il y a des conditions de sol qu'on ne
17 pourra jamais prévoir, il y a des choses qu'on ne
18 pourra jamais prévoir, mais si je demande une porte
19 à un entrepreneur, il aurait le droit de livrer la
20 porte, puis ne pas mettre la poignée de porte.
21 C'est clair pour tout le monde qu'une porte ça a
22 une poignée, mais si dans un devis je ne l'ai pas
23 mis.

24 Mais si je n'ai pas d'argent pour le faire
25 comme il faut le devis, même les meilleurs

1 ingénieurs qui travaillent dans la boîte ils vont
2 faire des erreurs, ils n'ont pas de temps pour le
3 faire. Et donc, c'est important de dire que
4 l'escompte donnée à une ville puis la période
5 actuelle, là, c'est dangereux, ce n'est pas ça
6 qu'il faut faire. C'est catastrophique. C'est ça
7 que je voulais vous dire.

8 Et donc le ministère des Transports, là, il
9 n'y a pas de doute, les livrables, là, c'est
10 défini, puis il ne peut pas manquer une feuille de
11 plan, puis il ne peut pas manquer un rapport, puis
12 il ne peut pas manquer tel, tel niveau d'expertise.
13 C'est clair. J'espère que je réponds à votre
14 question, que je n'ai pas été trop long, excusez-
15 moi.

16 M. RENAUD LACHANCE, Commissaire :

17 Q. **[728]** Donc quand vous dites l'escompte, l'escompte
18 ça ne pourrait pas être aussi un peu aussi une
19 réduction de la marge bénéficiaire au lieu de faire
20 dix, onze pour cent (10-11 %) comme au MTQ, on fait
21 huit, sept, huit dans le domaine des villes?

22 R. Bien ça peut l'être, mais à condition qu'on joue
23 dans le un ou deux pour cent (1-2 %), puis là vous
24 comprenez avec ce que moi j'ai décrit à vos
25 enquêteurs et à vos procureurs, que là si en plus

1 vous prenez votre trois pour cent (3 %) après
2 impôt, bien là, je veux dire ça ne sert à rien de
3 travailler à la Ville de Montréal.

4 La Ville de Montréal là c'est trois
5 millions (3 M) d'honoraires par année dans ces
6 années-là sur le, pour BPR et BPR-Infrastructure
7 c'est quatre-vingt millions (80 M) de chiffres
8 d'affaires. Pourquoi, pourquoi subir tout ça, là,
9 pour ça. C'est ça le raisonnement où on était
10 rendu, et heureusement que vous l'arrêtez,
11 heureusement que ça s'est arrêté, parce que sinon
12 de toute façon on serait parti.

13 Q. [729] Est-ce que...

14 R. Il y a des projets intéressants à faire, ce n'est
15 pas parce qu'il n'y a pas de projets intéressants à
16 faire.

17 Q. [730] Vous nous avez dit que bon, le ministère des
18 Transports a une description de ses attendus
19 tellement fine que ça vous permet vraiment d'avoir
20 un estimé très précis, en partant avec les tarifs
21 du gouvernement vous faites dix à onze pour cent
22 (10-11 %). Donc, dans les villes les descriptions
23 sont un peu plus, je dirais plus floues, du moins
24 elles sont plus, elles sont incomplètes, c'est ça?

25 R. Ah, oui, puis ce n'est pas, c'est souvent des

1 dossiers plus uniques, c'est-à-dire que ce n'est
2 pas toujours, on n'est pas dans ces chaussées de
3 même type, des ouvrages d'art de même type, donc,
4 il y a des particularités, il y a des choses qui
5 sont plus complexes, on travaille souvent dans de
6 l'existant. Donc, là, dans de l'existant ce n'est
7 pas toujours clean. Sous la rue Sherbrooke
8 l'ouvrage qui a été construit dans les années
9 quarante (40), bien là souvent il n'est pas tout à
10 fait à la même place que prévu, mais là, on dit
11 tout le temps, ah, o.k., ça n'inclura pas les
12 relevés. J'ai vu mes gens faire ça, puis que je me
13 sois choqué après eux de dire bien là on pourrait
14 ne pas faire ça puis là ça nous permettrait de
15 bider plus bas, puis de gagner la job sinon on va
16 se faire battre. Non, ce n'est pas ça qu'il faut
17 qu'on fasse, il faut qu'on se batte pour que les
18 tarifs soient au niveau pour qu'on puisse faire
19 notre job correctement.

20 Mais dans le contexte, dans le contexte
21 qu'on décrit ici, c'était une voix dans le désert.

22 Q. [731] Donc, diriez-vous que dans, vous avez des
23 contrats également à Québec?

24 R. Oui.

25 Q. [732] Dans la Ville de Québec?

1 R. Ville de Québec est plus systématique, plus précise
2 sur ce qui, sur ce qu'ils s'attendent, ils se
3 servent plus de leurs dossiers passés pour dire,
4 ils font plus d'entretien de leur ouvrage aussi.
5 Donc, conséquemment tu tombes moins sur des
6 affaires plus difficiles à prévoir.

7 Q. [733] Donc, le retard pris dans les infrastructures
8 à Montréal a fait en sorte que les plans et devis
9 pour les projets de rénovation sont plus complexes
10 parce que ça fait très longtemps qu'on n'a pas
11 touché à la route, c'est ça ?

12 R. C'est parce qu'il faut s'inquiéter, on n'a pas le
13 droit de considérer qu'une, ce n'est pas la faute
14 des ingénieurs de Montréal, ce n'est pas ça que je
15 dis, là. C'est, c'est un réseau qui se détériore,
16 ça veut dire que quand vous voulez mettre un nouvel
17 équipement à côté d'un ouvrage qui est âgé, qui a
18 dépassé sa durée de vie utile, bien là juste
19 d'aller travailler à côté ça risque de le briser.
20 Et donc, vous allez devoir le remplacer. C'est sage
21 de penser que ça va le remplacer, mais tout le
22 monde a peur de se mettre ce coût-là dans
23 l'estimation. Parce que là les estimations montent,
24 mais il faudrait le faire.
25 Vous ne remplacez pas le bardeau sur votre

1 couverture, puis en voyant qu'il y a une planche du
2 pontage qui est pourrie puis de ne pas la
3 remplacer, ça serait stupide. Bien il y a pourtant
4 des choses comme ça qui se passent. Dans les
5 estimations les gens disent, ah, ça je n'ai pas à y
6 toucher, il va rester là. Il ne restera pas là, il
7 va briser. Ça va être un extra. Il faut l'avoir
8 prévu.

9 (15:45:50)

10 Me CLAUDINE ROY :

11 Q. **[734]** Relativement aux exemples que vous donnez sur
12 l'entretien, vous avez parlé également des vannes
13 au niveau des conduites d'aqueduc, juste peut-être
14 pour illustrer davantage là?

15 R. C'est...

16 Q. **[735]** La problématique engendrée par l'absence de
17 suivi des...

18 R. C'est très complexe d'entretien un grand, un grand
19 réseau comme la Ville de Montréal puis les gens
20 oublent souvent que c'est, c'est un ouvrage
21 magnifique conçu dans les années vingt à quarante
22 (40), construit dans les années vingt à quarante
23 (40), mais il y a soixante-quatorze mille (74 000)
24 vannes sur le réseau de la Ville de Montréal, pas
25 dix, soixante-quatorze mille (74 000). Quand il

1 faut que tu les entretiennes, des vannes manuelles,
2 il faut que tu tournes un volant pour les fermer.

3 Tout le monde sait que si vous ne vous
4 servez pas d'un robinet chez vous pendant deux ans,
5 ça se peut qu'il ne rouvre pas. Bien il faut les
6 entretenir, mais là vous en avez soixante-quatorze
7 mille (74 000) à entretenir. Pendant qu'on
8 travaillait à la Ville de Montréal on a vu qu'ils
9 ont commencé à mettre des équipes d'entretien parce
10 que ça avait été négligé. C'est important. Pourquoi
11 c'est important? Quand il y a une fuite, il faut
12 que la vanne ferme. Si elle ne ferme pas, vous
13 allez être obligé d'aller en fermer dix (10). Si,
14 sur les dix (10), il y en a une qui ne ferme pas,
15 vous allez être obligé d'aller en fermer cinquante
16 (50). C'est... Mais ça, c'est complexe. C'est un
17 énorme ouvrage. C'est un patrimoine fantastique, ça
18 prend... J'ai vu des gens, à la Ville de Montréal,
19 tellement dédiés, là, et qui pouvaient tout vous
20 expliquer ça en détail, mais il faut qu'ils aient
21 les ressources pour le faire.

22 Mais si on revient à la job d'ingénierie,
23 bien oui c'est complexe. Tu planifies des travaux,
24 puis il y a plein d'équipements qui sont rendus à
25 la fin de leur vie utile. En deux mille vingt

1 (2020), il y a soixante-dix pour cent (70 %) des
2 conduites de la ville de Montréal qui ont dépassé
3 leur durée de vie utile. Mais c'est des bons
4 ouvrages. Ils ont été bien conçus à l'époque. C'est
5 juste que ça fait quatre-vingts (80) ans. Ça aussi,
6 ça doit être pris en compte.

7 Donc, on parle beaucoup du prix, mais c'est
8 le rapport qualité-prix qui est important. Je
9 voulais le souligner à votre attention. Je ne
10 voulais pas prendre trop de votre temps.

11 Q. [736] Toujours dans le contexte des activités
12 faites par BPR, BPR a été amenée à faire du
13 financement politique au niveau de la Ville de
14 Montréal, par le biais, entre autres, de monsieur
15 Meunier. Est-ce que vous êtes en mesure de nous
16 dire ce que vous en savez?

17 R. Pratiquement rien, là. Là je vous retourne au
18 témoignage de monsieur Meunier, là. À ma
19 connaissance, ça doit être des cocktails puis des
20 présences à des cocktails, mais pas significatif.
21 Charles Meunier était le représentant à ces
22 cocktails-là, on n'envoyait pas dix (10), vingt
23 (20) personnes. Il n'y avait que Charles.

24 Q. [737] Et au niveau du paiement de ses contributions
25 à ces cocktails?

1 R. Je... Je dois admettre mon ignorance de... À ma
2 connaissance, ça ne devait pas être des montants
3 importants, donc, il faudrait référer à son propre
4 témoignage, là.

5 Q. [738] Vous, vous n'avez pas eu de demandes
6 spécifiques de la part de monsieur Meunier?

7 R. Non.

8 Q. [739] Vous n'avez pas eu de demandes spécifiques de
9 gens reliés au financement des partis politiques à
10 Montréal, vous personnellement?

11 R. Non. Il y a eu une demande qui m'est parvenue à
12 moi, à la demande de Charles Meunier, où Charles
13 Meunier et moi avons assisté à la fête des vingt
14 (20) ans de vie politique de monsieur Frank
15 Zampino, et c'était monsieur Trépanier qui était le
16 demandeur. Et j'ai rencontré monsieur Trépanier à
17 cette occasion-là, et nous sommes allés, Charles et
18 moi, pendant deux heures à la fête des vingt (20)
19 ans politiques de monsieur Zampino.

20 Q. [740] Comment ça...

21 R. Où...

22 Q. [741] Oui, excusez-moi.

23 R. Où il y avait, je ne sais pas, il devait y avoir
24 facilement six cents (600) personnes. Ça me
25 semblait très gros.

1 Q. **[742]** Et qui vous avait sollicité pour participer à
2 la fête de monsieur Zampino?

3 R. Charles m'a indiqué que Trépanier, monsieur
4 Trépanier voulait qu'on aille à la fête, et
5 monsieur Trépanier est venu me voir.

6 Q. **[743]** D'accord. Voulez-vous nous relater comment
7 s'est déroulé cette rencontre? Est-ce que c'était
8 la première fois que vous voyiez monsieur
9 Trépanier?

10 R. Oui. À ce moment-là, là.

11 Q. **[744]** D'accord. Et lorsque vous nous avez dit, en
12 début de témoignage, « Je dois rencontrer monsieur
13 Trépanier », sauf... en avril deux mille sept
14 (2007), est-ce que c'est à cet événement-là que
15 vous faisiez référence?

16 R. C'est ça. C'est cet événement-là, d'avril deux
17 mille sept (2007), le vingt-sept (27) avril deux
18 mille sept (2007). Donc, j'ai dû le rencontrer le
19 quinze (15) avril deux mille sept (2007) pour
20 confirmer qu'on serait, Charles et moi, présents à
21 cette fête-là.

22 Q. **[745]** Il est allé vous rencontrer à quel endroit?

23 R. À mon bureau.

24 Q. **[746]** Comment ça s'est passé?

25 R. Bien, « On fait une fête pour le président du

1 comité exécutif, tout le monde va être là, vous
2 devriez être là. » Puis... De ce genre-là. Pas
3 plus, pas moins. On n'avait pas eu de longues
4 conversations sur le sujet.

5 Q. [747] Et c'est un billet qui avait quel coût?

6 R. Je pense, je pense, de mémoire, que c'était deux
7 cent cinquante dollars (250 \$), et que ça faisait
8 cinq cents dollars (500 \$) au total.

9 Q. [748] Est-ce qu'il vous a demandé un nombre de
10 billets qu'il désirait que BPR achète?

11 R. J'avais dit... J'avais dit que c'était deux.
12 Charles et moi.

13 Q. [749] O.K.

14 R. Un point c'est tout.

15 Q. [750] Et à ce moment-là, quelle a été sa réaction?

16 R. Ça... Il n'a pas eu de réaction particulière, là.
17 Je me souviendrais s'il avait sauté au plafond, je
18 me souviendrais s'il s'était mis à pleurer, mais il
19 n'a rien...

20 (15:51:37)

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Q. [751] Et si j'ai bien compris, c'était simplement
23 un cocktail?

24 R. Non, c'était un événement où il y avait un souper.

25 Q. [752] Un souper?

1 R. Nous autres on est resté juste deux heures, pour la
2 partie apéro, mais tout le monde était assis à
3 table. C'était un assez gros événement.

4 Me CLAUDINE ROY :

5 Q. **[753]** Et vous avez payé, ou BPR a payé de quelle
6 façon?

7 R. Je ne suis pas capable de m'en souvenir. C'est-à-
8 dire que si c'était quelque chose que BPR pouvait
9 payer par chèque, elle l'a sûrement fait. Si
10 c'était encore une contribution politique, bien là,
11 probablement que ça a passé le même circuit, là.
12 Charles lui a donné en argent, parce que j'avais
13 donné l'argent à Charles.

14 Q. **[754]** Et vous n'êtes pas capable de vous
15 rappeler...

16 R. Pas pour... Pas pour ce montant-là. On était
17 tellement bloqué, figé sur les autres montants qui
18 sont beaucoup plus gros que... Celui-là, je ne l'ai
19 pas retenu.

20 Q. **[755]** Mais on est dans la même période?

21 R. C'est la même période, là. C'est deux mille sept
22 (2007), c'est... On a fait le premier paiement de
23 trois pour cent (3 %) à ce moment-là.

24 Q. **[756]** Est-ce que monsieur Zampino, c'est quelqu'un
25 que vous connaissiez?

1 R. Oui. On va le voir, le contrat des compteurs d'eau,
2 on avait des suivis réguliers avec lui.

3 Q. [757] O.K.

4 R. Mais comme président du comité exécutif. Pas
5 personnellement.

6 Q. [758] O.K. Puisqu'on parle de connaissance de
7 monsieur Zampino, également, vous avez participé à
8 des rencontres au 357C?

9 R. Oui.

10 Q. [759] Vous êtes, en tant que Pierre Lavallée, vous
11 étiez membre du 350C...

12 R. Exact.

13 Q. [760] ... 357C.

14 R. Exact.

15 Q. [761] Vous avez été membre de quelle année à quelle
16 année?

17 R. À ma connaissance, de deux mille six (2006) à deux
18 mille... à la fin deux mille douze (2012).

19 Q. [762] O.K. Et pour quelle raison vous avez cessé
20 d'être membre en deux mille douze (2012)?

21 R. Parce que pour les employés, suite à la publicité
22 qui a été faite là-dessus, ça aurait été
23 irrévérencieux de continuer à être là. On est allé
24 au 357C quand ils ont démoli le Club St-Denis et là
25 bien, ça donnait... les employés parlaient du fait

1 que leur président était membre du 357C, donc on a
2 abonné... on a annulé l'abonnement.

3 Q. **[763]** Alors, dans le document auquel vous faites
4 référence qui a été déposé, dans le document déposé
5 29P-316, c'est un document déposé le vingt-sept
6 (27) novembre. Alors, si on prend connaissance du
7 document, on voit votre nom à trois événements dans
8 ce document. Un événement que l'on retrouve d'abord
9 à la page 3, un événement du vingt-sept (27)
10 février deux mille sept (2007), un événement qu'on
11 retrouve également à la page 5 du même document,
12 événement du dix-huit (18) mai deux mille sept
13 (2007). Et finalement, à la page 9, un événement du
14 seize (16) décembre deux mille huit (2008). Alors,
15 si on revient, ces trois événements...

16 R. Je vais vous écouter parce que là, moi, ça...

17 Q. **[764]** Oui, ça défile rapidement, mais on va les
18 reprendre. Là j'ai donné trois dates, ce sont trois
19 dates dont vous... qui vous rappellent quelque
20 chose à votre mémoire.

21 R. Dont nous avons discuté... dont nous avons discuté
22 avec les enquêteurs et avec vous. La date de
23 février...

24 Q. **[765]** Celle qu'on voit à l'écran, soit le vingt-
25 sept (27) février... le vingt-six (26), pardon,

1 février deux mille sept (2007), on y voit votre nom
2 en compagnie de madame Beauchamp Bibeau, monsieur
3 Catania, monsieur Lalonde.

4 R. Le deuxième événement en mai, l'événement de
5 février, je ne suis pas allé là, j'ai rien à mon
6 agenda, je n'étais pas présent à cet événement-là.
7 J'ai été présent à l'événement du mois de mai où là
8 on parle d'environnement et j'ai été invité à cet
9 événement-là pour parler de quelles seraient mes
10 suggestions d'amélioration du ministère de
11 l'Environnement. Le président de l'époque de BPR
12 m'avait demandé de le remplacer.

13 Q. **[766]** Mais, si on reste au vingt-six (26) février
14 deux mille sept (2007), quand vous voyez les noms
15 des personnes, vous regardez l'événement, l'heure,
16 le membre qui invite le nombre de personnes, vous
17 dites que vous n'êtes pas... vous n'avez pas
18 assisté à cet événement.

19 R. Non.

20 Q. **[767]** O.K.

21 (15:56:11)

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Q. **[768]** Donc, c'est une erreur si votre nom est là?

24 R. C'est-à-dire qu'ils peuvent avoir mis mon nom, mais
25 je ne suis pas allé à cet événement-là. Je n'ai

1 rien rien rien, alors que j'ai très bien le
2 deuxième.

3 Me CLAUDINE ROY :

4 Q. **[769]** Donc, on va... quand vous faites référence au
5 deuxième, vous parlez à l'événement que l'on
6 retrouve à la page 5, soit celui du dix-huit (18)
7 mai deux mille sept (2007).

8 R. Oui.

9 Q. **[770]** On voit les mêmes invités, exactement les
10 mêmes invités.

11 R. C'est ça. Et celui-là, je me souviens très bien
12 d'avoir... d'avoir été là pendant l'heure du
13 déjeuner, aucune autre conversation, d'avoir
14 expliqué en quoi, compte tenu de mon expérience du
15 ministère de l'Environnement. Madame Beauchamp qui
16 était alors la nouvelle ministre de l'Environnement
17 pour améliorer la situation. Je l'ai à mon agenda
18 et je me souviens très bien de ce qu'on avait
19 parlé.

20 Q. **[771]** Relativement aux conversations qui ont eu
21 lieu pendant la période où vous avez été présent,
22 quels sont les sujets de conversations?

23 R. Bien, tout le monde a dû faire son petit baratin
24 sur ce qu'il jugeait valable, puis il y en a qui
25 ont parlé probablement plus longtemps, probablement

1 dont moi, de ce sujet-là. Mais, je n'ai eu aucune
2 autre conversation avant ou après la présence et
3 les discussions sur l'environnement où nous
4 prenions le petit déjeuner en même temps.

5 Q. [772] Vous avez été présent pendant combien de
6 temps à cette rencontre?

7 R. J'ai été présent sûrement pas plus qu'une heure,
8 poliment, toute la période où on a parlé
9 d'environnement.

10 Q. [773] À ce moment-là, monsieur Trépanier est
11 présent?

12 R. Oui.

13 Q. [774] Monsieur Zampino?

14 R. Oui.

15 Q. [775] Bon. Monsieur Sauriol, monsieur...

16 R. Théberge.

17 Q. [776] ... tous les gens qu'on voit.

18 R. Michel Lalonde, le conjoint de madame Beauchamp de
19 l'époque, oui. Paolo Catania et Frank Minicucci
20 pour moi, ce n'est pas clair là, mais... Je ne vous
21 confirme pas qu'ils n'étaient pas là là, je vous
22 dis juste que ce n'est pas clair.

23 Q. [777] Ce n'est pas clair, c'est-à-dire vous ne vous
24 rappelez pas exactement.

25 R. Je ne me rappelle pas d'eux là, je me rappelle des

1 gens que je rencontre plus souvent à la ICQ et
2 Frank Zampino et Bernard Trépanier étaient là, oui.

3 Q. [778] O.K. Est-ce que monsieur Trépanier a parlé
4 d'environnement, à votre souvenir?

5 R. La réponse est « non », c'est sûr.

6 Q. [779] Pourquoi?

7 R. Bien, à mon avis, il n'a aucune compétence pour
8 discuter de ça.

9 Q. [780] Et il a parlé de quoi selon ce que vous vous
10 souvenez?

11 R. Moi, moi, il n'a pas parlé pendant les discussions,
12 ça, c'est sûr. Il n'y a eu aucun mot... aucun mot
13 prononcé par lui.

14 Q. [781] Est-ce que vous avez été surpris de le voir à
15 cette rencontre?

16 R. Oui, je dirais que c'était surprenant qu'il soit
17 associé à madame Beauchamp de quelque manière que
18 ce soit. Frank Zampino était, si j'ai bien compris,
19 il connaissait madame Beauchamp parce qu'ils sont
20 dans le même comté ou leur arrondissement et leur
21 comté se chevauchent.

22 Q. [782] Ça...

23 R. Souvent, souvent, dans ces réunions-là, on ne vous
24 avertit pas à l'avance de qui est là, donc,
25 vous arrivez puis vous les prenez tel quel.

1 (15:59:51)

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Q. [783] Alors, pourquoi vous y allez si vous ne savez
4 pas qui va y être?

5 R. Parce qu'on m'avait demandé de parler
6 d'environnement, du sujet précisément, madame
7 Beauchamp était là.

8 Q. [784] Puis vous ne saviez pas que madame Beauchamp
9 était pour être là?

10 R. Non, non, madame Beauchamp était là, on y allait
11 pour rencontrer madame Beauchamp. Ce que je vous
12 dis c'est les autres invités. On ne nous avise pas
13 que pour rencontrer madame Beauchamp et parler
14 d'environnement, il y aura aussi telle autre
15 personne à côté.

16 Me CLAUDINE ROY :

17 Q. [785] Il ne serait pas de bon usage de demander qui
18 va être là pour se préparer en conséquence?

19 R. À l'époque, à l'époque, non, maintenant ça serait
20 la première chose qu'on vérifierait. Et on n'irait
21 plus à une rencontre autrement que dans un contexte
22 très, très particulier et sûrement pas comme celui-
23 là. Mais à l'époque ça, ça n'a pas allumé de
24 lumière quel qu'il soit. Je vous rappelle aussi que
25 selon ma, ma mémoire, je n'étais pas le président

1 et chef de la direction à l'époque, c'était
2 initialement mon collègue qui devait y être et moi
3 je le remplaçais parce que l'Environnement j'y
4 avais déjà travaillé, je savais très bien de quoi
5 on allait parler. Sans aucune autre intention. Et
6 personne ne m'a parlé puisque je vous ai entendu,
7 personne n'a parlé de financement devant moi ou
8 bien de quelque soit, une fois levé de table, j'ai
9 quitté.

10 Q. **[786]** Quant à vos présences au 357C, on a dans le
11 document le seize (16) décembre deux mille huit
12 (2008), invité par monsieur Sauriol?

13 R. Exact.

14 Q. **[787]** Quatre personnes étaient invités et on voit
15 monsieur Lavallée, monsieur Zampino, une personne
16 dont le nom est caviardé, on est à la page 9?

17 R. Oui, oui. J'ai vérifié à mon agenda, le seize (16)
18 décembre deux mille huit (2008) je suis allé
19 effectivement rencontrer, c'est là que j'ai appris
20 que monsieur Zampino était chez Dessau et la
21 rencontre avait été convoquée pour parler d'un
22 projet potentiel à réaliser pour l'ozonation de la
23 Ville de Montréal puisque le dossier de
24 désinfection de la Ville de Montréal par ozonation
25 n'avait pas encore abouti. Donc, je pense que la

1 quatrième personne était le représentant québécois
2 de la technologie d'ozonation de Degrémont.

3 Q. **[788]** Donc, pour parler de ce processus?

4 R. Oui, ce qui n'était pas prévu c'était la présence
5 de monsieur Zampino.

6 Q. **[789]** Et pourquoi ce n'était pas prévu?

7 R. Bien c'est parce que je ne savais pas, à ce moment-
8 là, ce n'était pas clair pour moi qu'il était chez
9 Dessau. C'est là que je l'ai appris.

10 Q. **[790]** Relativement à des contributions politiques
11 pour la Ville de Montréal vous, Monsieur Lavallée,
12 est-ce que vous en avez déjà fait?

13 R. Non.

14 Q. **[791]** D'accord. Vous n'avez jamais été sollicité
15 non plus?

16 R. Non.

17 Q. **[792]** À votre connaissance, est-ce qu'il y a des
18 employés de BPR qui ont fait des contributions
19 politiques pour la Ville de Montréal, à votre
20 connaissance?

21 R. À ma connaissance, non.

22 Q. **[793]** O.K. Et donc, par la suite personne a mis à
23 votre connaissance une demande de remboursement
24 pour des contributions politiques?

25 R. Non. Les associés font des contributions politiques

1 lorsqu'il y a des demandes qui sont faites selon...
2 mais ne se font pas rembourser.

3 Q. [794] O.K. Mais là je parle...

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. [795] Selon quoi?

6 R. C'est-à-dire que c'est l'associé comme individu qui
7 fait une contribution politique, ce n'est pas la
8 firme qui le fait et donc, il n'y a aucun
9 remboursement.

10 Q. [796] Vous avez dit les employés font des
11 contributions politiques?

12 R. Si j'ai dit employés, Madame, je me suis trompé,
13 c'est les associés.

14 Q. [797] Mais les associés, mais vous avez dit selon?

15 R. Selon leur..., leur..., par exemple, moi j'ai
16 contribué à la Ville de Québec selon mes
17 convictions.

18 Me CLAUDINE ROY :

19 Q. [798] Est-ce qu'effectivement BPR vous a fait un
20 remboursement d'une quelconque façon?

21 R. Jamais.

22 Q. [799] O.K. Juste avant d'arriver à ça pour terminer
23 avec les employés de la Ville de Montréal, est-ce
24 qu'il y a, vous dites qu'il n'y a pas eu de demande
25 de remboursement. Est-ce qu'il existait une

1 politique chez BPR relativement aux demandes de
2 remboursement?

3 R. Non, en fait, c'est ce que je disais, il existe
4 quatre-vingts (80), il existait quatre-vingts (80)
5 associés donc actionnaires chez BPR et ces
6 actionnaires-là pouvaient faire une contribution,
7 mais il n'y avait pas de remboursement de la firme.
8 C'est à même leurs fonds.

9 Q. [800] Est-ce que BPR encourageait les contributions
10 politiques?

11 R. BPR n'encourageait pas les contributions
12 politiques, s'il y avait, quand on va parler des
13 partis politiques provinciaux, s'ils avaient, ils
14 avaient une demande, bien les associés se
15 réunissaient pour savoir si individuellement ils
16 pouvaient en arriver à satisfaire la demande du
17 parti politique.

18 Q. [801] Si on termine dans les...

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Q. [802] Attention. Donc, et là vous parlez des partis
21 politiques provinciaux?

22 R. Qui faisaient des demandes avec des attentes.

23 Q. [803] Bon, alors donc, venons-en à ça. Quel parti
24 politique faisait des demandes et quelles étaient
25 leurs attentes?

1 R. Je vais préciser que c'est moi, ce qu'on me disait,
2 c'était comme actionnaire. Je n'ai donc jamais été
3 celui qui a été l'interlocuteur direct de ces gens-
4 là, mais je pense que ce qu'on m'a rapporté l'a été
5 fait de manière exacte. Tous les partis politiques
6 faisaient des demandes. Que ce soit dans
7 l'opposition ou au pouvoir. C'est depuis qu'on
8 connaît le mot « Deuxième opposition », même la
9 deuxième opposition faisait aussi ses demandes.
10 Elle les faisait au président et chef de la
11 direction de BPR, qui lui, une fois qu'il avait
12 reçu ces demandes-là, dans une réunion d'associés
13 qui n'était pas spécifiquement sur ce sujet, nous
14 disait: « On nous demande comme hommes d'affaires
15 qui avons reçu des contrats du gouvernement du
16 Québec de faire notre part au soutien de tel ou tel
17 parti politique ». Et c'était toujours précédé dans
18 ce qu'ils nous disaient du fait que les gens
19 disaient: « Vous avez eu beaucoup de contrats du
20 gouvernement du Québec ». Et donc, une fois que ça
21 c'était reçu, les associés, comme propriétaires de
22 l'entreprise, avaient à prendre une décision de
23 contribuer. On les laissait contribuer au parti de
24 leur choix parce qu'il y a très peu d'années où il
25 n'y a pas eu de demandes de tous les partis

1 politiques. Et là, à ce moment-là, ça se rendait
2 jusqu'au parti, qui pouvait revenir vers le
3 président pour dire: « Il me semble que vous n'en
4 avez pas envoyé beaucoup ». Et là, il y a avait une
5 deuxième demande aux associés. Mais la firme ne
6 remboursait pas et la firme, c'était les
7 propriétaires de la firme. Je ne fais pas de
8 sophisme, je fais juste dire comment nous, on le
9 faisait.

10 Q. **[804]** Et à quelle hauteur était-ce?

11 R. De mémoire, Madame, on me parlait toujours de
12 trente (30) à cinquante mille dollars (50 000 \$).

13 Q. **[805]** Est-ce que c'était plus... la demande était
14 plus forte en période électorale? Pré-électorale,
15 évidemment.

16 R. Je dirais que... j'aurais tendance à croire que
17 c'était effectivement près de zéro dans les années
18 du milieu, puis l'année avant puis l'année après,
19 c'était plus fort. Je vous traduis au meilleur de
20 ma connaissance, je vous rappelle que ce n'est
21 jamais à moi qu'ils ont fait la demande.

22 Q. **[806]** Merci.

23 Me CLAUDINE ROY :

24 Q. **[807]** Puis quand vous dites: « On nous rapportait
25 qu'on était sollicité », est-ce qu'on vous disait

1 qui sollicitait BPR?

2 R. Il y a eu des noms qui ont été prononcés devant
3 moi, oui, mais je vous répète... je peux vous les
4 répéter, mais c'est ce que moi, on me disait.

5 Q. **[808]** À ce moment-là, on vous parlait de gens qui
6 avaient un rôle au sein du financement du parti
7 politique?

8 R. Ça semblait être des gens qui avaient un rôle, oui,
9 au niveau du financement du parti politique.

10 Q. **[809]** D'accord, et quand on vous rapportait que
11 vous deviez contribuer, est-ce que vous sentiez que
12 c'était une demande obligatoire?

13 R. Oui, il y avait une certaine insistance.

14 Q. **[810]** Dans le cadre des contributions politiques
15 que vous, monsieur Lavallée, vous avez faites, vous
16 êtes en mesure de nous dire qu'au cours des
17 années... des dernières années, vous en avez
18 faites?

19 R. Oui.

20 Q. **[811]** O.K. Alors puisqu'on est au niveau de la
21 politique provinciale, je vais vous demander de
22 prendre l'onglet 3. Vous allez voir apparaître à
23 l'écran un document qui nous provient du Directeur
24 général des élections... en fait, les informations
25 qui proviennent de son répertoire. Prenez le temps

1 de regarder chacune des contributions qui sont
2 associées à votre nom. Est-ce que c'est des
3 informations qui vous apparaissent conformes à la
4 réalité de cette époque?

5 R. De l'ordre de grandeur, assurément.

6 Q. **[812]** D'accord, alors on voit les contributions en
7 quatre-vingt-dix-sept (97), Parti Québécois; deux
8 mille deux (2002), deux mille trois (2003) à l'ADQ
9 et deux mille trois (2003), deux mille quatre
10 (2004) au Parti Libéral; deux mille cinq (2005),
11 P.Q.; deux mille huit (2008), trois mille (3 000 \$)
12 au Parti Libéral.

13 R. Oui.

14 Q. **[813]** Pour des sommes de six mille cinq cents
15 (6 500 \$), trois mille cinq cents (3 500 \$) et deux
16 mille (2 000 \$)?

17 R. Oui.

18 Q. **[814]** Et on voit par la suite, des contributions en
19 mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998) et deux
20 mille quatre (2004), nom caviardé correspond à
21 votre conjointe, la grandeur des contributions vous
22 apparaissent si évidemment si c'est à votre
23 connaissance, là, paraissent conformes à la
24 réalité?

25 R. Oui.

1 Q. **[815]** À ce moment-là, c'est des sommes, selon ce
2 que vous nous avez mentionné, que vous avez payé
3 vous même?

4 R. Directement de mon compte.

5 Q. **[816]** Donc, par chèque?

6 R. Oui.

7 Q. **[817]** Pas de remboursement d'aucune façon par BPR?

8 R. Aucun remboursement. Aucun remboursement par BPR.

9 (16:10:40)

10 Q. **[818]** Alors pièce déposée sous 53P-566.

11

12 53P-566: Données du Directeur général des
13 élections du Québec 9DGE) concernant
14 les dons faits par Pierre Lavallée et
15 sa conjointe aux partis politiques
16 provinciaux.

17

18 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

19 Q. **[819]** Vous nous avez dit au début que, bon, vous
20 êtes devenu président-directeur général en deux
21 mille huit (2008), c'est ça?

22 R. Président et chef de direction en deux mille huit
23 (2008).

24 Q. **[820]** En deux mille huit (2008) et que, par
25 ailleurs, au début, c'était plutôt décentralisé les

1 processus dans l'organisation, est-ce que c'est le
2 cas? Au niveau des filiales, notamment, là.

3 R. Décentra...

4 Q. **[821]** Et que ça a été centralisé depuis un certain
5 temps là, tous les processus et...

6 R. Ah! C'est-à-dire que maintenant, il n'existe aucune
7 différence dans les règles de gestion de toutes les
8 unités. J'ai fait cette remarque-là uniquement pour
9 une unité BPR Triax, toutes les autres étaient
10 uniformisées en termes de fonctionnement depuis
11 déjà...

12 Q. **[822]** Pensez-vous que chez BPR Triax, on a pu,
13 pendant un certain nombre d'années, rembourser les
14 contributions politiques que certains...

15 R. Non.

16 Q. **[823]** ... associés pouvaient faire.

17 R. Non, pas à ce niveau-là. Ils ne sont pas
18 capables... je ne vois pas comment ils auraient
19 fait ça. À ma connaissance, non, je dois...

20 Q. **[824]** Non.

21 R. Pour être précis là.

22 (16:11:32)

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. **[825]** Alors, vous avez dit tantôt, j'ai bien noté,
25 qu'on vous demandait des contributions politiques

1 au nom des contrats que vous obteniez auprès du
2 gouvernement.

3 R. Le libellé exact que j'ai entendu, Madame, c'est
4 « vous avez fait beaucoup de contrats pour le
5 gouvernement, donc vous devriez soutenir nos
6 opérations politiques ». Et ceux qui étaient dans
7 l'opposition devaient avoir un discours qui était
8 légèrement adapté pour dire... l'adapter à leur
9 situation d'opposition versus de parti au pouvoir.

10 Q. **[826]** O.K.

11 R. Je précise, juste pour pas que ça fasse de tollé,
12 c'est comme ça que ça nous était... ça m'était
13 rapporté.

14 Q. **[827]** O.K. Vous avez dit aussi que vous laissiez
15 libre cours aux associés de donner, et des autres
16 personnes, selon leurs convictions politiques.

17 R. La première ronde, oui.

18 Q. **[828]** Qu'est-ce que vous voulez dire « la première
19 ronde »?

20 R. Parce quand ils revenaient puis qu'ils disaient
21 qu'ils n'avaient pas eu assez d'argent, bien là à
22 ce moment-là, il fallait refaire une ronde pour
23 dire : « bien là, il manque de l'argent à tel
24 parti ».

25 Q. **[829]** Est-ce que ce sont tous les partis confondus

1 qui vous demandaient ça?

2 R. Tous les partis.

3 Q. **[830]** Bon. Alors, je vois que notamment en deux
4 mille trois (2003), c'est difficile de croire que
5 c'était par conviction politique quand vous donniez
6 aux deux...

7 R. Non. Ça n'a pas d'importance de vous le dire ici,
8 mais mes convictions politiques sont pour le Parti
9 québécois du temps de Jacques Parizeau. Oui, ça,
10 c'étaient des convictions politiques. Après,
11 c'était probablement... j'ai été probablement le
12 dernier à faire des chèques parce qu'il devait
13 manquer d'argent pour atteindre la somme demandée.
14 Donc, ce n'est pas par conviction politique que je
15 donne à un parti ADQ ou PLQ. Non.

16 Q. **[831]** O.K.

17 R. Mais, c'est sur une base volontaire.

18 M. RENAUD LACHANCE :

19 Q. **[832]** Vous avez des activités hors Québec?

20 R. Oui.

21 Q. **[833]** Est-ce que dans... vous avez des bureaux là-
22 bas là, des filiales qui sont présentes dans...

23 R. Non, qui sont opérées directement... qui ont été
24 présentes, qui sont des constituantes de nos
25 filiales ici.

1 Q. **[834]** O.K. Mais, vous avez du personnel en quantité
2 hors Québec.

3 R. Oui.

4 Q. **[835]** Est-ce que vous savez si dans d'autres
5 provinces votre personnel fait aussi l'objet de
6 sollicitation pour contribuer à des partis
7 politiques ou si, au Québec, c'est un cas unique?

8 R. C'est... je pense que c'est... Nous n'avons pas
9 d'activité forte municipale en Ontario, donc je
10 réserve mon jugement sur l'Ontario. En Alberta, en
11 Saskatchewan, au Manitoba et en Colombie-
12 Britannique, ça ne semble pas être le cas.

13 Q. **[836]** Donc, on ne vous approche pas pour des
14 contributions politiques. Et vous n'en avez jamais
15 fait?

16 R. Non.

17 Me CLAUDINE ROY :

18 Q. **[837]** Si on revient, quand vous parlez de première
19 ronde, puis « s'il manque d'argent, il y a une
20 deuxième ronde », je comprends que vous nous avez
21 dit « on peut arriver et on peut demander « ça
22 prend trente mille dollars (30 000 \$) » ». Dans les
23 faits, vous vous assoyez, les actionnaires
24 ensemble, vous dites « bon, qui est prêt à donner
25 pour le parti? », par exemple, X, là.

1 R. Non. « Faites vos chèques selon vos convictions »,
2 puis là les chèques sont envoyés. Puis ça n'a donné
3 peut-être que quinze mille (15 000 \$)...

4 Q. **[838]** Mais...

5 R. ... donc il fallait faire une deuxième ronde.

6 Q. **[839]** Mais, à ce moment-là, les chèques qui sont
7 envoyés sont gérés chez vous et remis à la
8 personne.

9 R. Tous les... tous les actionnaires qui avaient fait
10 leur chèque devaient les rassembler et les mettre
11 dans une enveloppe, donc ils savaient que...

12 Q. **[840]** Bon. Ça totalisait par exemple quinze mille
13 (15 000 \$), mais que la demande était trente mille
14 (30 000 \$).

15 R. Oui.

16 Q. **[841]** Là, vous aviez un retour des gens du parti
17 politique qui disaient « il en manque quinze
18 (15 000 \$) »...

19 R. Oui, oui.

20 Q. **[842]** ... et là, c'est là la deuxième ronde ou...

21 R. Eh! Oui.

22 Q. **[843]** ... c'était plus par conviction politique,
23 mais pour atteindre la somme.

24 R. C'est ça.

25 Q. **[844]** C'est ça.

1 R. Ça, c'est la compréhension que j'ai, moi, comme
2 actionnaire. Ce n'est pas moi qui ai discuté avec
3 eux.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. **[845]** Donc, on vous demandait, que ce soit le Parti
6 libéral ou que ce soit le Parti québécois ou
7 vous...

8 R. Ou l'ADQ.

9 Q. **[846]** ... ou l'ADQ vous demandait un montant de
10 trente mille dollars (30 000 \$). Vous disiez à vos
11 associés : « Faites un chèque selon vos convictions
12 politiques ». Vous envoyez les sommes d'argent aux
13 partis respectifs et ce sont eux qui vous
14 reviennent en vous disant : « Il vous manque quinze
15 mille (30 000 \$) » par exemple.

16 R. C'est la version que je... que je connais. Je peux
17 vous dire que depuis que je suis président et chef
18 de la direction, on n'a plus fait ça.

19 Q. **[847]** Vous faites quoi maintenant?

20 R. Rien.

21 Me CLAUDINE ROY :

22 Q. **[848]** C'est-à-dire?

23 R. Rien. Est-ce que je peux être plus clair que
24 « rien »?

25 Q. **[849]** Non. Mais, est-ce qu'il y a des demandes qui

1 sont faites encore?

2 R. Il n'y en a aucune qui m'est arrivée.

3 Q. **[850]** O.K.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. **[851]** Depuis quand?

6 R. Depuis mai deux mille huit (2008).

7 M. RENAUD LACHANCE :

8 Q. **[852]** Donc, avec le ton de votre réponse, je ne
9 m'aventurerais pas à en faire une autre si j'étais
10 à leur place.

11 R. Si ça peut permettre ça, merci.

12 Me CLAUDINE ROY :

13 Q. **[853]** Si on va à l'onglet suivant, soit l'onglet 4,
14 on y voit un tableau des contributions faites aux
15 deux partis qui ont formé un gouvernement de mille
16 neuf cent quatre-vingt-seize (1996) à deux mille
17 onze (2011) par des personnes à l'emploi de BPR et
18 par certains de leurs proches. Tableau qu'on vous a
19 exhibé déjà, Monsieur Lavallée? Vous l'avez déjà vu
20 ce tableau-là?

21 R. Non, mais...

22 Q. **[854]** Prenez le temps de le regarder, les
23 contributions au Parti libéral, au Parti québécois?

24 R. Je pense que j'ai vu le graphique que vous avez
25 fait à partir de ça.

1 Q. **[855]** D'accord. Alors, on peut vous montrer à
2 l'onglet 5, graphique des contributions faites aux
3 deux partis qui ont formé un gouvernement à partir
4 des informations qu'on retrouve à l'onglet 4?

5 R. Oui.

6 Q. **[856]** Alors, si vous regardez tant les informations
7 qu'on voit au tableau que le graphique, est-ce que
8 c'est des informations qui évidemment démontrent
9 une tendance qui vous apparaît être conforme à la
10 réalité?

11 R. En tout cas la chute à partir de deux mille huit
12 (2008), oui. Les montants semblent correspondre à
13 peu près, là.

14 Q. **[857]** Et encore une fois selon le témoignage que
15 vous nous avez mentionné, ce n'est pas, jamais BPR
16 n'a effectué quelque remboursement que ce soit?

17 R. Aucun remboursement qui n'a été fait, ce n'était
18 que des actionnaires, ce que nous on appelle des
19 associés.

20 Q. **[858]** Alors, donc, tableau que je vais déposer sous
21 53P-567.

22

23 53P-567 : Tableau sur les contributions faites
24 aux deux partis qui ont formé un
25 gouvernement de 1996 à 2011, par des

1 personnes à l'emploi de BPR et par
2 certains de leurs proches
3

4 Q. **[859]** Et le graphique, 53-568.
5

6 53P-568 : Graphique des contributions faites aux
7 deux partis qui ont formé un
8 gouvernement de 1996 à 2011, par des
9 personnes à l'emploi de BPR et par
10 certains de leurs proches
11

12 Q. **[860]** Juste pour revenir un peu au niveau des
13 contributions municipales, vous avez parlé
14 évidemment pour Montréal, vous n'en avez pas fait,
15 et, mais vous avez dit par conviction, par exemple,
16 je peux en faire, je peux en faire à Québec?

17 R. Exact, j'en ai fait à Québec.

18 Q. **[861]** D'accord. Alors, je vais vous demander de
19 prendre le tableau que l'on retrouve à l'onglet 2,
20 contributions en deux mille huit (2008) et deux
21 mille neuf (2009) à l'équipe Labeaume pour un
22 montant de deux mille dollars (2000 \$) au total, ça
23 correspond à la réalité pour l'équipe Labeaume?

24 R. Exact.

25 Q. **[862]** Encore une fois, BPR a-t-il eu à faire un

1 remboursement quelconque?

2 R. Zéro.

3 Q. **[863]** Alors, document que je dépose sous 53P-569.

4

5 53P-569 : Données du Directeur général des
6 élections du Québec (DGE) concernant
7 les dons faits par Pierre Lavallée aux
8 partis politiques municipaux

9

10 (16:20:03)

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. **[864]** Les contributions politiques municipales
13 étaient-elles suite à une demande?

14 R. Non, dans le cas de, si on voyait les années
15 antérieures où Jean-Paul L'Allier était maire de
16 Québec, je considérais qu'il faisait un très bon
17 travail, je considérais que Régis Labeaume faisait
18 un très bon travail, c'était donc sur une base tout
19 à fait volontaire et je l'aurais fait si j'avais
20 été producteur de tomates. C'est vraiment par
21 conviction.

22 Me CLAUDINE ROY :

23 Q. **[865]** Alors, sur le tableau, on voit les
24 contributions à l'équipe Labeaume. Selon votre
25 témoignage vous en avez fait à l'équipe de monsieur

1 L'Allier?

2 R. Je n'ai aucun problème à l'admettre.

3 Q. **[866]** O.K. Vous en avez fait quelles années, de
4 mémoire?

5 R. Deux mille (2000), la raison pour laquelle je m'en
6 souviens, c'est qu'il y a des journalistes qui
7 m'avaient appelé pour tester le fait que ce n'était
8 pas...

9 Q. **[867]** Un prête-nom?

10 R. Non.

11 Q. **[868]** Vous n'étiez pas un prête-nom?

12 R. Non, pas prête-nom.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Q. **[869]** Que ce n'était pas volontaire?

15 Me CLAUDINE ROY :

16 Q. **[870]** Volontaire, oui?

17 R. Non, c'était plutôt de la malveillance, là, essayer
18 de savoir si je cherchais un avantage, et j'avais
19 juste dit que je trouvais que c'était un très bon
20 maire, qu'il avait des bonnes orientations pour la
21 Ville, qu'il mettait la Ville sur la carte et que
22 les contributions politiques étaient là pour
23 soutenir ça et je le faisais légalement. Donc, je
24 pense que c'est deux mille deux, trois, quatre,
25 (2002-3-4) mais je ne saurais être sûr.

1 Q. **[871]** Et vous avez une adresse sur le territoire de
2 la Ville de Québec?

3 R. Bien sûr.

4 Q. **[872]** Vous avez parlé du ministère des Transports,
5 BPR a des contrats avec le ministère des
6 Transports?

7 R. Oui.

8 Q. **[873]** Au cours des dernières années, BPR a eu des
9 contrats avec le ministère des Transports
10 également?

11 R. Oui.

12 Q. **[874]** Vous avez des contrats BPR seul et BPR en
13 consortium également?

14 R. Oui.

15 Q. **[875]** D'accord. Alors, je vais vous demander de
16 prendre le tableau, le tableau que l'on retrouve à
17 l'onglet 6. Juste mentionner que le tableau est
18 confectionné à partir de rapports annuels que le
19 Ministère des Transports nous a transmis pour des
20 contrats de plus de cinq mille dollars (5 000 \$)
21 pour la période entre le premier (1^{er}) avril mil
22 neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997) au trente et
23 un (31) décembre deux mille douze (2012) pour des
24 contrats qui avaient déjà des codes et ça implique
25 les compagnies, en fait, où BPR et - soit seule ou

1 en consortium - mais ne comprend pas les filiales
2 de BPR et dans la répartition on a tenu compte du
3 fait que quand c'est en consortium de deux
4 personnes, c'était cinquante/cinquante (50/50) et
5 quand c'était trois, c'était un tiers / un tiers /
6 un tiers. Je pense que c'est une précision qui est
7 importante, là, pour la lecture de ce tableau.
8 Alors... oui?

9 R. Il n'y a aucune filiale de BPR qui applique au
10 Ministère des Transports autre que, sous le nom BPR
11 ou BPR infrastructures. Donc, vous avez tous les
12 contrats du Ministère des Transports.

13 Q. **[876]** Donc, quand on voit... est-ce que ça vous
14 apparaît... le graphique vous apparaît-il illustrer
15 la tendance que l'on retrouve des contrats de BPR
16 au niveau du Ministère des Transports?

17 R. Oui. En fait, on voit l'augmentation du volume de
18 projets du Ministère et c'est à partir de deux
19 mille sept (2007), deux mille huit (2008), le
20 Ministère a accéléré le volume de ses... a augmenté
21 le volume de ses travaux et on le voit bien sur
22 l'évolution qui est là. Donc, je pense que de
23 partir de deux mille sept (2007), ce que vous
24 observeriez, c'est que toutes les firmes ayant
25 l'expertise ont eu une augmentation parce que le

1 volume d'affaires du Ministère des Transports a
2 beaucoup augmenté à partir de deux mille sept
3 (2007), deux mille huit (2008).

4 Q. [877] Et si on tentait de faire une relation avec
5 les deux tableaux précédents, soit le graphique et
6 le tableau des contributions politiques...

7 R. Il n'existe aucune relation entre les deux. Aucune.
8 (16:24:17)

9 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

10 Q. [878] Il y a une grosse augmentation en deux mille
11 sept (2007), deux mille huit (2008), mais ce qui
12 est aussi... ce qui est frappant dans le tableau,
13 aussi, c'est le nombre de contrats pris en
14 consortium. Bon, le Ministère des Transports a la
15 pratique des appels d'offres régionalisés qui
16 parfois forcent un peu de créer un consortium si
17 vous voulez pas appliquer avec une... pas appliquer
18 sur un contrat, là, vous allez vous chercher une
19 firme qui habite dans la région. Est-ce que vous
20 avez l'impression, vous, que ces approches d'appels
21 d'offres régionalisés réduisent la compétition ou
22 l'augmentent?

23 R. Je pense... je ne me souviens pas pourquoi, au
24 début de la... de l'interrogation, on a parlé aussi
25 des consortiums. Je pense que le pire défaut de

1 l'appel d'offres, c'est quand il a tendance à
2 mettre un projet, à rassembler plusieurs
3 structures, par exemple, dans le même contrat, et
4 où là, on exige plusieurs spécificités de personnel
5 et qu'on exige un nombre de personnel ayant les
6 mêmes spécificités qui est important. Là, à ce
7 moment-là, comme je vous ai décrit au début, là, on
8 se retrouve dans la situation où... « ah, je peux
9 pas y aller seul ». Les cas régionaux où on est
10 obligé d'aller... on serait obligé d'aller
11 s'associer avec une firme, nous, on en vit peu
12 puisqu'on travaille surtout dans la région de
13 Québec, Saguenay et Bas St-Laurent/Gaspésie, où
14 nous sommes déjà fortement présents. Donc, nous, le
15 cas de figure que vous avez présenté ne s'est pas
16 posé, mais oui, ça aurait tendance à réduire le
17 nombre de joueurs.

18 Q. [879] Donc, quand on regarde l'évolution du
19 graphique, en deux mille huit (2008), deux mille
20 sept (2007), deux mille huit (2008), on a plus de
21 consortiums, là, la barre rouge, ce que vous dites
22 c'est que compte tenu qu'on a donné beaucoup de
23 con... puis on avait plus de contrats à donner au
24 Ministère des Transports, on a réuni plusieurs
25 projets dans des appels d'offre obligeant des

1 exigences au niveau de la disponibilité du
2 personnel très élevées, donc, vous forçant à aller
3 en consortium?

4 R. Oui, et l'autre phénomène, c'est que quand il y a
5 un volume d'affaires qui est plus grand, ça veut
6 dire que par exemple, si j'y ai mis du personnel,
7 appelons-le... reprenons mon exemple de ce matin,
8 une personne qui a vingt (20) ans d'expérience dans
9 les ouvrages d'art, elle, est affectée au contrat
10 A, disons, mais il est évident que je ne peux pas
11 soumissionner sur le contrat B avec elle et là, si
12 cette fois-là, on m'en demande trois, comme dans
13 mon exemple de ce matin, bien là, moi, il ne m'en
14 reste plus juste une. Je suis forcément obligé de
15 faire un consortium. Donc, il y a certains cas de
16 figures, particulièrement dans la région de
17 Montréal, où là il y a beaucoup d'ouvrage rassemblé
18 sous le même appel d'offres où c'est très
19 difficile, voire impossible de soumissionner seul
20 compte tenu des qualités requises. Ça, à mon avis,
21 ça a tendance à réduire...

22 Q. **[880]** La compétition.

23 R. ... la compétition.

24 Q. **[881]** Donc, si on changeait cette pratique-là, de
25 réunir plusieurs ouvrages dans un même appel

1 d'offres, on pourrait avoir plus de soumissions
2 probablement parce qu'on n'est pas obligé d'aller
3 en consortium et chacun dans le fond a la capacité,
4 au niveau des ressources humaines, techniques et
5 durée d'ouvrage.

6 R. C'est ça. En étant tout à fait cohérent
7 techniquement, c'est-à-dire que tous les ouvrages
8 d'art d'une même section de l'autoroute pourraient
9 très bien être dedans, mais au lieu d'en mettre
10 vingt-cinq (25), mettez-en cinq puis ne demandez
11 pas quatre ingénieurs de vingt (20) ans
12 d'expérience là où ça en prend un. Ça, ça
13 faciliterait le fait qu'on peut y aller
14 individuellement et que le meilleur... le meilleur
15 gagne techniquement.

16 Q. **[882]** Oui. Au niveau... pas essentiellement sur la
17 qualité que c'est évalué au niveau du ministère des
18 Transports.

19 R. Bien, que le meilleur gagne et que...

20 Q. **[883]** Est-ce que... au ministère des Transports,
21 l'attribution des contrats est décentralisée par
22 direction territoriale. Vous êtes présent dans
23 plusieurs directions territoriales probablement.

24 R. Oui, on est... Comme je vous disais, il y a
25 l'Outaouais et l'Abitibi où on n'est pas.

1 Q. **[884]** O.K. La pratique de réunir plusieurs ouvrages
2 dans un même appel d'offres, est-ce qu'elle est
3 répandue dans toutes les directions territoriales
4 où vous faites affaires ou vous voyez...

5 R. Elle est plus forte dans ceux de la région de
6 Montréal, Montérégie-Montréal.

7 Q. **[885]** Et là, bien sûr, l'obligation de consortium
8 pour obtenir le contrat est plus forte aussi.

9 R. Bien, dans... je dirais dans la plupart des cas que
10 je connais. Quand les gens me parlent de
11 consortium, je vous ai fait ce matin le commentaire
12 que je demande toujours à mes gens d'essayer de
13 passer à côté. C'est plus facile à gérer nos gens
14 que de gérer une équipe. Mais quand ils me
15 reviennent en disant « on ne peut pas soumissionner
16 parce que nous n'avons pas cent pour cent (100 %)
17 des ressources requises », le consortium est
18 discuté.

19 Q. **[886]** Dans les autres provinces où vous faites
20 affaires, est-ce qu'il y a aussi beaucoup de
21 consortium?

22 R. Il y a beaucoup de... il n'y a pas beaucoup de
23 consortiums, il y a plus de sous-traitances, donc
24 un complément vient d'un sous-traitant. Et il y a
25 en général beaucoup de compétition dans le marché

1 de l'Ouest.

2 Q. [887] Plus qu'il n'y en a ici au Québec?

3 R. Il y a plus de... il y a plus de firmes
4 spécialisées et il y a plus d'ouvrage aussi par
5 contre.

6 Q. [888] Hum, hum.

7 R. Donc, il y a beaucoup plus de volume d'affaires et
8 donc chaque firme a un volume d'affaires qui est
9 très conséquent.

10 Me CLAUDINE ROY :

11 Q. [889] Pièce que je vais... donc le tableau de la
12 valeur estimée des contrats, pièce déposée sous
13 53P-570. Ça peut être valeur estimée, graphique de
14 la valeur estimée, on s'entend bien.

15

16 53P-570 : Graphique de la valeur estimée des
17 contrats obtenus par BPR Inc. avec le
18 MTQ de 1997 à 2012 pour des contrats
19 de conception de plans et devis et de
20 surveillance de travaux

21

22 Ça pourrait être un bon moment pour interrompre la
23 suite du témoignage de monsieur Lavallée.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Parfait. Alors, à demain matin.

1 Me CLAUDINE ROY :

2 Merci.

3

4 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

5 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

6

7

8

9

10 Nous, soussignés, ROSA FANIZZI et ODETTE
11 GAGNON, sténographes officiels dûment autorisés à
12 pratiquer avec la méthode sténotypie, certifions
13 sous notre serment d'office que les pages ci-dessus
14 sont et contiennent la transcription exacte et
15 fidèle de la preuve en cette cause, le tout
16 conformément à la Loi;

17

18 Et nous avons signé :

19

20

21

22 ROSA FANIZZ
23 Sténographe officiel

ODETTE GAGNON
Sténographe officiel